

صباح الخير

QUARANTIÈME ANNÉE — N° 11879

— VENDREDI 8 AVRIL 1983

Une mise en garde  
du maréchal Oustinov  
aux États-Unis

LIRE PAGE 3



Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Laurens

# Le Monde

3,60 F

Algérie, 3 DA ; Maroc, 3,50 dr. ; Tunisie, 300 m. ; Allemagne, 1,80 DM ; Autriche, 16 sch. ; Belgique, 26 fr. ; Canada, 1,10 \$ ; Côte d'Ivoire, 340 F CFA ; Danemark, 6,50 kr. ; Espagne, 100 pes. ; E.-U., 66 c. ; G.-B., 90 p. ; Grèce, 65 dr. ; Irlande, 80 p. ; Italie, 1 200 L. ; Liban, 360 P. ; Libye, 0,350 DL ; Luxembourg, 27 f. ; Norvège, 8,00 kr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal, 80 esc. ; Sénégal, 325 F CFA ; Suède, 7,75 kr. ; Suisse, 1,40 L. ; Yougoslavie, 65 d.

Tarif des abonnements page 22

5, RUE DES ITALIENS  
75427 PARIS CEDEX 09  
Tél. MONDIPAR 650571 F  
C.C.P. 4207 - 23 PARIS  
Tél. : 246-72-23

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

## Les vraies victimes de la crise

Réunie depuis mardi 5 avril à Buenos-Aires, la cinquième conférence ministérielle du groupe des « 77 » se penche, une fois de plus, sur la situation dramatique de l'économie des pays en voie de développement (P.V.D.), évidemment frappés plus que les autres par la crise économique mondiale. Les cent six représentants des cent vingt-cinq membres de ce groupe fondé en 1964 doivent élaborer à cette occasion une position commune pour la prochaine réunion de la CNUCED (Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement), qui doit se tenir en juin prochain à Belgrade.

Les P.V.D. représentent aujourd'hui 75 % de la population du globe, et le montant de leur dette extérieure atteignait, à la fin de 1982, 626 milliards de dollars. Les « 77 » se confondent de plus en plus avec cet immense ensemble défavorisé, d'autant que la Chine vient de faire acte de candidature au groupe. Pekin a organisé ces derniers jours un symposium sur la « coopération Sud-Sud », au cours duquel le premier ministre chinois, M. Zhao Ziyang, a appelé les pays du tiers-monde à « renforcer leur unité face aux superpuissances » et s'est prononcé en faveur de « négociations globales » entre le Nord et le Sud.

Ces négociations semblent d'autant plus nécessaires et urgentes que la crise a frappé les plus faibles, à un moment où ils s'efforcent de sortir de leur misère. La récession qui semble s'annoncer dans les pays développés ne leur profitera guère, du moins à court terme. L'Argentine, pays hôte, est l'exemple type d'un pays au bord du gouffre, tout comme le Brésil voisin ou le Mexique. Leur endettement massif — respectivement 38, 37 et 85 milliards de dollars — alors qu'ils augmentaient les taux d'intérêt aux États-Unis et que les pays de l'O.C.D.E. réduisaient leurs importations, les a pratiquement mis en état de cessation de paiement.

Parallèlement, la réduction de l'effort d'assistance des pays développés, préoccupés par priorité de leurs propres difficultés, pénalise les nations pauvres, dont les plans, plus modestes, prévoient seulement de parer au plus pressé. Les promesses faites aux pays les moins avancés (P.M.A.) n'ont pas été tenues. Paradoxalement, de même que la crise née de la hausse des prix du pétrole depuis 1973 avait mis à genoux nombre d'entre eux, dans l'incapacité de régler leur facture énergétique, de même aujourd'hui l'effondrement des cours met en difficulté des pays tels que le Mexique, le Nigeria, qui vient d'exporter plus d'un million d'étrangers, ou l'Indonésie, qui a dévalué sa monnaie de 55 % par rapport au dollar.

La politique économique du président Reagan, déjà critiquée en Europe ou au Japon, manque, c'est le moins qu'on puisse dire, de générosité envers le tiers-monde. Il n'est pas étonnant, dans ces conditions, que le discours d'ouverture de la réunion de Buenos-Aires, prononcé par le chef de la junte argentine, le général Bignone, ressemble assez à celui que fit le premier ministre indien, M. Gandhi, lors de l'inauguration, au début de mars, à New-Delhi, du sommet des pays non alignés, pour la plupart membres des « 77 ». Que ce soit sur le rééchelonnement de la dette, sur la nécessité de la coopération Sud-Sud, ou sur celle d'une volonté commune des pays du Nord et du Sud de sortir ensemble de la crise. Les deux dirigeants tiennent un langage analogue sur bien des points. La conjoncture économique s'incite guère à l'optimisme sur leurs chances d'être entendus.

## La mise en œuvre de la politique définie par M. Mauroy

- Les premières réactions syndicales sont défavorables
- Les communistes se réservent le droit de ne pas voter le projet d'ordonnances

Les députés de la majorité ont approuvé, dans la nuit du mercredi 6 au jeudi 7 avril, par 323 voix contre 155, la déclaration de politique générale faite par M. Pierre Mauroy. Toutefois, au cours du débat, le président du groupe communiste de l'Assemblée nationale, M. André Lajoinie, a revendiqué pour ses collègues le droit d'amender le plan de rigueur adopté par le gouvernement.

Si ses propositions ne sont pas prises en considération, le groupe communiste « se réserve la possibilité de ne pas voter » le texte gouvernemental.

Le projet de loi qui doit habiliter le gouvernement à légiférer par ordonnances doit être examiné le lundi 11 avril par l'Assemblée nationale. M. Lajoinie devait s'entretenir, jeudi 7 avril à 17 heures, avec le premier ministre.

M. Mauroy a précisé, mercredi soir, les diverses modalités qui seront apportées au dispositif de rigueur arrêté le 25 mars, en faveur notamment des familles aux revenus les plus modestes.

Les premières réactions syndicales au discours du premier ministre sont défavorables : pour F.O., on est « déjà allé trop loin » ; pour la C.G.C., il n'y a toujours pas de grand dessin ni de grand projet industriel. Déception aussi à la C.G.T., qui, « en désaccord » avec les moyens définis par M. Mauroy, maintient ses contrepropositions et appelle les salariés à faire pression pour obtenir des modifications au plan de rigueur.

## Double escamotage

par PAUL FABRA

conséquence d'un engagement politique plus simple, d'autres diraient plus fruste, fidèle à un homme ou à un attachement viscéral aux valeurs — et peut-être aussi aux défauts — du conservatisme.

Il est possible que M. Mauroy ait atteint ce qui était son objectif de présentation, encore que les fractions du parti socialiste, qui préconisaient un autre type de politique (fondée sur l'illusion qu'une sortie du S.M.E. aurait donné de grandes facilités à l'économie française), n'apportent sans doute que du bout des lèvres leur approbation au gouvernement. Le chef de celui-ci n'a pas lésiné sur les moyens pour prononcer son plaidoyer *pro damo*.

(Lire la suite page 12.)

## Demain dans « le Monde » un article de M. Max Gallo

« Le Monde » de vendredi (édition datée du 9 avril) publiera un article du porte-parole du gouvernement :

« A quoi sert la gauche ? »

AU JOUR LE JOUR

## Discrimination

La campagne des élections municipales avait donné lieu à des débordements racistes. Les xénophobes peuvent désormais trouver un nouvel argument avec les restrictions décidées pour les voyages à l'étranger.

Cela donnerait : non seulement nous ne sommes plus chez nous mais nous ne pouvons plus aller chez eux. Un comble.

ALAIN LEBEAUME.

## Une bataille pour tous

par ANDRÉ FONTAINE

septembre dernier encore, se trouvait-il tant de ministres pour nier que l'existence de ladite crise était influencée par la politique française ? Pourquoi l'excellent Pierre Mauroy, même s'il n'a pas dit, contrairement à ce que chacun avait compris, qu'il ne serait pas le premier ministre d'une troisième dévaluation, a-t-il affirmé, il y a deux mois, que tous les climats étaient au vert et démenti avec énergie qu'un plan de rigueur fût en préparation ?

La rigueur a succédé à l'état de grâce tant vanté. Bien sûr, c'est la faute aux autres, à la crise mondiale ; mais alors pourquoi avoir tant reproché jadis à l'ex-majorité de faire de la crise un alibi pour sa gestion réactionnaire ? Pourquoi, en

maintenant eux-mêmes à 5 % : or les États-Unis et la R.F.A. ont enregistré, en février, des baisses de 0,2 % dans un cas et de 0,1 % dans l'autre.

Quant au déficit du commerce extérieur, la partie est peut-être moins difficile, la récession probable entraînant normalement une chute des importations, et la baisse des prix du pétrole ayant apporté un bien opportun ballon d'oxygène. Mais il sera plus malaisé de stimuler nos exportations : la diminution de leurs rentrées amène déjà les pays pétroliers, lesquels, dans bien des cas, sont au nombre de nos meilleurs clients, à se serrer eux aussi la ceinture.

(Lire la suite page 12.)

LE « PARTI » D'HENRI BEYLE

## Stendhal avec passion

Henri Beyle se persuadait qu'il trouverait son public dans une lointaine postérité, mais il ne s'imaginait sans doute pas qu'il serait, un jour, à la tête d'un parti : le parti stendhalien. Le bicentenaire de sa naissance nous a donné l'occasion d'entrevoir quels sentiments l'auteur de *Lamiel* suscitait chez nos contemporains. Les articles que nous publions dans « le Monde des livres » en témoignent : les gens qui lisent, ou relisent Stendhal, ne font pas cela tranquillement, mais avec passion.

Les sentiments excessifs qu'il éprouva, et dont il fit la peinture, il les revivait, les rallumait dans l'esprit de ses lecteurs. On ne le fréquente pas, comme Flaubert et Balzac, avec un respect, un peu craintif, pour les beaux monstres ; on lit Stendhal

dans une sorte d'intimité, de proximité qui paraissent aussitôt naturelles. Avec lui, nous nous entretenons familièrement de tous les sujets. Qu'il parle de ses voyages, de l'Italie, de l'Espagne, de la politique, ou de la littérature, Stendhal nous offre la plus séduisante des conversations, car le cœur et l'esprit, l'intelligence et l'émotion n'y sont jamais séparés. Certes, il nous avertit que toutes nos entreprises finiront par une nécessaire désillusion, mais c'est ainsi, paradoxalement, qu'il nous rend le goût de la chasse au bonheur.

FRANÇOIS BOTT.

(Lire nos articles sur Stendhal, pages 13, 16 et 17, dans « le Monde des livres ».)

ARGENTINE

## Un an après le gâchis des Malouines

Le début d'une enquête de JACQUES DESPRÉS

LIRE PAGE 5

PÉROU

## La lutte contre la guérilla dégénère en guerre civile

Un reportage de NICOLE BONNET

LIRE PAGE 6

INÉDITS  
Jean-Paul SARTRE  
Cahiers pour une morale

« 600 pages d'inédits d'un des maîtres du siècle — un événement ! » Roger-Pol Droit / Le Monde

## Les carnets de la drôle de guerre

« Ce texte domine de haut les posthumes révélés jusqu'ici. Il mérite de prendre place à côté des ouvrages majeurs. »

Bernard Poitou / *Dépeche du Nord*

« Ces Carnets, écrits par un Sartre de 34 ans qui attend la gloire de pied ferme, sont véritablement prodigieux. »

Jean-Paul Enthoven / *Le Nouvel Observateur*

GALLIMARD *nrf*

ANTS  
TALIERS

sement

organisé le 5 avril  
l'éducation nationale  
le comité de gestion  
la recherche, spécialisée

la recherche, spécialisée  
la recherche, spécialisée

la recherche, spécialisée  
la recherche, spécialisée

la recherche, spécialisée  
la recherche, spécialisée

la recherche, spécialisée  
la recherche, spécialisée

la recherche, spécialisée  
la recherche, spécialisée

la recherche, spécialisée  
la recherche, spécialisée

la recherche, spécialisée  
la recherche, spécialisée

la recherche, spécialisée  
la recherche, spécialisée

la recherche, spécialisée  
la recherche, spécialisée

la recherche, spécialisée  
la recherche, spécialisée

la recherche, spécialisée  
la recherche, spécialisée

la recherche, spécialisée  
la recherche, spécialisée

la recherche, spécialisée  
la recherche, spécialisée

la recherche, spécialisée  
la recherche, spécialisée

la recherche, spécialisée  
la recherche, spécialisée

la recherche, spécialisée  
la recherche, spécialisée

la recherche, spécialisée  
la recherche, spécialisée

la recherche, spécialisée  
la recherche, spécialisée

la recherche, spécialisée  
la recherche, spécialisée

la recherche, spécialisée  
la recherche, spécialisée

la recherche, spécialisée  
la recherche, spécialisée

la recherche, spécialisée  
la recherche, spécialisée

## Le Monde

## idées

## Le prix du succès

par PHILIPPE PONS

VOICI un livre de qualité mais un livre dangereux. De qualité, car écrit par Ezra F. Vogel (1), l'un des meilleurs sociologues américains qui travaille sur le Japon, professeur à Harvard et auteur dans les années 60 de plusieurs recherches, dont *"Japan's New Middle Class"*, qui firent date. Mais c'est aussi un livre dangereux, car il alimente ce discours apologétique et « désinformant » sur le modèle japonais qui prend prétexte d'une réussite économique pour faire passer des messages politiquement orientés sur la cohésion sociale et les avantages de la société japonaise.

Ce discours, la France socialiste l'a trouvé dans l'héritage du gauchisme et elle ne s'en est point démarquée. A cet égard, la préface de Jean-Jacques Servan-Schreiber à ce « Japon, médaille d'or » est exemplaire de ce discours, qui se procure moins d'un minimum d'adéquation de ses énoncés à la réalité sociale du Japon contemporain que d'illustrer cette thèse de la technologie salvatrice qui, comme l'a montré Jean-François Lyotard (2), mesure le savoir à l'aune de la « performance » et non de la vérité.

Au demeurant, le livre d'Ezra Vogel se veut autant un pamphlet qu'un essai à prétention académique. Il a été écrit en 1979, à une époque où les Américains prenaient conscience des vacillements de leur leadership et de l'émergence du Japon comme nouveau centre de pouvoir. Le dessin de Vogel était de secouer les énergies de ses compatriotes : d'où le côté provocateur du livre, les raccourcis, voire les demi-vérités qui supposent le genre.

Le livre n'est qu'une diffusion normale aux Etats-Unis où, au reste aujourd'hui, l'heure est moins à la fascination pour le modèle nippon en soi qu'à une alliance de *facto* entre Américains et Japonais dans le domaine de l'informatique et de l'automobile. En revanche, le succès fut phénoménal au Japon, car — et c'est bien là qu'on mesure le danger de ce livre — il s'inscrit dans ce courant idéologique que représentent les « théories sur les Japonais » (*nihonjin-ron*) (3) : beaucoup sont des best-sellers qui insistent sur les spécificités plus ou moins fantas-

mées du Japon, notamment sur la société organique et non de classe qu'il constituerait, faisant au demeurant de la période militaire un accident de l'histoire.

Cela dit, le livre de Vogel ne manque pas de mérites. Il explique d'abord le rôle primordial joué dans la réussite du Japon par la diffusion de l'information et de la connaissance à tous les niveaux de la société. Ce qui permet à la fois des stratégies de pénétration à l'extérieur d'une redoutable efficacité, et, à l'intérieur, la résolution des conflits par anticipation (dans le cadre de l'entreprise par exemple).

La puissance de la machine d'information japonaise tient sans doute moins à sa capacité, énorme, de collecte qu'à son intelligence à la rendre opérationnelle. Le lieu par excellence où s'opère cette synthèse entre bureaucratie et intelligence de l'information, et où celle-ci se mue en pouvoir, est le fameux MITI (ministère de l'Industrie et du Commerce extérieur). Or Vogel est plus faible, c'est sur le contrôle démocratique qui s'exerce sur cette technologie toute-puissante.

## « L'étouffement de l'individualité »

L'éducation ou le système de la police, que décrit Vogel, sont des exemples des questions que peut soulever cette hyper-organisation du corps social. Le Japon est le pays du modèle industriel où la criminalité est la plus faible. L'efficacité de la police tient à son intégration à la population (par le maillage très fin des *flottiers*), à sa rapidité d'intervention, mais aussi à une extraordinaire mobilisation des données autoritaires par une pratique de la « dénonciation » qui s'inscrit dans une longue tradition de contrôle social au détriment de l'individualisme.

En matière d'éducation, Vogel souligne à juste titre le très haut niveau atteint au Japon, ne faisant toutefois qu'évoquer les problèmes de « darwinisme social » et de « dressage » que le système impli-

que. Ce n'était pas le but de l'antenne de donner une présentation équilibrée de la société japonaise. Il s'est d'ailleurs placé du côté de l'organisation et non, ou bien peu, du côté de ceux qui sont organisés. Il mentionne cependant le prix du succès japonais en termes de conformisme et de pression sociale, d'étouffement des droits individuels, de l'individualité et de la créativité, du « mépris de la différence, des opposants et des petits ». Il ne s'attarde pas sur les discriminations : notamment celle des femmes, embauchées massivement depuis le milieu des années 70 pour leurs bas salaires et leur statut précaire, ou sur les phénomènes dysfonctionnels, dont le plus significatif sociologiquement est le déplacement des contradictions de l'univers productif vers celui de l'école et de la famille et dont témoigne l'extrême violence des lycéens contre leurs parents ou leurs professeurs.

En identifiant l'économisme des dirigeants à une valeur sociale partagée par tous les Japonais, on occulte les mouvements qui témoignent du fait que le consensus n'est pas aussi entier qu'il y paraît, et, par là, on ne favorise guère la connaissance de la réalité japonaise. Mais plus grave, en tendant à mettre les excès d'organisation de la société japonaise sur le compte des valeurs dites « traditionnelles » — Vogel paraît convaincu qu'en adoptant le « modèle » nippon les Américains sauraient éviter les abus en termes de liberté, — on refuse d'analyser la nature de la société informatisée qu'on nous propose et qui est moins japonaise que « moderne ». Une société qui, par sa logique même, est « réactionnaire », si l'on n'y prend garde, en ce qu'elle tend à aller à l'encontre de la tendance qui depuis le dix-huitième siècle a lié la découverte à l'affranchissement de l'individu. Autant par ce qu'il décrit que par ce qu'il omet, le livre de Vogel devrait conduire à s'interroger.

(1) Ezra F. Vogel, *Le Japon, médaille d'or*, Gallimard, 1980.

(2) *La Condition postmoderne*, Editions de Minuit, 1980.

(3) Voir l'article de Jacqueline Pigeot dans *Débats*, janvier 1983.

## La chimère

par AUGUSTIN BERQUE (\*)

LE Japon, coupable d'appliquer plus fidèlement que les pays occidentaux une leçon que ceux-ci mêmes lui ont imposée — celle de la rationalité économique —, est depuis quelques années devenu pour nos compatriotes une sorte d'épouvantail. Cela fait peur, un pays qui n'est pas comme nous tout en faisant comme nous — voire mieux que nous — dans des domaines où l'Occident était depuis longtemps seul maître : vendre, produire, innover, c'est-à-dire imposer aux autres de consommer des choses qu'ils n'ont pas été capables de créer eux-mêmes.

Chaque fois que nous achetons un magnétoscope ou un crayon-fauteur japonais, une petite voix nous dit que nous, collectivité française, sommes devenus des bons à rien. Alors, bien sûr, on le fait taire, cette petite voix ; on l'adresse ailleurs. Les cibles ne manquent pas : on peut, suivant ses convictions, taxer nos industriels de routine, ou nos syndicats de sabotage, nos chercheurs de bavardage, nos gouvernements d'impéritie... On peut surtout chercher un bouc émissaire hors de nos frontières.

Ce bouc émissaire, il est tout trouvé : le péril jaune ! Les Nippons, ces gens qui, le sabre à la main et le baladeur aux oreilles, crient *banzai* en envahissant les barrières de nos marchés (voir le titre et l'image de couverture d'un récent ouvrage sur l'économie japonaise), Les *karikazes* de l'an 2000 ! Les jeux vidéo, les mangeurs de jeunes filles bataves, et la cérémonie du thé !...

Cherchez dans les dictionnaires la définition du mot « chimère » : « monstre fabuleux à tête et poitrail de lion, ventre de chèvre, queue de dragon, et qui crache des flammes » (*de Fant. Robert*) ; elle s'applique exactement à cette image du Japon. La chimère, bien sûr, c'est un fantasme : quelque chose qui se tapit

dans les coins sombres de notre esprit. Mais la chimère, elle est parfois au grand jour quand on lui fournit un perchoir : hier comme aujourd'hui l'Autre, l'Etranger.

J'accuse les médias français, et spécialement le Monde du 17 mars avec sa page « Idées » (thème 1), de cultiver une hantise antijaponaise, cristallisant l'inquiétude diffuse que nos compatriotes éprouvent du fait de la crise ; et ce faisant, de détourner l'opinion de nos vrais problèmes — donc de retarder leur solution.

Ces procédés sont rodés par une longue histoire. Les plus anciens sont d'insister sur le côté incongru, chimérique de l'Autre : le Japon, c'est la féodalité d'hier accomplie monstrueusement à la technologie de demain (voyez le film de François Reichelbach, ou *Le triomphe du féodalisme* dans le Monde du 17 mars). Les plus récents consistent à imputer à l'Autre la volonté précieuse, incarnée dans un pacte, de nous faire du mal. Voyez donc ce que nous dit, par la bouche d'A. Méglin, cette « Mme Butterfly », toujours le Monde du 17 mars ! Que les Japonais ont juré notre perte : « La nation tout entière avait juré d'avoir une revanche éclatante... Qu'ils nous menacent : « Vous êtes bancals du cerveau... Qu'ils nous humilient : « Ne mettons-nous pas à genoux tant de nos entreprises ?... Qu'ils vont jusqu'à regretter de nous avoir envoyés un *Sauveur* : *Deshimaru* a perdu son temps avec nous, le peu- vrent.

Soyons sérieux, allons ! Nos médias devraient savoir qu'on ne gagne jamais à exciter la chimère de la xénophobie, fût-ce, hypocritement, par imprécision et rapporteur interposés.

(\*) Directeur d'études à l'Ecole des hautes études en sciences sociales.

## Une troisième manche ?

par PAUL-MAURICE PERRIER-MORILLON (\*)

CHACQUE peuple a ses cultures, ses créations, ses points forts et ses points faibles. Il en va de même dans le commerce et l'industrie. En général notre principal défaut est de ne pas savoir soigner notre propagande. Ainsi nos conseillers commerciaux à l'étranger ne distribuent aucune revue faisant le bilan de nos réussites, chiffrant nos excédents et nos déficits, les expliquant, énumérant ce qu'il faut acheter chez nous à prix compétitifs, critiquant nos défauts. Il faudrait, à l'usage interne, une publication destinée aux hommes d'affaires et financiers signalant les domaines où il y a des efforts à faire, des créneaux à prendre, des terrains à occuper. *Le Monde* lui-même pourrait mobiliser nos énergies, lancer ces défis en montrant où nous réussissons, où nous sommes défaits, vers quels produits et vers quels pays nous devrions orienter nos efforts. Cela serait instructif et fort utile à tous !

Mais parlons du « miracle japonais ». Les qualités de ce peuple sont à nos yeux des défauts : discipline excessive frisant la servilité, nationalisme exacerbé pouvant conduire à toutes les aventures totalitaires ou fascisantes, xénophobie donc racisme (un long-nez, voire un Coréen, un Chinois, sont méprisables), goût de la domination et du colonialisme. Si nous devons payer ce prix-là, en France, pour connaître un « miracle économique », nous ne serions pas d'accord.

Certes, les Japonais ayant perdu la guerre... par miracle... avaient

une revanche à prendre. Ne pouvant le faire sur le plan politique et militaire, je me réjouis qu'ils puissent se dévouer sur le plan économique et financier. Ils ont donc gagné cette deuxième manche. Quelle sera la troisième ? La pénétration de plus en plus grande de leur multinationales en Occident. Comment s'y opposer ?

Mais pourquoi s'y opposer ? Si existe des peuples qui veulent vivre comme au Moyen Age en appliquant la formule : travail-famille-patrie, c'est leur affaire. S'ils aiment travailler à la chaîne et avoir pour idéal : produire, exporter, conquérir des marchés, c'est leur affaire. Tout cela n'est pas « zen » comme on voudrait nous le faire croire.

Notre attitude en Europe : plus de justice sociale, préserver la qualité de notre vie, être les pionniers de la civilisation des loisirs, donc privilégier l'être sur l'avoir, voilà qui est « zen ». La sévérité de la critique de notre prétendue infériorité n'est pas charitable. Peut-être parce que la charité est plutôt chrétienne ?

Il nous serait aisé de faire une peinture bien noire de la vie au Japon, dans des mégapoles polluées, et surpeuplées, de Tokyo-Yokohama à Osaka-Kobe. Mais cela a déjà été fait ou sera sûrement approfondi par ailleurs. Je voudrais simplement insister sur notre choix, en Europe, choix qui, cependant, n'est pas aussi clair que je le souhaiterais. Car il nous reste à nous unir vraiment sur tous les plans et à créer une fédération puissante capable d'ouvrir une troisième voie entre les blocs socialistes-sauvages (U.R.S.S., Chine) et capitalistes-sauvages (U.S.A., Japon).

Et il nous faudra employer les mêmes armes que nos adversaires : imprimer autant de faux ECUS (monnaie européenne) que les Etats-Unis impriment de faux dollars, basés sur rien. Comme la « partie de poker » mondiale ne peut se jouer sans l'Europe, on sera obligé d'accorder autant de prix aux ECUS qu'aux dollars, yens et robes. Car il est impossible de commercer sans nous. Alors il suffira d'imposer notre monnaie — l'ECU — dans tous nos échanges commerciaux, et, au besoin, de ne signer des accords d'échanges que s'ils sont équilibrés.

Et, après la levée du contrôle des changes, nous aurons beaucoup de plaisir à prendre des vacances aux Etats-Unis, en U.R.S.S., en Chine, au Japon ou ailleurs, pour trinquer à l'amitié et à la paix avec du bon bon, du saké, de la vodka ; ça nous changera un peu du bonjolaivillages.

(\*) Ecrivain, auteur de *L'Homme estampillé*, En marge éditions.

## Japon

L'économie japonaise, ça marche ! Oui, mais en approuvant sans restriction la thèse de la technologie salvatrice et en acceptant un système « réactionnaire », estime Philippe Pons, qui rend compte du dernier livre d'Ezra F. Vogel. Selon P.-M. Perrier-Morillon, pour éviter d'être colonisée, l'Europe devrait s'unir et ouvrir une troisième voie entre les socialistes-sauvages et les capitalistes-sauvages. Pour Augustin Berque, nous sommes victimes, et notamment du fait des médias (« le Monde » du 17 mars), d'une obsession antijaponaise. L'article d'Albert Méglin paru dans « le Monde » du 17 mars, sous le titre « Mme Butterfly parle », a suscité d'autres réactions, dont nous donnons l'essentiel en « correspondance ».

## Correspondance

## Les vieux canchemars

On ne saurait trop se féliciter que, dans une page du Monde consacrée au Japon (le 17 mars), la parole soit largement donnée à une Japonaise, l'affubliant du nom de Mme Butterfly. Reste à savoir si cette personne, qui se pose en porte-parole du peuple japonais et prétend en décrire les arrière-pensées et les intentions, le représente véritablement. Toute personne qui a vécu au Japon, lit ce qu'ils écrivent sur eux-mêmes, en doutera fortement.

Que la majorité des Japonais, réagissant contre un complexe d'infériorité hérité de la période où l'Occident étendait ses empires coloniaux et tentait d'imposer ses valeurs — complexe entretenu après la défaite par l'occupant américain, — cherchent aujourd'hui à réhabiliter leur personnalité nationale, rien de plus évident. Que cette attitude, partagée par tant de peuples non occidentaux, soit au Japon encouragée par la réussite économique, certes. Que le marasme de l'Occident porte atteinte à son prestige aux yeux des Japonais, qui, grâce à leur connaissance de l'histoire occidentale (cf. l'article de G. Comte à cette même page du Monde), savent bien que nous n'avons pas toujours — loin de là ! — mis en pratique nos nobles idéaux (amour chrétien, droits de l'homme, démocratie, socialisme...), rien n'est plus vrai.

On entend souvent dire au Japon que l'Occident est en train de s'enliser dans la facilité, ne s'inquiète plus que de la sécurité individuelle et des loisirs, a renoncé à l'amour du travail bien fait et à toute créativité. Mais de là à dire que la vitalité économique des Japonais, leur conquête acharnée des marchés, soient conques par eux comme la première étape d'une « revanche » sur le vainqueur d'hier, qu'ils cherchent « à nous avoir », que ce soit là un « jeu qui les amuse », que l'enseignement officiel vise à nous présenter comme des barbares, et que le zen (à quelle sauce, décidément, ne sera-t-il pas mis !) est pour eux l'arme secrète et absolue... voilà qui ferait rire, si l'on ne voyait que des discours est finale-

ment destiné à corroborer nos propres fantasmes, en faisant du Japon le repaire du grand Satan, pour exciter davantage dépit et vindicte à son égard.

On objectera que c'est une Japonaise qui parle. Certes. Mais, grâce au ciel, le Japon n'est pas une planète lointaine et inconnue, sur laquelle n'importe quel témoignage isolé devrait être pris pour argent comptant, faute de pouvoir vérifier. Pour se faire une idée de l'idéologie ambiante au Japon, on peut aussi bien regarder les innombrables essais qui s'y écrivent à usage interne : on y voit que, si les jugements sur l'Occident peuvent en effet prendre la forme de réquisitoires, les Japonais, loin de se décrire comme les meneurs de jeu, ont tendance à se poser en exclus du club des grandes puissances, à souligner leur pacifisme foncier, à se dire agressés plutôt qu'agresseurs.

Loins de s'imaginer dans le rôle de maîtres du monde (la terrible expérience de Hiroshima a porté ses fruits), ils rappellent plutôt la précarité de leur situation (isolement géographique et politique, carence en matières premières et sources d'énergie) et justifient leur fièvre de produire par leur angoisse devant l'avenir. On pensera que l'on veut de la validité de ce discours : le fait est que c'est là le discours ordinaire. Le principal intérêt de celui que tient l'interlocutrice de A. Méglin ne serait-il pas de prouver que le fameux consensus japonais laisse tout de même la place à des voix discordantes ? Il est dommage que ce soit l'une de ces voix-là, une voix qui réveille les vieux canchemars et sème insidieusement

la haine, que l'on fasse passer, comme par hasard, pour la vox populi.

JACQUELINE PIGEOT, professeur de japonais à l'université de Paris-VII.

## « Nous sommes conscients de notre pauvreté »

L'article intitulé « Mme Butterfly parle », de M. Albert Méglin, m'a attristé, car j'y constate une fois de plus qu'on aime voir des monstres chez les Japonais.

L'auteur a pris soin d'éviter une généralisation en précisant qu'il s'agit d'une Japonaise. Peut-être a-t-il simplement voulu profiter de son entretien pour inciter les Français à prendre conscience de certains aspects décadents de la société française. Mais cet article risque de renforcer, je le crains, l'idée caricaturale que les Européens ont souvent de nous.

Je ne prétends pas que cet entretien soit une pure invention. Quand une population compte plus de cent millions, on peut s'attendre à tout. Du reste, cette Japonaise s'est peut-être amusée à se montrer aussi odieuse que son interlocuteur le voulait. Quoi qu'il en soit, à ma connaissance, ce n'est pas un cas courant.

L'arrogance et la rancune ne sont pas les défauts les plus répandus chez nous. Prenons l'exemple très connu du monument d'Hiroshima. En s'adressant aux victimes, les Japonais y ont inscrit : « Pardonnez-nous ; nous vous promettons de ne jamais recommencer notre faute ». On est libre d'y voir une pression américaine, mais nous avons vraiment pensé ainsi : la guerre, les bombes atomiques, c'était de notre faute. Et nous le pensons toujours.

Depuis nous avons travaillé, travaillé et travaillé, pour ne pas mourir de faim. La concurrence était telle que, sur le champ international, les entreprises japonaises se trouvent très aguerries. Mais nous sommes conscients de notre pauvreté. Grâce à nos efforts et à un hasard de circonstances historiques (et sans doute grâce à notre dépense militaire très faible), nous sommes arrivés à un niveau économique assez élevé dans le monde contemporain. Mais c'est fragile. Si nous re-

## LES ALLEMANDS SANS MIRACLE

Pour aller au-delà des mythes, un regard lucide sur la vie politique, économique et culturelle de l'Allemagne d'aujourd'hui par des journalistes et des historiens :

G. SANDOZ  
R. LASSERRE - B. BRIGOULEIX  
A.M. LE GLOANNEC  
M. MEYER  
D. SAUVAGET et  
R. WINTZEN

1 vol. 55 F

ARMAND COLIN

Édité par la S.A.R.L. Le Monde  
Gérant  
André Laurens, directeur de la publication  
Anciens directeurs :  
Hubert Beauvillier (1944-1981)  
Jacques Fauvet (1981-1982)  
Imprimé au Japon  
5, rue de la Harpe  
75001 Paris  
Reproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'administration  
Commission paritaire des journaux et publications, n° 57437  
ISSN : 0395 - 2017

مكتبة الأصيل

DIPLOMATIE

APRÈS L'EXPULSION DE FRANCE DES FONCTIONNAIRES SOVIÉTIQUES

SELON LE « DAILY TELEGRAPH »

Un agent du K.G.B. qui s'est livré aux Américains au début de l'année serait à l'origine des mesures prises

La thèse selon laquelle les expulsions de diplomates et de résidents soviétiques de France et d'autres pays occidentaux, ces derniers jours, résultent des révélations d'un agent soviétique passé à l'Ouest est appuyée, ce jeudi 7 avril, par le Daily Telegraph.

Selon le quotidien britannique, toutes ces expulsions sont la conséquence « directe » des informations d'un agent du K.G.B. qui s'est livré aux autorités américaines en Europe au début de cette année. « Les mesures prises par l'Italie, l'Espagne, la Grande-Bretagne et la France reflètent des informations très claires obtenues par les renseignements occidentaux et soigneusement utilisées par la sous-commission exécutive du renseignement de l'O.T.A.N. », écrit le journal.

De son côté, M. Ciccardini, sous-secrétaire d'Etat italien à la défense, insiste sur une autre hypothèse : l'assassinat du lieutenant-colonel Nat, a-t-il déclaré d'après le quotidien italien la Stampa, a déclenché la guerre entre les services français et soviétiques. « Il a mis fin, dit-il, à une sorte de modus vivendi qui existait entre eux ». Rappelons cependant que, dès l'annonce de l'expulsion des Soviétiques, on considérait dans les milieux français informés qu'il n'y avait pas de lien direct entre ces deux affaires.

Dans le quotidien britannique Daily Express de ce jeudi, l'écrivain Chapman Pincher, spécialiste des affaires d'espionnage, écrit que « l'expulsion des quarante-sept Soviétiques de France ne donne qu'une idée modeste de l'emvergure de l'offensive lancée par l'Occident contre le K.G.B. ». Le président Mitterrand estime-t-il, a-t-il se disposé à une seconde journée de Soviétiques à expulser, au cas où le Kremlin réagirait trop vigoureusement.

La quasi-totalité des journaux occidentaux soulignent que ce « défi aux Soviétiques » est l'œuvre du seul gouvernement de l'Ouest où siègent des ministres communistes. « La solidarité gouvernementale des quatre ministres communistes est mise à rude épreuve, écrit par exemple le quotidien (libéral) de Munich Süddeutsche Zeitung, aucun autre pays occidental n'a de relations aussi glaciales avec l'U.R.S.S. que la France ».

Paris souhaitait-il la discrétion ?

Le New York Times fournit son explication sur les raisons qui ont poussé le gouvernement français à agir de façon « aussi décisive ». C'est une « source française anonyme au courant des renseignements du gouvernement », le quotidien new-yorkais indique que Paris avait l'intention d'agir aussi discrètement que possible, mais qu'il a été pris de court par un article paru au début de la semaine dans ce même journal, évoquant l'expulsion probable d'un « grand nombre de diplomates ». Cette explication n'est cependant pas entièrement convaincante. L'article en question a paru dans le New York Times de mardi (le Monde du 7 avril), au moment où l'affaire éclatait au grand jour à Paris, alors

qu'un avion soviétique spécial était déjà en route, sinon arrivé, pour emmener les expulsés et leurs familles. Si le gouvernement français avait voulu la discrétion, il aurait autorisé des départs pour des départs par petits groupes.

Un ancien correspondant de l'agence Tass en Chine, Alexis Antonkin, réfugié en France depuis trois ans, a déclaré à l'A.F.P. que 70 % des correspondants de l'agence Tass à l'étranger (dont deux font partie du lot expulsé par le gouvernement français) sont des agents du K.G.B. En 1972, raconte-t-il, après quatre ans de ce qu'il appelle « un travail normal de reporter », il fut approché par un diplomate soviétique, qui lui invita à offrir ses services au K.G.B. moyennant un double salaire. Il refusa et fut mis à la porte de Tass. Mais, rappelé à Moscou, il put émigrer à la faveur d'un mariage.

D'autre part, deux des trois Soviétiques déclarés « indésirables » le 13 avril, par la Grande-Bretagne, pour « activités incompatibles avec leurs fonctions », ont quitté Londres mercredi, avec leurs familles, en protestant de leur innocence. Ce sont le colonel Primakov, attaché militaire adjoint, et le correspondant du Temps soviétique, M. Igor Titov. Le troisième indésirable, M. Serge Ivanov, deuxième secrétaire de l'ambassade, absent de Grande-Bretagne quand la mesure fut prise, ne sera pas autorisé à y rentrer.

LES RÉACTIONS POLITIQUES EN FRANCE

M. Lajoinie (P.C.) s'inquiète de l'avenir des relations entre Paris et Moscou

L'expulsion de quarante-sept ressortissants soviétiques, généralement approuvée par les responsables politiques, a fait l'objet de demandes d'explications de la part, notamment, de M. Labbé, président du groupe R.P.R. de l'Assemblée nationale et de M. Estier (P.S.), président du groupe parlementaire d'Amitié France-U.R.S.S. (le Monde du 7 avril).

Seul le parti communiste a émis quelques réserves. M. André Lajoinie, président du groupe à l'Assemblée nationale, s'est inquiété de l'avenir des relations franco-soviétiques. Il a déclaré : « Nous sommes contre toutes immixtions étrangères, de services secrets ou autres, d'où qu'elles viennent. Cela dit, dans la question qui nous préoccupe, il faut faire preuve d'esprit de responsabilité car l'intérêt de la France, c'est que se développe la coopération franco-soviétique. Il n'y a pas intérêt à voir rendre la guerre froide et les tensions Est-Ouest. C'est pourquoi le souhait que cette affaire ne mette pas en cause l'approfondissement nécessaire de la coopération franco-soviétique. (...) Je trouve que tout ce qui contribue à la tension est regrettable ».

Toutefois, M. Georges Marchais, secrétaire général du P.C., qui se trouve actuellement à Athènes, a affirmé : « Il n'est absolument pas question que [cette mesure] conduise les communistes à quitter le gouvernement ». Il a ajouté que ces expulsions n'aboutiraient pas à

Moscou proteste mais ne grossit pas l'incident

De notre envoyé spécial

Moscou. - L'expulsion des Soviétiques de Paris a été annoncée par les médias soviétiques, mercredi 6 avril dans l'après-midi, par un communiqué de l'agence Tass reproduit dans les Izvestia parus ce même jour.

Il déclare : « Il y a quelques jours, sans aucun fondement et en recourant à des prétextes visiblement fabriqués qui n'ont rien à voir avec la réalité, les autorités françaises ont demandé à un groupe de collaborateurs de l'ambassade et d'autres institutions soviétiques en France de quitter ce pays. Dans des représentations qui ont été faites à la partie française au ministère des affaires étrangères de l'U.R.S.S. et par l'intermédiaire de l'ambassade soviétique à Paris, la protestation la plus vigoureuse a été élevée à propos de cette action totalement arbitraire. Il a été souligné que la responsabilité des conséquences sur les relations soviéto-françaises repose entièrement sur ceux qui ont décidé et réalisé cette action (1) ».

On note, ici, que les autorités soviétiques ne sont apparemment pas encore décidées à l'escalade. Ce jeudi, le communiqué de l'agence Tass n'est pas reproduit par tous les journaux soviétiques, mais seulement par la Pravda, qui le glisse dans ses pages intérieures sous un titre peu dramatique. « Des actions arbitraires ». Mais peut-on croire que c'est un hasard si quelques informations désagréables par la France apparaissent à propos d'autres sujets, ici ou là ? Ainsi, l'organe du parti rend compte de la confi-

rence de presse tenue à Paris par M. Nujoma, président de la SWAPO (organisation de la résistance namibienne), critiquant les liens de la France avec l'Afrique du Sud. L'agence Tass avait également critiqué la France mercredi, à l'occasion d'une information sur la situation à Mayotte, soulignant la revendication des Comores contre l'administration coloniale (française) de l'île.

Aucune mesure d'expulsion n'avait encore été annoncée jeudi matin à l'encontre de diplomates français à Moscou, bien que les autorités soviétiques aient eu largement le temps de s'y préparer depuis une bonne dizaine de jours que les expulsions, croit-on ici, ont été décidées à Paris. Quarante-sept fonctionnaires français travaillent à l'ambassade de France à Moscou et disposent d'un passeport diplomatique, ce qui correspond presque exactement au nombre des diplomates soviétiques expulsés de Paris. Mais personne ne s'attend, justement en raison de la disproportion entre le personnel diplomatique français à Moscou et le personnel soviétique en France, à des mesures d'expulsion du même ordre de grandeur que celles qui ont eu lieu mardi à Paris.

MICHEL TATU.

(1) Nos dernières éditions datées du 7 avril. Le communiqué publié à Moscou reprend l'argumentation contenue dans le communiqué publié par l'ambassade de l'U.R.S.S. à Paris le jour de l'expulsion (le Monde du 6 avril).

L'U.R.S.S. attaquera directement le territoire des Etats-Unis si elle est attaquée par des missiles américains stationnés en Europe

déclare le maréchal Oustinov

Le comité des ministres des affaires étrangères du pacte de Varsovie a ouvert ses travaux mercredi après-midi 6 avril à Prague, a annoncé l'agence tchécoslovaque C.T.K.

Selon C.T.K., les travaux de cette session devraient être consacrés à « des questions importantes concernant la situation internationale actuelle, en particulier pour assurer la paix, la sécurité et la coopération en Europe et dans le monde ». Cette réunion devait se dérouler jusqu'à jeudi après-midi.

A Moscou, dans un article publié mercredi par l'Étoile rouge, le maréchal Viktor Koulikov, commandant en chef des forces du pacte de Varsovie, déclare que le bloc soviétique a décidé d'un « nouveau renforcement » de son potentiel de défense afin de faire face à un renforcement et une modernisation de l'O.T.A.N.

Le pacte de Varsovie, écrit-il, « n'épargnera ni efforts ni moyens » pour faire obstacle à ce qui est, pour Moscou, un effort entrepris sous la direction des Etats-Unis afin d'aboutir à une supériorité militaire occidentale.

De son côté, dans un discours prononcé mercredi devant les troupes allemandes, le maréchal Oustinov, ministre soviétique de la défense, a dit : « L'Union soviétique attaquera directement le territoire américain si elle est attaquée par des missiles américains stationnés en Europe ».

Le ministre soviétique de la défense a affirmé que les Etats-Unis envisagent le déploiement de missiles en Europe occidentale à seule fin d'accroître leurs pro-

pres chances de survie. « En fait, ils offrent leurs alliés de l'O.T.A.N. en cibles à une réplique nucléaire faisant d'eux des otages de la stratégie nucléaire. Cette réplique pourrait bien être la dernière pour la plupart des pays d'Europe occidentale ou des armes nucléaires américaines doivent être déployées. Ceci devrait être toujours présent à l'esprit des gouvernants des pays occidentaux ».

A Washington a été publié, mercredi, un rapport de l'Agence américaine pour le contrôle des armes et le désarmement (A.C.D.A.). Ce document indique que l'Union soviétique vient largement en tête dans le monde pour les dépenses militaires et les ventes d'armes. L'A.C.D.A. indique que seules l'Union soviétique et l'Arabie Saoudite consacrent au moins 10 % de leur revenu national annuel à des fins militaires.

En 1980, les Soviétiques ont dépensé 188 milliards de dollars en armements, contre 131 milliards pour les Etats-Unis. Au cours de cette même année, l'U.R.S.S. a exporté pour 8 milliards d'armes, contre 6 milliards pour les Etats-Unis, note encore ce rapport. — (A.F.P., Reuters.)

Le chancelier Helmut Kohl et son ministre des affaires étrangères, M. Hans Dietrich Genscher, effectueront une visite de travail aux Etats-Unis les 14 et 15 avril prochains, a annoncé, mercredi 6 avril, le porte-parole du gouvernement de la R.F.A., M. Diether Stolte. — (A.F.P.)

LE CONGRÈS DE L'INTERNATIONALE SOCIALISTE

Les projets de résolution sur l'Amérique latine et le désarmement donneront lieu à des polémiques

De notre envoyé spécial

Albufeira. - Proche-Orient, Amérique latine et désarmement : tels sont les principaux thèmes du congrès de l'Internationale socialiste, qui se déroule du jeudi 7 au dimanche 10 avril à Albufeira, ville touristique située au sud du Portugal.

Les projets de résolution sur ces trois questions ont été largement débattus lors de la réunion des chefs de délégation qui a précédé l'ouverture officielle des travaux. Le projet sur le Proche-Orient, dont l'élaboration a été confiée à M. Mario Soares, semble recueillir l'appui presque général. En effet, seul le parti travailliste d'Israël a émis quelques réticences, notamment en ce qui concerne le rôle et le statut attribués à l'O.L.P. Dans son texte, le dirigeant socialiste portugais, qui, entre les mois de juin 1982 et février 1983, a conduit plusieurs missions de l'I.S. au Proche-Orient, reconnaît que « de nombreux partis, membres de l'Internationale socialiste, maintiennent des relations politiques avec l'O.L.P. ». Très prudemment, il ajoute que « c'est au peuple palestinien de décider quels sont ses représentants ». Le document souligne pourtant l'intérêt des conversations entre le roi Hussein et M. Arafat, considérées comme « un pas positif vers la coexistence durable entre l'Etat d'Israël et le peuple palestinien ». Le document dénonce « l'intransigence et l'arrogance du gouvernement de M. Begin », condamne « les massacres de Sabra et Chatila », et demande à l'I.S. de soutenir « les forces modérées du monde arabe et d'Israël de part et d'autre ».

Beaucoup moins nuancé est le projet de résolution concernant

l'Amérique latine, qui a suscité, assure-t-on en coulisses la réprobation de plusieurs délégations et pourrait faire l'objet de quelques amendements.

Préparé par le Comité pour l'Amérique latine et les Caraïbes, ce texte s'insurge contre les « régimes militaires et oligarchiques qui existent dans divers pays d'Amérique latine ». Il propose le « renforcement des mesures politiques et de solidarité en faveur des forces démocratiques qui combattent, en particulier les dictatures de Duvalier et Stroessner ». Le projet manifeste son appui « aux forces qui, aux Etats-Unis, à l'intérieur et à l'extérieur du Congrès, s'opposent à la politique d'assistance militaire massive aux régimes répressifs ». « Nous récusons toutes les tentatives nord-américaines pour déstabiliser le Nicaragua », précise le projet de résolution qui ajoute : « C'est parce que nous soutenons les buts de la révolution nicaraguayenne — la démocratie, le non-alignement et l'organisation d'une commission mixte — que nous espérons que le pays sera capable de suivre sa propre voie en toute indépendance ».

Les programmes du F.M.I. pour l'Amérique latine ont été aussi sévèrement jugés « comme étant l'expression d'une oppression économique ». L'Internationale socialiste propose de trouver une « formule multilatérale » permettant de surmonter les obstacles créés par la dette extérieure de l'ensemble des pays latino-américains, qui, rappelle-t-on, dépasse déjà les 300 milliards de dollars.

Une proposition d'amendement, de la part de la délégation portugaise qui voulait dénoncer la « dictature cubaine », n'a pas été admise. A sa place, et à la suggestion de la délégation française, on a inclus un paragraphe condamnant « toutes les violations des droits de l'homme, quelle que soit la couleur politique du régime en question ».

Le débat sur le désarmement promet aussi des polémiques. Le projet présenté par le président du parti social-démocrate de Finlande, M. Kalevi Sorsa, a particulièrement déplu aux socialistes de France, d'Italie, d'Espagne et du Portugal. Certains estiment qu'il propose une « formule unilatérale de désarmement ». D'autres, notamment les Français, le jugent « extrêmement limitatif, puisqu'il considère que seul le désarmement peut résoudre la crise mondiale ».

JOSÉ REBELLO.

J.-P. Péroncel-Hugoz

Le radeau de Mahomet

Un grand document sur l'Islam. Socrate, Moutarraf et les juifs. Le plan sous la loi islamique. Le drame des chrétiens d'Orient. Marseille, nouvelle Mecque? La revanche des frères musulmans.



Lieu Commun 9, rue Bernard-Potissy, 75008 Paris

AGENT « D'INFLUENCE »

Contrairement à ce que l'on pourrait penser, ce ne sont pas uniquement des « espions » de type classique qui sont visés par la mesure d'expulsion du gouvernement français. Au nombre des personnalités soviétiques qui ont été prises de quitter le territoire, il faut sans doute compter un certain nombre d'agents dits « d'influence ».

Un exemple en est fourni par le cas de M. Vladimir Stoupichine. Ce diplomate soviétique, qui a, lui aussi, été déclaré persona non grata, avait le titre de premier conseiller à l'ambassade soviétique à Paris et figurait au quatrième rang dans la liste protocolaire. Depuis le début de cette année, il avait consacré une partie de son temps à des tournées de conférences dans un certain nombre de villes de garnison de l'Est. Le thème de ses conférences, Le pacifisme et la neutralité.

M. Stoupichine ne dédaignait pas d'expliquer et de commenter, notamment sous forme d'interviews accordées à des radios locales, des propos qui ne pouvaient manquer, estime-t-on dans les milieux militaires, de comporter des critiques de la politique française en la matière et, donc, de contrevenir à l'obligation de neutralité, liée au statut diplomatique. C'est ce qui a valu à M. Stoupichine de figurer sur la liste des quarante-sept expulsés.

SUITE DU « POLAR » ROUMAIN

Disparition d'un agent repenté en Allemagne fédérale

Karlsruhe (A.F.P.). - Le parquet général de Karlsruhe a récemment ouvert une instruction contre un ressortissant roumain, actuellement disparu, M. Nicolas Bistran, soupçonné d'être un agent secret roumain chargé notamment d'assassiner un émigré roumain, à Paris, M. Virgil Ierunca, a déclaré mercredi un porte-parole du parquet (le Monde du 6 avril).

Entré illégalement en R.F.A. à la fin de 1982, venant d'Italie, M. Bistran s'était installé à Voelkingen en Sarre. Il s'est présenté au début de l'année aux autorités ouest-

allemandes et a dévoilé les missions dont il avait été chargé.

M. Bistran a ensuite demandé l'asile politique en R.F.A., mais a retiré sans explication sa demande lorsqu'il a été convoqué pour expliquer ses motifs, a précisé le porte-parole du parquet. Les autorités sont depuis sans nouvelles de l'agent secret présumé. Le porte-parole a ajouté que M. Bistran n'avait pas été arrêté car les charges contre lui sont uniquement basées sur ses propres aveux et n'ont trouvé aucune confirmation par ailleurs.

# ASIE

## Inde

### L'AGITATION DES SIKHS AU PENDINGJAB Une détermination politique nourrie de ferveur religieuse

Amritsar. — C'est un poste frontière vraiment pas comme les autres que celui de Wagha, entre Lahore la pakistanaise et Amritsar l'indienne. Une sorte de *no man's land* étrange entre deux frères peut-être pas aussi « ennemis » qu'on le dit, mais qui n'en ont pas moins disposé entre eux une zone suffisamment dissuasive pour décourager à jamais les voyageurs qui osent s'y aventurer.

« Prenez un siège, juste cinq minutes. » L'invitation sera répétée à plusieurs reprises, familière aux oreilles de celui qui a compris qu'elle rythme la vie alanguie du sous-continent indien tout entier. Ici, le temps n'a manifestement pas la même valeur qu'ailleurs. De plus, l'ensemble des formalités sera multiplié par deux ou trois, grâce au papier carbone, symbole d'une administration pléthorique qui, sous prétexte de s'autojustifier, n'en finit pas de s'auto-étouffer. Parfois, la machine se grippe; mais on vous fait vite comprendre que, avec un peu de bonne volonté de votre part, tout peut s'arranger. Une fois admis que la volonté locale s'appelle roupi, on progresse relativement rapidement.

« Welcome in India » (« Bienvenue en Inde »). A gauche de la route, un grand hangar : une rangée de tables, une rangée de douaniers. Tous, ou presque, Sikhs, Pendingjab oblige, impeccables, uniformes fraîchement repassés, déguisent leur *morning tea*. Dans votre sac, on découvre un journal pakistanaï. « Est-ce qu'on parle de nous ? »

« Oui, là, en bas. » Le titre accroche l'œil : « Mille dirigeants sikhs arrêtés. Blocus routier au Pendingjab. » On vous confirme que toutes les routes de l'Etat sont bloquées à l'appel des dirigeants du parti sikh local, l'Akali Dal (le Monde du 6 avril). Mais, s'étonne-t-on, les autorités ne s'étaient-elles pas engagées à maintenir la circulation à tout prix ? On vous répond par un sourire. « Alors les Sikhs font la loi ? » Nouveau sourire.

Quelques kilomètres plus loin, une remorque barre en effet la route. Assis sur la chaussée, au coude à coude, une centaine de sikhs récitent des prières, graves, déterminés, butés. « On ne passe pas. Revenez dans huit heures, quand le blocus sera levé. » On insiste. Le ton monte.

A l'heure dite, le barrage sera levé, après qu'un responsable ait harangué une dernière fois la foule. Son discours est ponctué de prières et de chants sacrés. Ce mélange étonnant, et détonant, du politique et du religieux, on le retrouvera le soir même, dans l'enceinte du Temple d'or, au cœur d'Amritsar. Sur une large estrade, assis en tailleur, le gratia des Sikhs militants : Sant Longowal, le président de l'Akali Dal, mais aussi Sant Jarnail Singh Bhindrawale, un « Khormeïr », au visage angélique. Les discours évoquent les violents affrontements du jour. La police a ouvert le feu, des personnes auraient été piétinées : officiellement vingt morts. Une quarantaine selon les dirigeants sikhs.

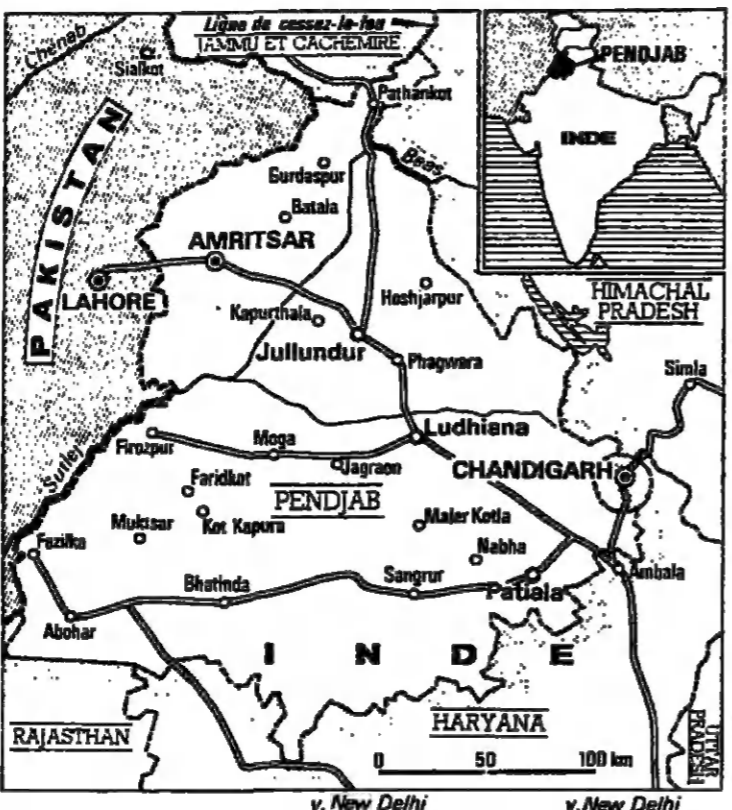
La réunion s'achèvera en cérémonie religieuse, autour du Livre sacré. Ici, la détermination politique se nourrit de la ferveur religieuse. Le tout dans une atmosphère irréelle, où se côtoient tradition et modernité. Le Sikh — dans le vent — voisin avec des personnages sortis de la nuit des temps. Un parfum de révolution iranienne, des costumes dignes des cours mogholes. D'incroyables sentinelles, barbes noires et

De notre envoyé spécial

turbans bleus, longues chemises, figés, fusil au côté. La foi armée, celle qui soulève les montagnes et celle, aussi, qui fait à l'occasion le coup de feu, avec panache et un brin de folie. Comme ces militants qui, sabre au clair, chargent les forces de l'ordre.

Les voilà donc ceux qui défient la loi et font trembler les autorités. Anachroniques certes, avec leurs lances et leurs épées. Mais il faut avouer que s'importe qui y regarderait à deux fois avant de les affron-

ché — sur ce qui était de son pouvoir : les exigences religieuses. La voilà à présent confrontée à des revendications politiques qui non seulement touchent d'autres Etats (qui ont donc leur mot à dire), mais surtout mettent en cause les relations entre le « Centre » et les Etats. Terrain miné sur lequel M<sup>me</sup> Gandhi s'avance avec prudence. Une commission vient d'être nommée, mais que vaut une commission face à l'intransigeant militantisme des Sikhs ? D'autant que ce dernier s'alimente maintenant du sentiment d'être des « citoyens de seconde classe ». Lan-



ter. Le gouvernement local s'y est bien essayé. Sans résultat. Le sang a coulé, et les routes sont restées bloquées. Pour le pouvoir, un bel exercice de corde raide. Il faut preuve de fermeté, et le sang coule davantage. Il laisse faire et la violence qui risque, peu à peu, de perdre la face et de donner l'impression que les sikhs font la loi.

#### Isoler les extrémistes

Retranchés dans leurs sanctuaires, comme au temps des Moghols, les sikhs affichent une mentalité d'assiégés, avec le risque de voir les éléments les plus extrémistes prendre le pas sur les modérés. Certes, ils reconnaissent avoir obtenu gain de cause sur plusieurs points (le Monde du 7 avril), notamment dans le domaine religieux. Reste le cœur des revendications, celles de caractère politique : aménagements de frontières avec les Etats voisins, souhait de voir Chandigarh devenir la capitale du seul Pendingjab (aujourd'hui il joue aussi ce rôle pour l'Haryana), volonté de réviser les accords sur le partage des eaux des rivières locales avec les Etats voisins, et surtout l'exigence d'une autonomie accrue pour le Pendingjab. Autonomie et non indépendance, insistent les dirigeants actuels, marquant ainsi les limites de leur action.

« La balle est dans le camp du gouvernement », déclarent les dirigeants sikhs, et il sait ce que nous voulons. Certes, mais M<sup>me</sup> Gandhi peut-elle aller plus loin ? Elle a — la-

gace excessive, qui n'en traduit pas moins la profondeur de l'impasse actuelle. On est entré dans l'ère du soupçon, une ère qui peut précéder des ruptures plus radicales. Au Pendingjab comme en Assam.

Surtout face à un pouvoir qui, trop sûr de lui, ou trop prudent, tergiverse ou joue le pourrissement lorsqu'il n'opte pas, comme en Assam, pour l'épreuve de force avec les résultats que l'on sait. A en croire un journaliste proche du pouvoir, ce dernier aurait compris, à la lueur des événements de l'Assam et du Pendingjab, qu'une politique de fermeté excessive pouvait parfois être aussi inefficace que la faiblesse quand on est confronté à des mouvements de masses — mais par des passions enflammées. Ainsi, les dirigeants indiens seraient désormais conscients de l'importance d'isoler rapidement les éléments les plus extrémistes, en négociant avec les modérés, et en sachant concéder les plus raisonnables des demandes formulées.

Si, en Assam, l'armée, de par sa seule présence, impose une trêve forcée, au Pendingjab, la foi armée des Sikhs contribue à rendre la situation « explosive », de l'aveu même de Sant Longowal. Surtout que, le 13 avril prochain, sera célébré, au Pendingjab, le nouvel an, qui coïncide également pour les Sikhs, avec l'anniversaire de leur organisation militaire par le gourou Gobind Singh. Une date probablement encadrée en rouge sur le calendrier de M<sup>me</sup> Gandhi.

PATRICK FRANCÈS.

## Cambodge

### L'OFFENSIVE VIETNAMIENNE A LA FRONTIÈRE THAÏLANDAISE L'U.R.S.S. aurait mis en garde l'ASEAN contre la poursuite de son aide à la résistance khmère

De notre correspondant en Asie du Sud-Est

Bangkok. — Les accrochages ont continué, ces derniers quarante-huit heures, le long de la frontière entre la Thaïlande et le Cambodge. Deux avions thaïlandais ont ouvert le feu sur « plusieurs blindés ennemis » en territoire thaïlandais, a annoncé un porte-parole de l'armée. La situation demeure lourde de menaces, notamment contre les camps de Nong-Samet et de Ban Sangae, tenus par le Front national de libération du peuple khmer (F.N.L.P.K.), et qui abritent près de cent mille réfugiés. Le ministre des affaires étrangères de Bangkok a confirmé que le camp de O'Smach, situé au nord-est, où vivaient environ trente

mille partisans du prince Sihanouk, était tombé le 3 avril aux mains des Vietnamiens. Finistère que de se heurter de front à la puissance de feu de l'armée de Hanoi, bien supérieure, les Khmers rouges, qui ont, semble-t-il, abandonné sans résistance la semaine dernière leur base de Phnom-Chat, utilisent contre leurs adversaires la tactique du harcèlement.

Après Hanoi (le Monde du 7 avril), l'Agence de presse officielle de Phnom-Penh (S.P.K.) a

dénoncé « le grand tapage sur le soi-disant état d'hostilité dans les régions frontalières », alors qu'il s'agit seulement d'extorquer le « droit de légitime défense ». En visite à Phnom-Penh à la tête d'une délégation du P.C.F., M. Maxime Gremetz, membre du bureau politique et chef de la section des relations extérieures, a été reçu, le mardi 5 avril, par M. Heng Samrin, secrétaire général du P.C. khmer et président du conseil d'Etat, auquel il a confirmé « la position de son parti d'appuyer le peuple cambodgien dans son œuvre d'édification nationale ».

Le fait nouveau, depuis la dernière saison sèche, qui ne pouvait laisser indéfiniment Hanoi sans réaction, a été la formation, en juin 1982, du gouvernement de coalition qui rassemble, sous la houlette du prince Sihanouk, les trois composantes de l'opposition cambodgienne. Depuis lors, notamment dans le courant de l'hiver, la Chine a accéléré ses livraisons d'armes et de munitions. Les quelque cinquante mille hommes, dont environ trente-cinq mille Khmers rouges, qui composent la résistance ont ainsi pu gagner une certaine crédibilité militaire.

L'offensive vietnamienne visait donc à la leur ôter, à reprendre l'initiative sur le terrain. Hanoi a, d'autre part, été déçu par la fin de non-recours opposée à l'idée de dialoguer par l'Association des Nations d'Asie du Sud-Est (ASEAN), qui continue inlassablement à se retrancher derrière les résolutions des Nations unies sur le Cambodge. Sa décision a été d'autant plus vive que, lors du récent sommet des pays non alignés de New-Delhi, la Malaisie avait semblé ouverte à l'idée de conversations régionales. Un faux pas ? Toujours est-il que M. Suthi Savetila, ministre thaïlandais des affaires étrangères, avait poussé l'audace diplomatique, lors de la récente conférence entre la C.E.E. et l'ASEAN, jusqu'à inviter le Vietnam à « entamer le processus de normalisation en reconnaissant le gouvernement du Kampuchea démocratique, présidé par le prince Sihanouk ».

La réponse ne s'est pas fait attendre longtemps. Les dirigeants vietnamiens cherchent-ils à « intimider » leurs adversaires comme on le dit à Bangkok ? En tout cas, M. Kapitsa, vice-ministre soviétique des affaires étrangères, en visite privée à Singapour, aurait averti ses interlocuteurs, selon la radio locale, que si l'ASEAN continuait à soutenir la résistance cambodgienne, Hanoi livrerait, à titre de représailles, des armes aux mouvements subversifs dans la région.

JACQUES DE BARRIN.

## Chine

### Pékin qualifie de « grave incident » la décision américaine d'accorder l'asile politique à une sportive chinoise

De notre correspondant

Pékin. — Le gouvernement chinois a protesté officiellement, mercredi 6 avril, auprès des Etats-Unis contre leur décision d'accorder l'asile politique à la jeune joueuse de tennis Hu Na. La « ferme protestation » contre cette « décision déraisonnable » est contenue dans une note remise par M. Han Xu, vice-ministre des affaires étrangères, à l'ambassadeur des Etats-Unis, M. Arthur Hummel. Une heure après l'entrevue, soit à 22 h 30, les correspondants de la presse étrangère en poste à Pékin ont été, très inhabituellement, convoqués au ministère pour être informés de cette action diplomatique.

Pour l'essentiel, le document reprend les accusations contre le gouvernement américain formulées ces derniers jours par la presse. Il qualifie notamment l'octroi de l'asile politique à M<sup>me</sup> Hu de « grave incident politique longtemps prémédité et délibérément créé par les Etats-Unis ». Reprochant à Washington son « indifférence envers la juste revendication de la partie chinoise » — qui souhaitait le retour de M<sup>me</sup> Hu dans sa patrie —, la note affirme que « le gouvernement américain continue d'accomplir des actions qui portent atteinte à la souveraineté de la Chine, sont une ingérence dans les affaires intérieures et heurtent les sentiments du peuple chinois », et que l'affaire Hu Na est un « exemple de plus à ce sujet ».

La controverse en restera-t-elle là, ou bien la Chine mettra-t-elle à exécution, à titre de rétorsion, les menaces, précédemment proférées, d'une diminution des échanges culturels et sportifs avec les Etats-Unis ? Il faut noter qu'une telle

éventualité, agitée par la presse mardi, n'est pas évoquée dans la note remise à l'ambassadeur américain. Il convient donc d'attendre pour savoir si Pékin se résoudra à réagir par des mesures concrètes.

Il est à peu près sûr, cependant, que le dénouement de cette affaire pèsera sur le climat des futures contacts culturels et sportifs sino-américains. Les responsables chinois doivent avoir à l'esprit que les prochains Jeux olympiques d'été auront lieu l'an prochain à Los Angeles, et, sans doute, souhaitent-ils éviter, à cette occasion, d'autres défections. Dans l'immédiat, la vive réaction de Pékin pourrait jouer un rôle préventif et d'intimidation à l'égard des quelques dix mille étudiants chinois qui séjournent aux Etats-Unis. Ces jeunes gens sont eux aussi soumis, comme M<sup>me</sup> Hu, à bien des tentations.

Nul n'ignore que certains d'entre eux n'y résistent pas. Bien que l'on ne dispose à ce sujet d'aucune statistique fiable, le phénomène est suffisamment important pour inquiéter les dirigeants chinois. Ceux-ci redoutent, en outre, que se créent de la sorte, dans une partie de la communauté chinoise à l'étranger, les bases d'un mouvement d'opinion dans l'esprit du « printemps de Pékin ». Un exemple en ce sens a déjà été donné ces derniers mois avec le lancement à New-York d'une revue d'opposition démocratique par M. Wang Bingzhan, un étudiant en médecine envoyé au Canada par Pékin pour y poursuivre ses études et qui a « choisi la liberté ».

MANUEL LUCBERT.

## A TRAVERS LE MONDE

### Grande-Bretagne

DES EMPLOYÉS DE LA MARINE MARCHANDE BRITANNIQUE se sont emparés, mercredi 6 avril, de deux cargos, le *Browning*, qu'ils bloquent dans le port britannique de Harwich, et l'*Almeida-Star*, dans le port de Brest. Les marins protestent ainsi contre la réquisition du *Keren* affecté au transport de troupes vers les Malouines. Un équipage militaire avait été installé lundi sur ce bateau, alors que l'équipage civil avait cessé le travail en raison d'un conflit salarial. — (A.F.P., Reuter.)

### République d'Irlande

LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DES NATIONS UNIES, M. Javier Perez de Cuellar, est arrivé mercredi 6 avril à Dublin, pour une visite officielle de trois jours en Irlande. Il doit rencontrer, notamment, le ministre des affaires étrangères, M. Peter Barry, et le vice-premier ministre, M. Dick Spring, qui lui exposent les propositions de M. Garret FitzGerald, chef du gouvernement, en faveur d'un « forum de route l'Irlande » qui servirait de point de départ à une solution du problème irlandais.

### Union soviétique

UNE PENTECOTISTE AUTRISIENNE A QUITTER L'U.R.S.S. — M<sup>me</sup> Lidia Vachutenko, dont les parents sont réfugiés à l'ambassade des Etats-Unis à Moscou depuis cinq ans pour obtenir le droit d'émigrer, est arrivée à Vienne le mercredi 6 avril. En février 1982, après une grève de la fin, elle avait été hospitalisée à l'extérieur de l'ambassade et avait dû regagner son village sibérien. La secte pentecotiste n'a pas d'existence légale en U.R.S.S. — (A.F.P.).

# L'Amérique à l'anglaise.

## Impossible de trouver moins cher.

Paris-Miami et retour 4000 F sur vols réguliers.

Pour plus amples renseignements, consultez votre agent de voyages habituel, le bureau British Airways le plus proche, ou téléphonez au: (1) 778.14.14

Vente et transport via Londres soumis à des conditions particulières.

**British  
airways**

ص. 13

VT  
LE

# AMÉRIQUES

## L'Argentine, un an après le gâchis

### I. — Dans les casernes, la guerre des Malouines continue

Buenos-Aires. — On pourrait croire, en ce printemps de 1983, que l'Argentine est une démocratie rompue à la gymnastique. Électorale : tours couverts de slogans soigneusement élaborés et d'affiches conçues par des professionnels du marketing, annonces publicitaires à la radio accompagnées de la marche péroniste et de l'hymne national, militants du P.C. et des organisations trotskistes exhortant les passants à adhérer à leur parti, discours violemment anti-gouvernementaux sur les places publiques, sondages d'opinion effectués par des instituts spécialisés : rien ne manque, même pas une discrète surveillance policière.

Pourtant, il y a exactement un an, la dictature la plus sanglante de l'histoire argentine semblait avoir sonné dans l'euphorie de la « reconquête » des Malouines six ans d'abus et d'échecs. Lorsque, en décembre 1981, le général Galtieri, qui conspirait depuis plusieurs mois contre le général Viola avec la complicité des États-Unis, cumule les fonctions de commandant en chef de l'armée de terre et de président de la nation, son objectif est clair : il faut sauver le régime, en faisant un retour aux sources. Libéralisme orthodoxe en économie ; maintien du régime militaire, jusqu'à ce qu'un vaste « mouvement d'opinion nationale » puisse prendre le relais ; alignement inconditionnel sur Washington en politique extérieure : telles sont les grandes lignes de son programme. Les forces armées doivent cependant s'inventer une nouvelle légitimité. Puisqu'il n'est plus possible d'envoyer « le pétil » de la subversion, pourquoi ne pas faire briser les nationalistes charbonniers du peuple argentin ?

L'amiral Massera avait déjà songé à « reprendre » les Malouines en 1977, mais il s'était heurté à l'opposition du général Videla et du général d'aviation Agosti. En 1982, les conditions semblent favorables : l'Angleterre vient de démontrer une nouvelle fois son peu d'empressement à négocier, et l'incident survenu dans l'île San-Pedro fournit un bon prétexte. Les risques, en outre, paraissent limités. La jeune et pressentie que la Grande-Bretagne ne réagira pas militairement. Le général Galtieri a affirmé aux autres commandants en chef que les États-Unis appuieront l'Argentine ou observeront une « neutralité bienveillante ». Ne s'est-il pas personnellement engagé à accorder le nombre des conseillers militaires argentins en Argentine centrale et à la déstabilisation du gouvernement sandiniste ? N'envisage-t-il pas de faciliter l'installation d'une base militaire américaine aux Malouines et de s'allier avec l'Afrique du Sud dans le cadre d'un traité de l'Atlantique sud ?

#### L'armée ébranlée

On connaît la suite. Non seulement le premier ministre britannique qui envoya la Royal Navy aux Malouines, mais le président Reagan fournit à la Grande-Bretagne une aide importante en matériel et en renseignements. En deux ou trois occasions, la junte aura la possibilité de faire machine en arrière, sans trop perdre la face. L'obstination du général Galtieri et celle de l'amiral Anaya auront rattrapé des conseils de prudence du général d'aviation Luis Domo. L'opération qui devait perpétuer le régime militaire s'achève dans un fiasco total, le 14 juin 1982.

La reddition des troupes du général Menéndez marque un tournant dans l'histoire argentine, non seulement parce qu'elle a porté un coup mortel au régime instauré le 24 mars 1976, mais surtout parce qu'elle a ébranlé l'armée.

La guerre des Malouines a révélé dans toute sa crudité l'extrême vulnérabilité des forces armées argentines et, en particulier, de l'armée de terre dans un conflit de type classique. Imprégnée de l'idéologie de la sécurité nationale, déployée sur le territoire en fonction des impératifs de la guerre révolutionnaire, et entraînée pour combattre l'« ennemi intérieur », cette dernière pouvait difficilement résister à l'avance des troupes du général Moore. Le général Menéndez avoue : « On m'a appris à combattre la guérilla, pas les Anglais ».

Deuxième leçon du conflit : l'armée ne peut à la fois défendre le pays et le gouverner. « Nous ne sommes faits ni pour construire des écoles ni pour maintenir l'ordre », affirme le commandant d'un régiment de blindés. On assiste avec stupeur, surtout chez les jeunes officiers, à un rejet de tout ce qui touche à la politique. « Ce que nous voulons, c'est que nos supérieurs nous enseignent à faire correctement notre métier », déclare un groupe de capitaines. « La politique nous a profondément divisés, poursuit l'un d'eux, et si nous avons perdu la guerre, c'est en grande par-

#### Correspondance

tie parce que nous n'avons pas su créer un commandement unifié. »

Troisième leçon : « Nos amis ne sont pas ceux que l'on croyait. » Le ressentiment à l'égard des États-Unis est très vif. En témoigne la décision de la marine argentine de ne pas participer aux manœuvres navales conjuguées Unites - ce qui aurait été inimaginable il y a un an. En revanche, le soutien des pays latino-américains et du tiers-monde n'est pas prêt d'être oublié, même si le resserrement des liens avec Cuba pose à bon nombre d'officiers de douloureux problèmes de conscience. A cet égard, la présence du général Bignone au sommet des non-alignés à New-Delhi et son discours éminemment « tiers-mondiste » ne répondent pas seulement à un souci tactique mais témoignent d'un changement profond de mentalité.

Enfin, les tenants du libéralisme économique, déjà clairement après l'échec de la politique de M. Martínez de Hoz, ancien ministre de l'économie, ne sont plus aujourd'hui qu'une infime minorité. Il est apparu, clairement, en effet, qu'un pays dont l'industrie a été démantelée au nom de la division internationale du travail n'est pas en mesure de soutenir un effort de guerre prolongé.

#### Une reconversion difficile

Si la plupart des militaires argentins pensent qu'il faut réviser le rôle de l'armée, sa reconversion au mal à se faire. On ne connaît toujours pas les conclusions des commissions d'enquête formées au sein de l'armée de terre, de la marine et de l'aviation pour évaluer le comportement des officiers et des sous-officiers durant le conflit. En attendant, le mécontentement grandit chez les officiers qui n'ont pas participé à la guerre et ainsi chez ceux qui se sont trouvés en première ligne. Les premiers ne veulent pas payer les pots cassés. Ils exigent que les responsabilités soient clairement établies et que ceux qui ont manqué à leur devoir soient sévèrement sanctionnés. Quant aux seconds, ils ne sont pas disposés à jouer les boucs émissaires. L'effacement est particulièrement grande dans l'armée de terre où, affirme un lieutenant-colonel, « on essaie de faire croire qu'il ne s'est rien passé ».

Comment se fait-il que le général Nicolaides soit commandant en chef alors qu'il se trouvait durant la guerre à la tête du premier corps d'armée, dont la dixième brigade a été envoyée aux Malouines ? « On demande-on dans les réunions d'officiers. Nombreux sont ceux qui réclament la tête du général Menéndez. » On aurait dû le fusiller, déclare un jeune officier. Ce que nous lui reprochons, ce n'est pas d'avoir été vaincu par le général Moore, mais de s'être rendu sans combattre.

A quoi celui qui dirigeait la garnison des Malouines rétorque : « J'accepte d'être jugé par la justice militaire, mais il faudra également juger le général Galtieri et tous ceux qui nous ont précipités sans préparation dans cette aventure. Lorsque le général Galtieri m'a donné l'ordre d'aller à Puerto Argentino, il a bien précisé que ma mission était de gouverner les îles, pas de les défendre. »

#### Des soulèvements dans les prochains mois ?

La situation est plus calme chez les marins et les aviateurs. Il est vrai que les pilotes des Super-Etendard et des Mirage se sont couverts de gloire. Il est vrai surtout qu'une vingtaine de généraux d'aviation et d'amiraux ont été mis à la retraite d'office. Mais, là non plus, l'abcès n'a pas crevé. Si la révolte, en septembre, dernier, du contre-amiral Horacio Zarate contre son commandant en chef, l'amiral Anaya, a été rapidement étouffée, de nombreux officiers reconnaissent qu'il a dit tout haut ce qu'eux-mêmes pensaient tout bas. L'ancien commandant de la zone australe avait sévèrement critiqué l'improvisation « générale » qui, selon lui, a présidé à la conduite des opérations.

Des soulèvements sont-ils à craindre dans les prochains mois ? On ne peut l'exclure. A la mi-février, un mouvement déclenché par des officiers de l'armée de terre a avorté à grands frais, parce que le général de brigade qui devait en prendre la tête a renoncé. Les putschistes n'entendaient pas interrompre le processus de retour à la démocratie. Partisans convaincus du « professionnalisme », au contraire, ils voulaient que l'armée soit d'abord purgée des « généraux corrompus et incapables », puis qu'elle rentre dans les casernes pour y être

restructurée et modernisée, enfin qu'elle se prépare à la revanche contre la Grande-Bretagne, restée l'ennemi numéro un. Les plus lucides des putschistes potentiels craignent qu'un règlement de compte ne plonge le pays dans le chaos et ne menace le rétablissement d'un gouvernement constitutionnel. C'est pourquoi ils patienteront certainement jusqu'en 30 janvier 1984, date de l'entrée en fonction du prochain président. « Mais si celui-ci ne nettoie pas rapidement l'armée, il sera perdu. »

Jamais sans doute depuis le coup d'Etat du général Uriburu, le 6 septembre 1930, le désir des militaires de se consacrer à leur métier n'a été aussi fort. Le commandant en chef de la marine, l'amiral Franco, est allé jusqu'à déclarer que « jamais plus la marine ne renversera un gouvernement élu ». Le retrait définitif des forces armées, ne sera cependant pas aisé. Depuis sept ans, de nombreux officiers ont été placés à des postes-clés dans les entreprises, les banques, les associations professionnelles. L'armée continue d'administrer les syndicats les plus importants et contrôle les moyens d'information télévisée. Nul doute qu'elle n'abandonnera pas facilement ces positions.

Autre obstacle de taille : la multiplication des services de renseignement. Il y a celui du gouvernement, dont le chef, le général Martínez, est un des rares officiers à avoir survécu aux purges qui se sont succédé depuis 1976 ; il y a aussi ceux de l'armée de terre, de la marine et de l'aviation, ceux qui dépendent de la police fédérale, de la gendarmerie, de la préfecture navale et des polices de province. Non seulement leurs effectifs n'ont pas été réduits, mais ils sont parvenus à préserver l'autonomie acquise durant la lutte contre la subversion. La reprise en main de ces forces occultes sera ardue.

#### La question des « disparus »

En outre, le « désengagement » des forces armées peut être compromis par la situation économique. La conjonction d'une inflation supérieure à 400 % par an et d'une profonde récession peut provoquer une explosion sociale qui appellerait à son tour un gouvernement autoritaire.

Mais c'est le problème des « disparus » qui, de l'avis unanime, risque de compliquer le plus le départ des militaires. Divisés sur tous les autres sujets, ils resserrent immédiatement les rangs lorsqu'on aborde ce thème. Un ancien commandant en chef de l'armée de terre affirme : « Ce problème est insoluble s'il n'est pas réglé dans un contexte plus vaste. D'un côté, les forces armées considèrent qu'elles ont remporté une brillante victoire, même si elles admettent que des excès et des erreurs ont été commis. De l'autre, les parents et les amis des disparus exigent que les responsables des disparitions soient châtiés. Entre les deux se trouve la grande masse des Argentins qui ne veulent donner tout à fait raison ni aux uns ni aux autres. »

Le gouvernement s'appuie à diffuser un document dans lequel les forces armées feront l'historique de la « guerre » contre la « subversion » et assumeront globalement la responsabilité de la répression. Il espère ainsi mettre un point final au problème des disparus. Les organisations de défense des droits de l'homme ont déjà annoncé qu'elles n'accepteront pas une telle solution. Elles sont décidées à recourir à la justice et réclameront certainement au prochain Parlement la formation d'une commission d'enquête. Le responsable d'une de ces organisations, M. Emilio Mignone, affirme : « Si le pouvoir militaire bloque par une loi d'amnistie l'action de la justice ordinaire, il ne restera plus qu'à en appeler à la justice populaire. »

Une idée est en train de faire son chemin : les chefs militaires qui ont dirigé au plus haut niveau la lutte contre le terrorisme devraient accepter de répondre de leurs actes devant un tribunal spécial. Selon M. James Neilson, directeur du quotidien en langue anglaise Buenos Aires Herald, « un jugement de Nuremberg représenterait un moindre mal pour les forces armées, car il éviterait la dissolution de l'institution militaire ».

JACQUES DESPRÉS.

#### Prochain article :

L'ASPIRATION  
A UNE DÉMOCRATIE...  
SANS ADJECTIF



CAPEL  
libère  
l'homme fort.

CAPEL prêt à porter hommes grands hommes forts  
• 74, boulevard de Sébastopol Paris 3  
• 26, boulevard Malesherbes Paris 8  
• Centre Com. Maine-Montparnasse Paris 15

#### Atelier de poterie

« LE CRU ET LE CUIT »  
accueil en groupe  
les amateurs de 3 à 85 ans  
5, RUE LACÉPÈDE, PARIS-5\*  
Téléphone (01 50) : 707-85-84

#### LE MONDE diplomatique

numéro d'avril  
L'ÉGLISE  
SUR LES FRONTS  
D'AMÉRIQUE CENTRALE  
(P. de Charentenay,  
Ch. Antoine, R.H. Green,  
P. Toulat, F. Lecembre  
et M. Demyk.)

L'environnement  
dans un climat de crise  
(J.-P. Moatti, R. Barré  
et J. Theys.)

La numéro : 10 F  
5, rue des Italiens, 75427 PARIS CEDEX 08  
Publication mensuelle du Monde  
(En vente partout)



CAPEL. Le choix  
le plus large  
pour  
les plus longs.

CAPEL prêt à porter hommes grands hommes forts  
• 74, boulevard de Sébastopol Paris 3  
• 26, boulevard Malesherbes Paris 8  
• Centre Com. Maine-Montparnasse Paris 15

#### Copies Couleurs

sur film ou sur papier photo - qualité professionnelle  
ETRAVE 38, av. Daumesnil Paris 12e - 347-21-32

## Vous avez dit "civisme" ?

Quand on demande aux Britanniques ou aux Allemands un sacrifice dans l'intérêt de leur pays, ils le font. Quand on le demande aux Français, ils descendent dans la rue.

Le courage, pour les Français, c'est d'accepter maintenant le civisme.

Nous n'avons pas eu la volonté de faire ce que d'autres pays ont entrepris hier déjà ! Aujourd'hui, nous devons rattrapper notre retard. Mais, quand et comment mesurera-t-on le résultat de l'effort demandé ?

Dans une grande analyse, Georges Mamy et Roger Priouret répondent.

#### ET LE COURAGE, BORDEL !

Un document concernant tous les Français.

## LE NOUVEAU observateur

### MOQUETTES - REVÊTEMENTS MURAUX

## Nos prix "pose comprise"

Gain de temps ou gain d'argent : choisissez !

EXEMPLES PRIX TTC :		
Moq. velours unie et boudée	Emporté	Posé
servie sur mousse compacte	26,50 F	42,50 F
Moq. imprimée cannoage	38,50 F	54,50 F
Moquette laine mélangée	56,50 F	72,50 F
Moq. 100 % pure laine	79,50 F	95,50 F

\*\*\* Valable Paris-banlieue, pose libre ou collée sur paroi décapée. Accessoires et déplacement en sus.

Artirec vous laisse le choix !  
Vous choisissez la pose ARTIREC : des professionnels assurent la pose de votre moquette au prix forfaitaire de 16 F le m<sup>2</sup>. Pose à la carte pour toutes les moquettes sans exception, payable au fur et à mesure des travaux.

## restent les moins chers !

Vous choisissez d'emporter votre moquette et de la poser vous-même : vos frais de déplacement seront largement amortis par la différence de prix ARTIREC. 500.000 m<sup>2</sup> de stock.

Artirec, c'est aussi un choix fabuleux de revêtements muraux pour le meilleur rapport qualité / prix :

EXEMPLES PRIX TTC :	
Toile de jute, toile de lin	19 F A 49 F/M <sup>2</sup>
toile de coton en 2,60 m	
Tissu mural larg. 2,70 m	69 F/M <sup>2</sup> (25 F/M <sup>2</sup> )
avec molleton contrecollé	
Textiles muraux	6 F A 16 F/M <sup>2</sup>

EXEMPLES PRIX TTC :	
Daim, poile japonaise	14 F A 18 F/M <sup>2</sup>
Douppon, piqué, soie, etc.	
- 5 % sur présentation de cette annonce	
Conditions spéciales aux professionnels	

Pose des revêtements muraux d'après devis personnalisé.

#### ARTIREC

Payez moins cher la qualité

MOQUETTE DE LA REINE  
109 bis, route de la Reine  
92100 Boulogne - Tel. : 403.02.30  
BINEAU MOQUETTES  
3 bd Bineau (100 m Pre Champenot)  
92300 Levallois - Tel. : 757.19.19  
BINEAU MURALS  
12 bd Bineau (100 m Pre Champenot)  
92300 Levallois - Tel. : 757.16.00  
\*\* moquettes uniquement.

ARTIREC 4, bd de la Bastille  
75012 Paris - Tel. : 340.72.72  
ARTIREC 8-10, imp. St-Sebastien  
(niveau 32 rue St-Sebastien)  
75011 Paris - Tel. : 355.06.50  
ARTIREC 11, villa du Soleil  
(station), vérifiez que vous êtes bien  
au 120, bd G. G. ou  
94100 Saint-Maur - Tel. : 883.19.97

RÉCUPARIS - 5, 8, rue R. Solengro  
(Pre d'Italie) 94270 Le Kremlin-Bicêtre  
Tel. : 658.81.72  
\* Spécialiste tapis - revêtements muraux

LANDAISE  
AN  
ce khmère

Union soviétique

cher

itish  
ways

# AMÉRIQUES

## Pérou

### La chasse aux guérilleros du Sentier lumineux dégénère en guerre civile

Ce sont finalement quatre-vingts paysans qui auraient été assassinés, le dimanche 3 avril, par les guérilleros maoïstes du Sentier lumineux, dans la région d'Ayacucho, si l'on en croit un communiqué de la police péruvienne. Une affirmation impossible à vérifier, selon notre correspondant à Lima, Nicole Bonnet, étant donné que les journalistes ont abandonné le théâtre des opérations, faute de garanties pour leur sécurité. Bien souvent, nous dit-elle, « les universitaires mènent les coups d'assauts » sont des paysans assassinés dans leur champ ou leur lit, et « les pacifiques citoyens exécutés par des terroristes » sont des suspects abattus dans les cachots de la police.

Ayacucho. - « Les amis descendent du ciel. Les ennemis du Sentier lumineux viennent de la montagne. Défendez-vous, tuez-les ! (...) » Quand les policiers ont commencé à visiter en hélicoptère les communautés indigènes vivant sur les hauts plateaux d'Ayacucho, au cœur des Andes péruviennes, ils ont donné cette consigne. Les paysans de Huaychao ont obéi à la lettre et ont tué, le 21 janvier, sept guérilleros présumés, dont deux fillettes de quatorze et quinze ans.

Le président de la République, M. Fernando Belaúnde, a félicité « les valeureux patriotes qui défendent la République ». Le général Clemente Noel, autorité suprême de la région d'Ayacucho depuis que les forces armées ont pris en main la lutte contre les insurgés, le 29 décembre dernier, est même allé jusqu'à demander que « cet exemple soit suivi par d'autres communautés ».

A Huaychao, Iquiche, Uchuracay, Orcobas, hameaux situés à 4 000 mètres d'altitude, les paysans se sont armés de frondes, de bâches, de pioches et de haches et, en une semaine, ils ont liquidé vingt-six autres suspects. Parmi les victimes, huit journalistes péruviens et leur guide. L'exhumation des corps a mis en évidence d'horribles mutilations.

Deux mois après, sous les arcades de la place d'armes d'Ayacucho, de petits attroupements se forment encore autour des kiosques qui affichent les reportages photos de ces actes de barbarie.

#### « Ce vampire suce votre sang »

Juste à côté, des affiches incitant la population à la chasse aux sorcières couvrent les façades de la mairie et de la préfecture. L'une d'elles conseille : « Peuple d'Ayacucho, le délinquant subversif est un étranger qui est venu te détruire. Chasse-le ! ». Une autre : « Ce vampire suce votre sang. Lisez-le ! ». Le vampire à la visagère d'Almaïa Guzman, ancien professeur de philosophie à l'université de la ville, devenu le « camarade Gonzalo », quand le Sentier lumineux, dont il est l'idéologue, a pris les armes. Il faut que la police veille, mitrailleuse au poing, pour que de telles affiches restent intactes. Ailleurs, les murs blanchis à la chaux de cette ville de cinquante mille habitants ne parlent que de « guerre de guérilla ». « Ici, nous sommes tous partisans du Sentier lumineux, même si nous ne le faisons pas voir, par peur de la répression », assure un étudiant.

Certains ne se dissimulent pas. Le 5 mars, plus d'un millier d'étudiants ont bravé un état de siège de fait, pour enterrer en grande pompe un militant du Sentier lumineux, tué en prison par les policiers. Le cercueil de la victime était recouvert d'un drapeau rouge, frappé de la faucille et du marteau. Les jeunes gens ont défilé, le poing levé, en lançant des « viva ! » à la lutte armée et des insultes contre les *sinchis* (unités de contre-guérilla).

Dans les campagnes, l'offensive psychologique lancée par les forces de l'ordre a été plus fructueuse. Son impact a été particulièrement important sur les hauts-plateaux, chez les paysans qui échangent leurs produits rattachés contre des feuilles

Les villages où se seraient produits les assassinats, Lucanamarca et Huancasancos, étaient contrôlés auparavant par la guérilla, qui y avait créé des « milices » pour soutenir des « comités populaires ». Au début de l'année, la police, appuyée par l'armée, avait reconquis ces places fortes, installant de nouvelles autorités et organisant des « patrouilles communales ». Le Sentier lumineux avait organisé une expédition punitive contre leurs habitants, accusés d'« avoir changé de camp ». Il les avait assassinés après une parodie de « jugement populaire ». Une quinzaine de paysans auraient été lynchés, alors qu'ils tentaient de se enfuir.

#### De notre envoyée spéciale

de coca - qui apaise la faim, le froid, la maladie, - lorsque des hélicoptères ont atterri sur la place de leurs villages pour offrir gratuitement du lait, de la farine, de l'huile, de l'alcool de canne à sucre et des médicaments...

Les *sinchis* donnent aussi quelques conseils aux indigènes : « Méfiez-vous des guérilleros, car ils voleront votre bétail, violeront vos femmes et séquestreront vos enfants. S'ils viennent, défendez-vous ! ». Les communautés des hauts plateaux se sont donc organisées en patrouilles afin de repousser les « milices populaires », du Sentier lumineux. Certains paysans ont même formé des bandes paramilitaires, que les *Quechuas* des vallées appellent, dans leur langue, des « *Runa huanchichic runa* », (les gens qui tuent d'autres gens).

#### Querelles ancestrales

Ayant reçu carte blanche pour liquider les guérilleros, ces bandes profitent de l'impunité et de la confusion dans la région pour raviver des hostilités ancestrales avec les communautés des vallées ou pour régler des querelles personnelles.

Sur les deux fronts de la guérilla, situés au nord et au sud de la capitale départementale, les affrontements ont fait plusieurs dizaines de victimes, les plus souvent innocentes. Les « patrouilles communales » font irruption dans les villages des val-

lées, passent à tabac leurs habitants, exécutent les suspects et, après avoir incendié quelques maisons et s'être emparé des objets de valeur, elles regagnent les hauts plateaux. San José de Secce a subi deux assauts au mois de février, et nombre de ses habitants se sont enfuis vers la forêt vierge.

Ces patrouilles communales ont été un cadeau des dieux pour les forces de l'ordre qui ne pouvaient faire état d'aucun succès, affirme M. Mario Vargas Llosa, le célèbre romancier péruvien, désigné par le président Belaúnde pour diriger une commission d'enquête chargée d'éclaircir l'assassinat des huit journalistes.

L'entrée en guerre des communautés des hauts plateaux a bloqué, en effet, les recueils qui empruntent pas les guérilleros pour passer d'une vallée à une autre. Les raids contre les communautés des vallées ont désorganisé le réseau d'appui populaire que la guérilla avait tissé pendant des années. Il en est résulté un climat de guerre civile où tous les coups sont permis, où chacun est menacé, sommé de choisir son camp. Le Sentier lumineux en a été le premier responsable en utilisant l'intimidation, le chantage, en faisant des parodies de justice populaire couronnées par des exécutions sommaires. Puis, il y a eu l'intervention des *sinchis*, leurs expéditions punitives, leurs exactions, leurs assassinats de sang-froid. Il y a maintenant ces luttes fratricides entre communautés indigènes, sur lesquelles l'armée ferme les yeux.

NICOLE BONNET.

## Etats-Unis

### Les métallos de Pittsburgh à M. Reagan : « Retourne à Hollywood ! »

#### De notre correspondante

New-York. - C'est à Pittsburgh, la vieille capitale fatiguée de l'acier américain, que M. Reagan avait lancé, en 1980, l'une des meilleures formules de sa campagne présidentielle : « Connaissez-vous la différence entre récession et dépression ? avait-il demandé à un auditoire enthousiaste. La récession, c'est quand votre voisin est au chômage ; la dépression, c'est quand c'est vous qui êtes au chômage ».

Deux ans et demi plus tard, M. Reagan a été accueilli, mercredi 6 avril, à Pittsburgh, par le plus grand chahut qu'il ait connu depuis son entrée à la Maison Blanche : près de quatre mille métallurgistes en colère ont conspué le président au cours de sa tournée.

« Des emplois, des emplois, des emplois, des emplois ! », a-t-il dit, « Reagan, bon à rien, retourne à Hollywood ! ». En 1980, Pittsburgh comptait 7 % de chômeurs. Elle en a aujourd'hui 17 %.

Le président avait été prévenu par ses conseillers qu'il risquait d'être mal reçu dans cette région particulièrement touchée par la récession, mais il avait insisté pour faire ce premier voyage en Pennsylvanie.

M. Reagan a d'abord pris la parole dans un centre de recyclage pour chômeurs, où ceux-ci apprennent à réparer les ordinateurs. Il a vanté à son auditoire l'avenir brillant qui attend les spécialistes de la haute technologie. Il s'est ensuite adressé à la convention nationale du

reclassement professionnel, assurant que la relance économique avait commencé. Il en a profité pour démentir des informations du ministère de la santé selon lesquelles une aide médicale gratuite serait prochainement apportée aux chômeurs (la plupart d'entre eux ont perdu leur assurance-maladie avec leur emploi). Le gouvernement fédéral, a-t-il dit, ne pourra pas assumer le coût d'un tel programme, qui arriverait d'ailleurs trop tard, la relance économique ayant, entre-temps, permis le réemploi de nombreux chômeurs.

De nouvelles statistiques, publiées mercredi à Washington, indiquent que trente et un millions huit cent mille Américains vivent actuellement au-dessous du niveau officiel de la pauvreté (une famille de quatre personnes disposant d'un revenu annuel de 9 500 dollars). C'est le chiffre le plus élevé depuis quinze ans. Dans le même temps, une enquête menée dans les hôpitaux de Boston fait état d'un nombre inhabituel d'enfants dont la croissance s'arrête prématurément. Un phénomène que les médecins attribuent à la malnutrition dans les familles démunies.

NICOLE BERNHEIM.

### El Salvador UNE DES PRINCIPALES DIRIGEANTES DE LA GUÉRILLA ASSASSINÉE

Une des principales dirigeantes de la guérilla salvadorienne, M<sup>lle</sup> Melinda Araya Montes, portant le nom de guerre de « Commandant Ana María », a été « sauvagement assassinée » le mercredi 6 avril dans une banlieue de Managua, affirme le ministère nicaraguayen de l'intérieur. M<sup>lle</sup> Montes, âgée de cinquante-cinq ans, a été tuée dans la villa où elle habitait, précise le ministère. Au Salvador, le Front Farabundo-Marti de libération nationale a accusé « les bandes tueuses de la C.I.A. » d'avoir commis « ce crime odieux ». (A.P., A.F.P.)

# PROCHE-ORIENT

## Israël

### Jérusalem s'irrite que Washington encourage un accord entre le roi Hussein et M. Arafat

#### De notre correspondant

Jérusalem. - Les dirigeants israéliens ont, pendant quelques jours, donné l'impression d'ignorer complètement les récentes conversations entre le roi Hussein et M. Arafat, de même que l'éventuelle réunion d'un sommet arabe qui pourrait amener le souverain jordanien à se joindre au processus de paix, comme le souhaite le président Reagan, mais ils viennent de commencer à réagir en se prenant surtout à ce dernier.

Au cours d'une réunion publique, le ministre des affaires étrangères, M. Shamir, a déclaré dans la soirée du mercredi 6 avril que ce serait une grande erreur que de réhausser le prestige de l'Organisation de libération de la Palestine en lui accordant, en quelque sorte, un droit de veto sur une initiative du roi Hussein. M. Shamir a rappelé qu'Israël ne négociera jamais avec l'O.L.P. et il a souligné que le gouvernement de Jérusalem entendait développer les implantations israéliennes en Cisjordanie et dans le territoire de Gaza. Le cabinet Begin, qui, l'an passé, a rejeté immédiatement et catégoriquement le plan Reagan, et qui, dernièrement, a fait comprendre à plusieurs reprises qu'il n'était pas question de modifier sa politique dans les territoires occupés, a donc signifié de nouveau qu'il n'entendait pas faciliter la tâche du roi Hussein qui encourage les espoirs nourris aux Etats-Unis. Bien au contraire. Sachant que le retrait israélien au Liban est l'une des conditions d'une possible et nouvelle démarche du souverain jordanien, Jérusalem manifeste son irritation devant l'attitude de Washington qui a montré sa volonté de faire pression sur Israël en annonçant que la reprise des livraisons d'avions F-16, commandés par ce pays, ne pourrait avoir lieu tant que des troupes israéliennes stationneraient au Liban. « Il est faux de croire que les déclarations ou sur-jet d'un embargo peuvent influencer la position d'Israël dans les négociations avec le Liban », a déclaré, le 6 avril, M. Yehouda Ben Meir, vice-ministre des affaires étrangères.

D'autre part, durant un conseil des ministres extraordinaire réuni quelques heures plus tôt, les membres du gouvernement ont commenté en termes sévères le geste accompli par le président Reagan, qui, à la fin de la semaine dernière, a eu une conversation téléphonique avec le roi Hussein, tandis que celui-ci s'entretenait avec M. Arafat. M. Ben Meir a traduit le sentiment de ses collègues en déclarant : « Je suis ulcéré de voir un président des Etats-Unis supplier le roi Hussein en faisant indirectement un clin d'œil au meurtrier Arafat... »

Dans les milieux gouvernementaux, on avait clairement laissé entendre la veille que les dirigeants américains se comportaient actuellement comme s'ils voulaient favoriser un accord entre le roi Hussein et M. Arafat. On ajoutait que cela pouvait être interprété de la part des Etats-Unis comme un premier pas vers une reconnaissance de fait de l'O.L.P. - ce qui est, évidemment, inadmissible du point de vue israélien, puisque Jérusalem ne cesse de rappeler à Washington que les Etats-Unis se sont depuis longtemps engagés à refuser tout contact avec l'O.L.P., sauf approbation israélienne.

De son côté, la presse israélienne a manifesté son opinion en concluant, un peu hâtivement peut-être, que les discussions Hussein-Arafat venaient de se solder par un échec. Le quotidien du soir, *Yedioth Aharnoth*, dans un éditorial publié le 6 avril, s'en félicite et se déclare, par ailleurs, « choqué » par les récentes déclarations « anti-israéliennes » du président Reagan. Avec le même soulagement, *Masria* s'est rangé à l'avis de son concurrent en affirmant que les entretiens d'Amman « se sont achevés sans résultat » et que le roi Hussein et le chef de l'O.L.P. ne pourraient, au mieux, parvenir qu'à la rédaction d'un communiqué conjoint n'ayant pour but que « de masquer leur désaccord et jeter de la poudre aux yeux à la face du monde ».

FRANCIS CORNU.

## MALGRÉ LEUR SCEPTICISME

### La France et l'Egypte entendent donner sa chance au plan Reagan

« Ma mission à Paris et à Washington a essentiellement comme objectif d'attirer l'attention des deux gouvernements sur les dangers que recèle la double impasse au Proche-Orient, celle du Liban et celle du conflit israélo-arabe », nous déclarait M. Boutros Ghali peu avant qu'il ne soit reçu, mercredi après-midi 6 avril, par M. Mitterrand. A sa sortie de l'Élysée, le ministre d'Etat égyptien aux affaires étrangères indiquait à la presse que la France et l'Egypte étaient convenues de ne prendre aucune initiative tant que le plan Reagan sera susceptible d'être mis en application.

Cependant, la décision a été dictée à quelque chose d'un espoir de règlement que par prudence. Les gouvernements de Paris et du Caire ne veulent pas être accusés par Washington de « torpiller » les efforts de la diplomatie américaine. Le pourcentage même s'ils le voulaient ? Le projet de résolution franco-égyptien, présenté au Conseil de sécurité le 28 juillet dernier, et qui proposait une solution « équilibrée » pour les problèmes libanais et palestiniens, avait été « gelé » pour échapper au veto américain. Le texte n'a pas été pour autant retiré, et il redeviendrait d'actualité si le président Reagan devait « déclarer forfait ».

Pour le moment, toutes les parties

concernées, à l'exception d'Israël, se déclarent prêtes à donner sa chance au projet américain. Le roi Hussein pose certaines conditions à sa mise en œuvre et M. Yasser Arafat ne nie pas qu'il comporte des « aspects positifs ». Les deux hommes d'Etat se seraient mis d'accord sur une formule qui devrait jeter un pont entre le plan Reagan et celui de Fds. Ce compromis a fait l'objet d'un examen dans les hautes instances de l'O.L.P., d'abord à Amman, au comité exécutif, ensuite au Koweït, au comité central du Fath. On ignore encore le verdict, mais M. Arafat est attendu dans la capitale jordanienne pour de nouvelles conversations avec le roi Hussein, tandis que le roi Hassan II prépare la convocation d'un sommet arabe à Fès en vue de donner sa sanction aux contre-propositions qui seraient adressées au président Reagan.

Ces ultimes manœuvres ne suscitent le plus souvent que scepticisme à Paris et au Caire, où l'on mesure les obstacles à surmonter. On imagine mal l'O.L.P. renoncer au droit du peuple palestinien à l'autodétermination, donc à un Etat en Cisjordanie et à Gaza, et Israël accepter un tel principe comme base de futures négociations. Les Etats-Unis ne veulent ni ne peuvent pas donner au roi Hussein l'assurance qu'ils parviendront à modifier l'attitude du gouvernement de Jérusalem. Or le souverain hésite à s'engager dans un processus dont rien ne lui garantit qu'il débouchera au moins sur le rattachement à son royaume de la Cisjordanie et de Gaza.

« Les Arabes n'ont d'autre choix que d'accepter le plan Reagan comme point de départ, si ce n'est que pour donner un coup d'arrêt à la colonisation israélienne des terres occupées », commente M. Boutros Ghali. « Lors de ma prochaine rencontre avec le président Reagan, pourqu'il, je lui demanderai de redoubler d'efforts, faute de quoi la chute de la crédibilité américaine dans le monde arabe ne pourrait que favoriser l'influence soviétique dans la région ».

Le ministre égyptien ne dit pas cependant comme le chef de la Maison Blanche pourrait persuader M. Begin de changer d'avis sans avoir recours à d'énergiques pressions, éventuellement que l'administration américaine exclut catégoriquement.

ÉRIC ROULEAU.

## Liban

### EXÉCUTION CAPITALE ET AUTORITÉ DE L'ÉTAT

Le président Amine Gemayel avait contresigné la veille la condamnation d'un dénommé Ibrahim Tarraf à la pendaison qui a eu lieu jeudi 7 avril en présence de la presse, au jardin des Arts-et-Métiers, en plein centre de Beyrouth. Agé d'une trentaine d'années, il avait été reconnu coupable, en 1980, du meurtre commis deux ans auparavant, d'un ingénieur, Marcel Behout, et de sa mère, Mathilde Héloü. Ce double assassinat, provoqué par un différend à propos d'un loyer, avait fait d'autant plus de bruit à l'époque, au Liban, malgré les morts provoquées alors chaque jour par l'état de guerre, que le meurtrier avait enterré dans le célèbre parc des Arts-et-Métiers, les corps décapités de ses victimes. Le supplice a été interprété de la part des Libanais comme un premier pas vers une reconnaissance de fait de l'O.L.P., ce qui est, évidemment, inadmissible du point de vue israélien, puisque Jérusalem ne cesse de rappeler à Washington que les Etats-Unis se sont depuis longtemps engagés à refuser tout contact avec l'O.L.P., sauf approbation israélienne.

De son côté, la presse israélienne a manifesté son opinion en concluant, un peu hâtivement peut-être, que les discussions Hussein-Arafat venaient de se solder par un échec. Le quotidien du soir, *Yedioth Aharnoth*, dans un éditorial publié le 6 avril, s'en félicite et se déclare, par ailleurs, « choqué » par les récentes déclarations « anti-israéliennes » du président Reagan. Avec le même soulagement, *Masria* s'est rangé à l'avis de son concurrent en affirmant que les entretiens d'Amman « se sont achevés sans résultat » et que le roi Hussein et le chef de l'O.L.P. ne pourraient, au mieux, parvenir qu'à la rédaction d'un communiqué conjoint n'ayant pour but que « de masquer leur désaccord et jeter de la poudre aux yeux à la face du monde ».

J.-P. P.-H.

## La marée noire dans le Golfe

### THÉHÉRAN A EXAMINÉ L'OFFRE DE « PRÉTENDU CESSER-LE-FEU » DE BAGDAD.

Le conseil des ministres iranien a examiné, mercredi 6 avril, l'offre de « prétendu cesse-le-feu » formulée par l'Irak pour permettre de colmater les fuites sur le champ pétrolier de Nowrouz, indique le premier ministre iranien, M. Mousavi. M. Mousavi, interrogé par Radio-Téhéran, n'a pas précisé quelle était l'attitude de l'Iran face à cette proposition (*le Monde* du 7 avril). Par ailleurs, un état-major de lutte contre la pollution a été installé dans le port iranien de Bouchehr, sur le Golfe, selon le journal *Ettelaat*. Il comprend des experts du ministère de l'environnement, des spécialistes de la marine, de l'administration du port, de la pêche, de la compagnie nationale des pétroles, et les autorités locales. Une délégation s'est aussi rendue dans l'île de Kharg, le principal terminal pétrolier iranien, à une centaine de kilomètres au sud-est du champ de Nowrouz. La présence de la marée noire aux alentours de ce terminal pourrait entraver la navigation, estiment des experts étrangers à Téhéran.

D'autre part, l'ouverture de la réunion ministérielle de l'Organisation régionale pour la protection de l'environnement marin dans le golfe Persique, d'abord prévue mercredi 6 avril, a été reportée au jeudi 7 avril, indique-t-on de source officielle à Koweït. Aucune raison n'est donnée pour expliquer ce report. Les responsables de l'environnement des huit pays riverains du Golfe ont décidé de se rencontrer après plusieurs jours de tergiversations pour examiner les menaces qui pèsent sur le Golfe en raison du pétrole brut qui s'échappe de plusieurs puits pétroliers sous-marins iraniens endommagés par l'aviation irakienne dans le nord-est du Golfe. (A.F.P.)

**RÉSIDENTS - CLUBS**  
**3<sup>e</sup> AGE**  
Spécialiste Côte d'Azur  
**Cabinet INDEXA**  
52, rue Jean-Médard - 06000 NICE  
Tél. : (03) 80.88.31 (9 NALU)

## Doha

Tous les jeudis, départ 20 h 50 d'Orly-Sud, arrivée 08 h 25 via Vienne.

Choisissez la qualité ! En Première classe comme en classe Touriste, Austrian Airlines vous offre un service de haut niveau. Et le confort de ses DC9.

**AUSTRIAN AIRLINES**  
Austrian Airlines, Orly-Sud. Réservations : 266.34.66

مكتبة الأصل

# LE DÉBAT DE POLITIQUE GÉNÉRALE A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

## La majorité accorde sa « confiance » à M. Mauroy tout en exprimant des réserves

Certes, le premier ministre a obtenu la « confiance » de sa majorité, et donc de l'Assemblée nationale. La gauche, toute la gauche, est unie pour soutenir un gouvernement qui applique une politique qui ne correspond pas, ou plus, aux aspirations d'une partie de la population. Mais il n'y a pas d'alternative. Les députés socialistes et communistes savent bien que les difficultés auxquelles se heurte le gouvernement de M. Pierre Mauroy pour maîtriser la situation économique deviendraient insurmontables si s'y ajoutait l'expression de dissensions majoritaires.

Il savait aussi que l'échec de ce gouvernement signifierait l'échec de toute la gauche, la victoire de ceux qui s'efforcent de convulser l'opinion que le socialisme, en France, ne peut être qu'une « expérience » sans lendemain, une parenthèse. Parce que la droite n'a jamais été aussi offensive, la majorité ne peut se permettre d'offrir un soutien qui ne serait que conditionnel.

### Une « certaine gravité »

Ce réalisme politique, qui va de pair avec le réalisme économique dont fait preuve le gouvernement, n'empêche pourtant pas la majorité d'adresser des salutations au pouvoir. Cet exercice, pour les socialistes, est difficile. Il consiste à approuver, tout formellement que sur le fond, tout en laissant percevoir des doutes. Le débat qui a suivi la déclaration de politique générale du premier ministre, mercredi 6 avril, à l'Assemblée nationale, a permis à M. Goux, président de la commission des finances, de « faire passer » ce message. M. Mauroy, d'ailleurs, ne peut plus ignorer que les députés socialistes sont inquiets et qu'ils s'interrogent quant à la capacité de l'équipe gouvernementale actuelle de surmonter une crise économique qui n'est pas conjoncturelle.

M. Goux a expliqué que c'est, pour la première fois, avec une « certaine gravité » que les socia-

listes se montrent solidaires du gouvernement. Le seul choix du président de la commission des finances comme porte-parole du groupe socialiste est significatif. Lors de la réunion du comité directeur du P.S., les 28 et 27 mars, M. Goux s'était distingué par des propos pour le moins dubitatifs quant aux effets escomptés du plan d'austérité. Mercredi, au fil d'une rigoureuse analyse, en forme de leçon, le député du Var a fait apparaître les perspectives et les risques d'une politique économique qui doit beaucoup aux certitudes de M. Delors et sur laquelle, personnellement, il émet plus que des réserves. En un sens, il est permis à M. Mauroy de relativiser les alarmes exprimées par le président de la commission des finances : les analyses de celui-ci, tout en recueillant l'approbation de M. Joxe, président du groupe socialiste, ne sont pas celles de tous les socialistes.

Le premier ministre a pu remarquer aussi le silence qui s'est instauré dans l'hémicycle durant l'intervention du député du Var, un silence qui, du côté de l'opposition, valait, sur bien des points, approbation. M. Goux a engagé le gouvernement à faire preuve de davantage de déterminisme, d'ardeur, voire d'agressivité. La gauche, a-t-il expliqué, ne doit pas craindre, pour défendre la monnaie et l'équilibre extérieur, de faire preuve d'austérité, qu'elle bouscule un peu et les règles du jeu économique et international, à contraindre les partenaires de la France. M. Goux ne s'est pas avancé jusqu'à prôner des mesures protectionnistes.

Mais le simple fait de prendre en exemple la décision américaine de taxer plus lourdement les importations de motos japonaises, celui d'enjoindre au gouvernement de prendre des « mesures spectaculaires », celui enfin d'atténuer l'importance d'éventuelles mesures de rétorsion des partenaires de la France, signifient clairement que, pour le

président de la commission des finances, la reconquête du marché intérieur doit passer par une politique offensive, donc restrictive face, au dynamisme commercial de certains pays.

### Un autre registre

Tel ne fut pas le registre choisi par M. Pierre Mauroy. Le premier ministre s'est, en effet, présenté comme le chef d'un gouvernement du « possible », après avoir incarné celui de l'enthousiasme, au lendemain du 10 mai 1981. M. Mauroy a pris, en quelque sorte, le visage de la politique qu'il est maintenant chargé de conduire, celui de l'austérité. Soucieux de se conformer strictement à la forme et au fond des déclarations faites le 23 mars à la télévision par M. Mitterrand, M. Mauroy a réitéré l'appel à la mobilisation des Français. Sans lyrisme et sans que l'on puisse vraiment percevoir, au travers de l'annonce du bilan déjà accompli par la gauche et des mesures d'accompagnement du plan d'austérité, un « grand dessein ». C'est un premier ministre transformé par l'épreuve qui est apparu, visiblement soucieux de faire comprendre à sa majorité que l'austérité est une « purge » conjoncturelle qui ne remet pas en cause la volonté permanente — de la gauche de faire progresser les conquêtes sociales.

M. Mauroy a-t-il échappé par excès d'optimisme ? Le langage qu'il a tenu est-il adapté aux circonstances ? À la réalité, d'une crise économique qui ne peut être que durable, sauf à tabler — encore — sur une reprise mondiale hypothétique ? La tâche du premier ministre n'était pas facile. M. Mauroy connaissait à l'avance les réticences du groupe communiste devant un plan de rigueur qui, selon lui, ne fait pas assez de place à la justice sociale. M. Lajoinie a réaffirmé la position du parti communiste : la régression du pouvoir d'achat des travailleurs ne peut que réduire les débouchés de l'appa-

reil industriel, augmenter le chômage et aggraver le déficit extérieur. M. Lajoinie a indiqué que le groupe communiste pourrait ne pas voter le projet de loi d'habilitation autorisant la promulgation des ordonnances si certains de ses amendements ne sont pas pris en considération.

### L'invective et la stratégie

M. Labbé (R.P.R.) et M. Gaudin (U.D.F.), de leur côté, se sont bornés à une critique de l'action gouvernementale qui empruntait beaucoup au catastrophisme. Il est ainsi apparu clairement que le but poursuivi par l'opposition est de convaincre l'opinion de l'incapacité de la gauche à dominer la situation, donc à gouverner. On peut, à cet égard, s'interroger sur la signification de l'incident qui a éclaté en séance de nuit avec l'intervention de M. Vivien (R.P.R.). Il serait, en effet, trop facile de réduire la portée des injures proférées par celui-ci à l'encontre de M. Mauroy à la seule outrance verbale de l'intéressé, qui est coutumière. M. Vivien n'a pas été choisi par hasard comme porte-parole de son groupe dans les explications de vote.

Ses propos recueillent donc l'approbation — au-delà des rires — des députés R.P.R., et, apparemment, de M. Raymond Barre. Dans l'invective et l'insulte, il y a aussi une stratégie.

Le respect de l'institution parlementaire n'est même plus en cause. Plus préoccupante est la conception du débat démocratique de l'opposition. La dureté de certaines campagnes d'opinion, le choix de certains thèmes, traduisent une réalité politique : la droite n'a pas recueilli par les urnes la revanche qu'elle espérait. Cherche-t-elle aujourd'hui à l'obtenir par le discrédit ou tous autres moyens ?

LAURENT ZECCHINI

## « Un effort pour des succès qui ne peuvent pas être immédiats »

Mercredi 6 avril, à 15 h 15, l'Assemblée nationale commence le débat de politique générale organisé à la demande du gouvernement. M. Mauroy évoque le « grand dessein » auquel s'est attaché M. Mitterrand dans son allocution radiotélévisée du 23 mars. Il souligne : « Ce grand dessein repose sur un triple projet : un projet industriel, source de richesses, et qui permettra à la France de se situer au tout premier rang des grandes nations industrielles ; un projet social, dont l'un des aspects, et qui n'est pas le moindre, est de réconcilier les Français et leurs entreprises ; un projet culturel enfin, car il s'agit d'objectifs prioritaires : sans signification si les femmes et les hommes de France n'étaient pas préparés à se saisir de la fantastique mutation que nous connaissons depuis une décennie. Car, ne nous y trompons pas, la crise est aussi une naissance. Et mieux que d'inventer les décennies, conséquences de cette crise, nous devons déchiffrer, lire et préparer l'avenir (...). Pour que ce triple projet puisse être mené à son terme, encore faut-il, dans l'immédiat, rétablir nos grands équilibres et d'abord nos équilibres extérieurs. Nous avons pris les mesures nécessaires. »

Le premier ministre précise chacun de ces projets.

● LE PROJET INDUSTRIEL : « Nous avons opéré, de juin 1981 à juin 1982, une relance massive de la consommation [qui] correspondait à nos engagements. Elle constituait la quatrième des propositions faites devant le pays par le président de la République. Elle était politique, la plus importante pour assurer la légitimité de la gauche. Comment pourrions-nous appeler aujourd'hui le pays à l'effort si nous n'avions pas, au préalable, rempli le contrat passé avec lui ? Elle a permis à l'ensemble des catégories sociales de réaliser un gain significatif de pouvoir d'achat. (...) Les Français ne sont pas naturelle-

ment portés vers l'industrie. Le handicap est rude. (...) C'est pourquoi je ne cessais d'appeler au dynamisme des chefs d'entreprise (...), de m'adresser aux cadres qui, par leur dévouement et par leur compétence, sont l'élément-clé de notre développement industriel. Je les appelle à la vigilance technique, à la lutte contre les gaspillages, à la recherche de la productivité par une meilleure utilisation des équipements. »

« C'est pourquoi je ne cessais de me tourner vers l'ensemble des travailleurs, pour leur dire : rassemblons nos forces. Il faut donner la priorité à la France (...). L'ambition de faire de mon pays la grande puissance industrielle qu'il devrait être l'ambition de réconcilier les Français et leurs entreprises (...). La priorité est favorisée par le développement de la filière électronique, dans ce domaine, en cette période de rigueur. Le gouvernement mettra tout en œuvre afin de favoriser la création, dans les prochains mois, de plusieurs milliers d'entreprises nouvelles. Nous nous fixons l'objectif de dix mille. Parmi ces mesures figure la généralisation, dans tous les départements, des centres de formalités uniques. Elles égalisent la mise en place effective d'un congé de deux ans pour la création d'entreprises. Cette mesure permettrait, notamment aux cadres des grandes entreprises, de tenter leur chance avec un droit à réintégration en cas d'échec (...). En ce qui concerne les entreprises publiques, l'Etat assume pleinement ses responsabilités d'actionnaire. En 1983, il va apporter aux entreprises publiques du secteur concurrentiel 20 milliards de francs, leur permettant ainsi d'investir 27 milliards de francs. En ce qui concerne les entreprises privées, les engagements que j'avais pris en septembre 1981 ont été tenus (...). La création d'un fonds national de garantie associe la communauté financière de l'Etat à

permis de mutualiser le risque industriel. Trois milliards de prêts participatifs seront disponibles cette année afin de renforcer la structure financière des P.M.E. (...) »

« Parce que le projet industriel est au cœur même de la société que nous voulons bâtir, nous lui consacrons l'essentiel de notre effort. C'est sur ce front que se joue la bataille décisive, celle qui décidera de notre avenir collectif. »

[Les 20 milliards de francs avancés par M. Mauroy — très exceptionnellement 20,22 milliards de francs — ne seront

### « La meilleure politique de l'emploi »

● LE PROJET SOCIAL : « Nous ne réconcilierons pas les Français et leurs usines si nous ne faisons pas enurer la citoyenneté à l'entreprise. Les relations au sein de l'entreprise sont la base de cette nouvelle société industrielle que nous voulons bâtir. »

« C'est là que se situe l'origine même de l'aliénation. C'est là qu'est la source même des idées dont nous sommes aujourd'hui porteurs. C'est là, en un mot, que se situent les racines de la gauche, son authenticité. Dans ce domaine, nous continuerons à aller de l'avant. Résolution (...). Les lois relatives au développement des instituts de formation des jeunes, à la négociation collective et au règlement des conflits de travail, aux comités d'hygiène et de sécurité et des conditions de travail doivent maintenant s'appliquer. Le ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale veillera à ce que l'ensemble des décrets d'application qui restent encore à adopter le soient avant l'été (...). »

[Selon un bilan publié le 28 février, la quasi-totalité des six mille entreprises concernées par l'application de cet décret avaient entamé des négociations et quatre cent quarante accords avaient été signés.]

« Les ordonnances sur la durée

du travail, le travail temporaire et les contrats de travail à durée déterminée (...) ont considérablement modifié les conditions d'exercice des emplois. Les textes d'application, qui ont fait l'objet de nombreuses consultations, doivent maintenant être adoptés par le Parlement. Enfin, la loi de démocratisation du secteur public verra en débat au Parlement dans cette session. La démocratisation dans l'entreprise sera ainsi complétée pour les entreprises qui relèvent du secteur public. »

« C'est par l'ordonnance du 26 mars 1982 que le statut des salariés travaillant à temps partiel a été amélioré : définition plus stricte des horaires, extension des salaires des droits accordés aux salariés à temps plein, priorité de passage du temps complet vers le temps partiel et vice-versa. Les experts qui ont participé aux travaux préparatoires au VIF Plus plaident pour une extension de cette formule et souhaitent une diminution du taux des cotisations à l'UNEDIC et l'adoption de mesures moins contraignantes pour les entreprises. Les employeurs, encore trop souvent réticents, réclament une modification des « seuils » — nombre de salariés pris en compte — retenu pour la création obligatoire des comités d'entreprise, l'élection des délégués, les crédits d'impôt, etc. »

De mémoire de parlementaire, on n'a jamais vu interrompre un député à la tribune. Vous ne savez pas dans quelle voie vous êtes en train de vous engager. M. Ducoloné (P.C., Haute-de-Seine) relève le ton et le demande : « qui êtes-vous, M. Vivien, un mercenaire ou un voyou ? », et pendant que les députés de droite hurlent, claquent leur pupitre puis, à leur tour, quittent la salle, il explique que dans une brochure il s'agit de Signature, la publication du Diner à Club. M. Vivien a affirmé : « Je dors bien, mais dans l'intérêt de la France, je serais prêt, demain, à lui couper la gorge. » Quand M. Anser (P.C., Nord) monte à la tribune, il ne trouve pour l'écouter — à droite — que M. Hamel (U.D.F., Rhône) et M. Delfosse (U.D.F., Nord). L'Assemblée nationale vient de s'offrir un de ces psychodrames dont elle paraît raffoler.

THIERRY BRÉHER.

La lutte contre le chômage demeure une des priorités essentielles du gouvernement. Je veux le réaffirmer avec d'autant plus de force qu'il est vrai que les mesures d'accompagnement de notre économie peuvent rendre nos objectifs plus difficiles à atteindre. Notre préoccupation première sera de veiller à ce que ne s'accroisse pas le nombre des demandeurs d'emploi. Nous



benéfiques pour cela de la meilleure politique de l'emploi des pays industrialisés. A plus long terme, nous n'atteindrons pas, à mon avis, nos objectifs en ce qui concerne la réduction du chômage, sans recourir à un partage plus général du travail. D'autant que cette voie n'apparaît comme la mieux adaptée à l'évolution technologique actuelle. Les fonds salariaux, qui pourront être créés par voie contractuelle, pourraient prévoir d'affecter tout ou partie des sommes ainsi collectées à favoriser cette politique de réduction de la durée du travail. J'en ai parlé avec les partenaires sociaux que je viens de rencontrer et je leur demande d'y réfléchir.

Il y a là un choix dont nous devons débattre et que nous nous efforçons d'ores et déjà de faire prendre en compte au niveau de la Communauté européenne. Car compte tenu de l'interdépendance des économies européennes, de tels choix ne peuvent être faits qu'en liaison avec nos partenaires (...).

En ce qui concerne la politique salariale, les clauses signées lors des accords passés à l'issue de la période de blocage des prix et des revenus seront respectées. Les réunions prévues par ces accords se tiendront aux dates convenues. Les discussions interviendront quand sera connue l'évolution des prix pour 1983, c'est-à-dire au début de l'année prochaine. Elles tiendront compte de la situation économique générale. Pour notre part, nous nous efforçons de rendre ces clauses sans objet en faisant tout pour respecter notre objectif de 8 % d'augmentation des prix en 1983.

Pour la première fois, le Parlement va pouvoir traiter dans toute son ampleur du budget social de la

nation. Et cela dès cette session (...). Nous voulons que chaque Français et que chaque Française ait une vision claire des données de la situation et que les choix effectués le soient en toute connaissance de cause. Les parlementaires seront placés en situation d'apprécier, périodiquement, l'effort contributif de chaque catégorie d'assurés, en fonction du niveau des prestations auxquelles ils ont droit. Une première étude sur ce thème va être publiée. Il nous paraît en effet relever de la justice sociale que chacun consacre la même part de son revenu à sa protection sociale, si les droits sont identiques. Chacun comprend bien que la réforme de l'assiette des cotisations se trouve, dès lors posée. C'est donc à une réforme d'ensemble que nous vous convions (...).

L'étude de la réforme du financement des prestations familiales devra être, elle aussi, accélérée. Elle devra trouver sa réalisation progressive sur la durée d'application du I.R.P. Ainsi les engagements qui ont été pris à Figeac par le président de la République, et que j'avais confirmés le 4 novembre, seront intégralement tenus. Notre politique économique, notre politique de réindustrialisation, continueront d'aller de pair avec une profonde modernisation de notre politique sociale. Car la politique économique, la politique industrielle et la politique sociale sont étroitement liées. Et je souhaite que tous ceux qui se préparent à ces professions sociales, et notamment aux professions de santé, aient une vision claire de ce champ d'avenir qu'ouvre, pour eux, le gouvernement. Ainsi pourraient-ils mesurer l'ampleur de leur tâche collective dans lequel ils doivent prendre leur place par rapport à leurs revendications catégorielles de suppression d'un examen de fin d'année. La jeunesse n'a pas le droit de se tromper de mobilisation.

[Le premier ministre a repris l'une des propositions de la C.F.D.T., qui, dans le document publié avant un rencontre avec M. Pierre Mauroy, prévoyait que les ressources de l'emprunt obligatoire devraient être utilisées pour deux actions : « Favoriser, pour moitié des sommes disponibles, l'investissement industriel ; favoriser, pour l'autre moitié, la création d'emplois pour la réduction du temps de travail. »]

● LA POLITIQUE D'ÉDUCATION : « J'ai demandé au ministre de l'éducation nationale de préparer un plan de développement des I.U.T., qui doit permettre de doubler en quatre ans les capacités d'accueil des I.U.T. dans certaines disciplines liées aux technologies de pointe. »

(Lire la suite page 8.)

## Le bruit et la fureur

H n'est pas tout à fait 23 heures, M. Robert-André Vivien, député du Val-de-Marne, monte à la tribune pour expliquer le vote de défiance du S.P.R. : « Nous attendons un premier ministre : nous avons attendu un beloteur. »

Il ne peut aller au-delà. De la gauche de l'hémicycle fusent les cris, les interpellations. Profitant d'une légère accalmie, l'ancien officier du contingent français en Corée reprend : « Un auteur de politique fiction, un manipulateur... »

Pour M. Pierre Joxe, trop, c'est trop ; debout, il lève poliment la main pour demander parole. Au milieu des applaudissements de pupitres des députés socialistes et communistes, M. Vivien fait encore entendre : « Un truqueur, un illusionniste. » Le bruit et la fureur redoublent, la droite répond à la gauche, la gauche à la droite.

M. Michel Suchod (P.S., Dordogne), qui, pour la première fois, préside une séance, s'est jeté dans la lecture du règlement comme un néophyte recherche le secours des

textes sacrés. M. Vivien en habitude des combats, militaires et parlementaires, semble ravi des tumultes qu'il a provoqués. Profitant d'une légère pause dans le fond sonore : il lance : « Un irresponsable... ». Pour la gauche, ce n'est plus possible, les pupitres ne cessent de se lever et de s'écrouler. M. Joxe brandit son petit livre vert du règlement. Le président lui refuse un rappel au règlement mais lui accorde une suspension de séance.

C'est au tour de l'opposition de s'égarer de fureur, pendant que les députés de la majorité quittent leur banc sans se presser. M. Labbé lance : « C'est accablant, vous déshonorez l'Assemblée. » M. Kaupé (R.P.R., Paris) s'écrit : « Ils ont ruiné la France ; maintenant ils veulent bâillonner le Parlement. » M. Vivien, n'esta s'écrit à la tribune, alors que M. Suchod a quitté le « perchoir ».

Vingt minutes plus tard, le président de séance regagne sa place mais, seul, — à gauche —

MM. Joxe et Lajoinie sont à leurs bancs. Devant un hémicycle à moitié vide, M. Vivien peut reprendre son intervention sans « nuances » : « De plus en plus, à l'étranger, on parle de la France comme d'un pays sous-développé. (...) Même pas en voie de développement (...) pour que vous puissiez faire du Keynes, il aurait fallu que vous le compreniez. » M. Barre pourrait peut-être vous donner un cours ce soir si vous avez un peu de temps. (...) Manifestement, à son banc, l'ancien premier ministre trouve le ton de l'orateur très à son goût.

M. Vivien descendu de la tribune, les députés de gauche regagnent leur place. Dans un rappel au règlement, M. Joxe romarque : « L'injure ne fait pas partie des institutions de la République. » M. Labbé, lui, veut bien mettre sur le compte de l'expérience de M. Suchod son interprétation selon lui, on ne peut pas dire : « Un président de groupe ne peut demander une suspension de séance pendant que s'exprime un orateur. »

De mémoire de parlementaire, on n'a jamais vu interrompre un député à la tribune. Vous ne savez pas dans quelle voie vous êtes en train de vous engager.

M. Ducoloné (P.C., Haute-de-Seine) relève le ton et le demande : « qui êtes-vous, M. Vivien, un mercenaire ou un voyou ? », et pendant que les députés de droite hurlent, claquent leur pupitre puis, à leur tour, quittent la salle, il explique que dans une brochure il s'agit de Signature, la publication du Diner à Club. M. Vivien a affirmé : « Je dors bien, mais dans l'intérêt de la France, je serais prêt, demain, à lui couper la gorge. » Quand M. Anser (P.C., Nord) monte à la tribune, il ne trouve pour l'écouter — à droite — que M. Hamel (U.D.F., Rhône) et M. Delfosse (U.D.F., Nord). L'Assemblée nationale vient de s'offrir un de ces psychodrames dont elle paraît raffoler.

THIERRY BRÉHER.

Liban  
ÉCUTION CAPITALE  
ET AUTORITÉ  
DE L'ÉTAT

LIBAN  
ÉCUTION CAPITALE  
ET AUTORITÉ  
DE L'ÉTAT

RESIDENCES CLASSE  
3- AGE  
Succursale Côte d'Azur  
Cabinet INDEX

la  
PICARD  
PROTECTOR  
MECANIQUE + ELECTRONIQUE  
PROTECTION  
RENFORCEE

# LE DÉBAT DE POLITIQUE GÉNÉRALE

« Un effort pour des succès »

## La machine-outil : dans l'attente d'une reprise des investissements

La machine est un symbole pour la gauche. Aussi loin qu'on remonte dans ses textes économiques, c'est l'industrie toujours prioritaire.

Dès juillet 1981, le gouvernement lançait donc une vaste réflexion en vue de préparer un plan. Le neuvième du nom en France pour la machine-outil... Mais tous les précédents - en particulier celui de M. d'Ornano en 1978 - étaient restés, faute d'argent, et de volonté, de purs discours.

Le diagnostic porté alors par les experts chargés de son élaboration est désastreux. Un marché intérieur étroit, couvert à 60 % par des importations, des utilisateurs froids devant l'innovation de la commande numérique, un parc vieillissant. La production réalisée par 160 entreprises et 20 000 salariés est trop éclatée et les entreprises souvent mal gérées. Les meilleurs cadres fuient la machine-outil. Bref, tous les symptômes d'une industrie dévitalisée sont là. Comment la reconstruire ?

Le plan annoncé fin 1981 est ambitieux. Il s'agit de doubler en trois ans la production française et de réduire de moitié la pénétration étrangère en privilégiant les machines à commandes numériques. Les moyens sont en conséquence : 4 milliards de francs d'apport d'argent frais, dont 2,3 milliards par l'État ; une restructuration complète du tissu industriel pour créer deux ou trois pôles de production par créneaux ; une stimulation du marché intérieur par des procédures régionalisées et par des commandes de l'éducation nationale ; un vaste programme de formation.

Un an après la mise en route de ce plan, quel bilan peut-on en tirer ? Première constatation : les restructurations se sont déroulées conformément aux décisions, à quelques exceptions près. Celle de Dufour que l'on n'a pas pu rapprocher de Vernier en raison de fortes oppositions syndicales et politiques, et dont le problème reste posé. Celle, plus importante, d'Ermaut-Somua, qui n'a pu s'intégrer pour des raisons sociales, mais aussi financières, au pôle de la Compagnie générale de robotique et d'auto-

matisme (C.G.R.A.) constitué par Huré et Graffenstaden, filiale de CIT-Alcatel. Une trentaine de contrats de développement ont néanmoins été signés et quelque 400 millions de francs ont été apportés. M. Mauroy a rappelé devant l'Assemblée nationale qu'il restait à distribuer 3,3 milliards de francs pour les contrats de développement et 200 millions pour la recherche.

Seconde constatation : la faiblesse des investissements industriels a rendu caduques les prévisions de vente. La conjoncture mondiale a été catastrophique (chute de 50 % aux États-Unis). La Grande-Bretagne, les États-Unis et surtout l'Italie ont connu des faillites retentissantes. En France, la demande a baissé de quelque 20 % malgré des commandes de 400 millions de francs de l'éducation nationale. Les perspectives ne se sont pas améliorées, bien au contraire, au cours des premiers mois de 1983, puisqu'on observe une baisse de 10 % des ventes sur 1982.

Cette « période noire » a ralenti l'exécution du plan, et tous les espoirs reposent désormais sur 1984, année au cours de laquelle « il faudra absolument une reprise ». Faute de quoi, l'industrie française, même restructurée, ne pourra décoller comme prévu. Le premier ministre, évoquant la période 1983-1986, alors que le plan devait s'achever en 1985, a entériné en quelque sorte ce retard.

Quoi qu'il arrive, des rectifications du plan sont d'ores et déjà nécessaires. « De deux ou trois pôles par créneaux, on va devoir se limiter à un ou deux », pronostique un expert. Avec des problèmes sociaux inévitables. Devant tant de difficultés, sous-estimées après mai 1981, certains se demandent si ce secteur pouvait être sauvé. A cela, les pouvoirs publics répondent que la machine-outil est le « premier étage » indispensable de cette filière robotique-productive, qui devrait constituer l'axe central du « volet industriel » promis par le gouvernement pour accompagner le plan de rigueur.

ERIC LE BOUCHER.

## Inflation : gare aux bilans

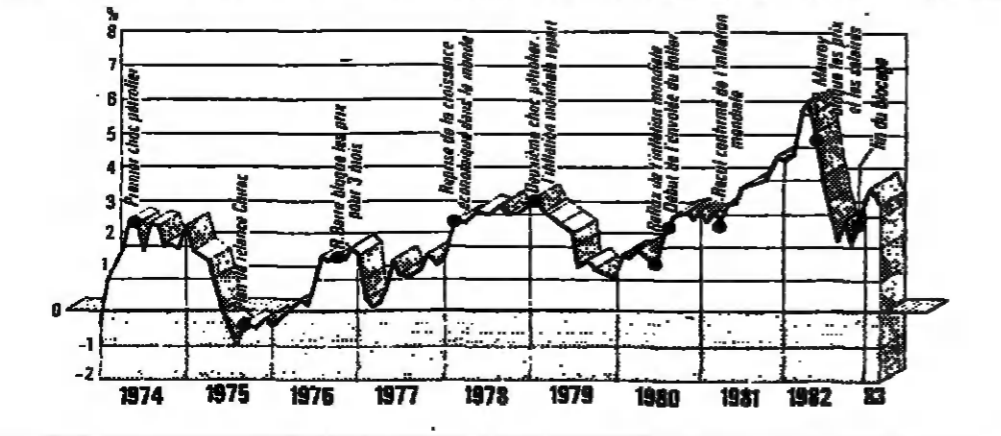
Quand les socialistes arrivent au pouvoir, en mai 1981, les prix de détail augmentent très rapidement : + 3,1 % au premier trimestre, + 3,3 % au deuxième trimestre. Ces mauvais résultats sont dus à l'alimentation (+ 3,6 % au premier trimestre, + 3,9 % au deuxième) et aux services (+ 3,4 % et + 3,5 %).

Sur un an (mai 1981 comparé à mai 1980), la hausse des prix atteignait 12,7 %. Mais en rythme annuel calculé sur trois mois (mars, avril et mai 1981), elle frôlait les 14 % (13,8 % exactement). Tous ces chiffres confirment donc, à peu de chose près, les reproches faits par M. Mauroy à l'ancienne majorité, et notamment à M. Barre (« Vous nous avez laissé une inflation de 14 % l'an »).

Le premier ministre devrait pourtant se garder de trop invoquer l'héritage. C'est en effet surtout le surcroît d'inflation par rapport aux pays étrangers qui est nocif pour l'économie française. L'INSEE publie chaque mois, dans ses Tendances de la conjoncture, un graphique fort intéressant qui trace la différence d'inflation entre la France et ses principaux partenaires commerciaux étrangers. On voit que cet écart a été relativement faible au second semestre 1979 (+ 1,3 % par mois en moyenne), qu'il s'est accru au premier semestre 1980 (époque où il atteignait en moyenne 1,8 % par mois) pour atteindre 2,9 % au deuxième semestre. Au premier semestre 1981, l'écart d'inflation entre la France et les pays étrangers s'était encore un peu creusé : il atteignait alors 3,2 %.

ALAIN VERNHOLLES.

## LE DIFFÉRENTIEL SE CREUSE A NOUVEAU AU DÉTRIMENT DE LA FRANCE



(Suite de la page 7.)

En plus des opérations qui ont déjà permis l'équipement de 700 lycées et LEP en ordinateurs, près de 3 000 micro-ordinateurs de type grand public, de fabrication française, vont être mis en place dans les établissements à la rentrée 1983. 3 000 autres implantations auront lieu au début de 1984 (...).

Un plan de formation, qui doit permettre aux enseignants d'intégrer l'usage de l'outil informatique dans leur méthode pédagogique, est simultanément mis en place. A la fin de la présente année scolaire, 20 000 enseignants auront reçu cette formation.

Le nombre de contrats emploi-formation signés en 1982 était de 70 000. Il a été porté, dans la loi de finances 1983 à 100 000. Dans le cadre du plan d'insertion professionnelle et sociale des jeunes, nous avons décidé de porter ce nombre à 200 000 contrats signés d'ici la fin de 1983, notamment en développant des conventions-cadres.

Il dépendra des entreprises et de leurs organisations profession-

## « Soigner le mal à la racine »

M. Mauroy commente ensuite le plan de redressement des équilibres extérieurs : « La politique que nous menons entreprend de soigner le mal à la racine. Cette politique est mise en œuvre depuis près de deux ans. Elle demande un effort de l'ensemble de la collectivité nationale pour des succès qui ne peuvent pas être immédiats. (...) De la même manière que, par le blocage des prix et des revenus, nous avons cassé les anticipations inflationnistes, nous allons à présent casser le processus d'endettement et de dégradation du commerce extérieur. (...) Nous avons veillé à ce que ces mesures répartissent équitablement l'effort demandé aux Français. Car notre objectif est bien de diminuer le moins possible le pouvoir d'achat et, en tous les cas, de préserver celui des plus démunis, voire de l'améliorer. Ce que nous voulons c'est mobiliser l'épargne et dans ce domaine nous nous fixons trois objectifs prioritaires : d'abord, orienter l'épargne vers le financement des investissements productifs, c'est-à-dire vers les placements à long terme. (...) Ensuite, renforcer l'épargne destinée à l'habitat et au logement. (...) Enfin, en encourageant l'ouverture de livrets roses, protéger l'épargne populaire dont la collecte progresse de façon satisfaisante. (...) Ce plan de rétablissement de nos équilibres extérieurs se distingue fondamentalement des sept plans de stabilisation qui ont été mis en œuvre dans ce pays de puis la Libération. Les plans de stabilisation sont, d'ordinaire, fondés sur des restrictions monétaires aveugles qui, en resserrant les trésoreries des entreprises, compromettent la réalisation de leurs programmes d'investissement. Tel a été le cas des plans de stabilisation ou de refroidissement présentés, en 1952 par M. Antoine Pinay ; en 1957-1958 et en 1963 par M. Valéry Giscard d'Estaing ; à l'automne 1968 et à la fin de 1972 par MM. Couve de Murville et Giscard d'Estaing à nouveau. Tel a été le cas aussi, en mai 1974, pour M. Chirac, puis, à l'automne 1976, pour M. Raymond Barre. Leurs plans comportaient en outre des augmentations de charges fiscales et sociales des entreprises. Dans la plupart de ces cas, l'arme essentielle utilisée pour rétablir les grands équilibres a été la politique monétaire.

Notre plan s'attaque au contraire à modifier l'évolution de la demande interne. (...) Mais nous ne faisons pas augmenter les charges fiscales et sociales des entreprises (...) sans toucher aux 45 milliards de crédits spéciaux destinés à l'investissement des entreprises (...), sans remettre en cause l'effort budgétaire en faveur des groupes industriels nationalisés. Nous le faisons en ne demandant aucun effort supplémentaire à un tiers des Français, ceux dont les

revenus sont les plus modestes.

L'effort réalisé par les salariés à travers la pré-détermination des hausses de salaires, sans indexation, doit être à présent complété par un effort équivalent des non-salariés. Les ministres concernés, notamment le garde des sceaux et le ministre de l'économie, des finances et du budget, vont engager, en liaison avec les représentants des professions intéressées, une concertation. Elle visera à déterminer le champ et les modalités d'intervention de ces professions, à alléger les formalités administratives associées à leurs interventions et à dégrader les mesures susceptibles de réduire les coûts et les délais pour les usagers.

En même temps, pour certaines autres professions fermées ou protégées mais dont les tarifs ne sont pas réglementés, les pouvoirs publics poursuivront leur action contre les effets inflationnistes des rémunérations en pourcentage et des barèmes émanant d'organisations professionnelles, en s'appuyant en particulier sur avis de la commission de la concurrence. Ils rechercheront, avec les représentants des professions, la mise en œuvre de nouveaux modes de rémunération mieux adaptés aux services rendus.

La réduction des causes structurelles de l'inflation passe aussi par une meilleure connaissance des revenus des non-salariés. (...) Dans certains domaines de la distribution de produits frais, j'ai demandé au ministre de l'économie, des finances et du budget de relancer les contrôles du respect des règles de facturation.

Dans le même esprit, la réforme des circuits de distribution va être accélérée. Certes, par leurs caractéristiques, les circuits de distribution ne se prêtent pas à des réformes globales et étatiques. Ils exigent des mesures à la fois précises et pragmatiques par produit ou famille de produit et en concertation avec les intéressés. (...) Il est nécessaire d'améliorer la transparence et l'efficacité des marchés organisés, tels les marchés d'intérêt national. Les mécanismes de cotation, la mécanisation et l'informatisation de certaines fonctions, le rôle du périmètre de protection des marchés d'intérêt national, sont autant de points qui seront réexaminés en liaison avec les professionnels concernés. (...) Appeler l'ensemble des Français à l'effort implique que cet effort soit justement réparti. Le gouvernement y veillera avec un soin tout particulier.

Voilà la différence entre la rigueur de gauche et l'austérité de la droite. Pour reprendre le mot d'un responsable syndical, (M. Edmond Maire), je dirai, moi aussi, que l'austérité c'est la rigueur sans ambition.

A propos des réactions provoquées par la limitation des dépenses touristiques à l'étranger, le premier ministre déclare : « Je ne peux pas laisser passer, sans réponse, l'argument selon lequel le renforcement du contrôle des changes constituerait une atteinte aux libertés. D'abord parce que permettre à une famille française moyenne de partir avec plus de 10 000 F. n'est pas scandaleux. Ensuite parce que c'est ignorer la réalité sociale d'un pays dans lequel la moitié de nos concitoyens ne prennent pas du tout de vacances. Pourquoi ceux qui crient aujourd'hui à l'atteinte aux libertés ne se sont-ils jamais préoccupés de ces Français-là ? Qui a créé le chèque-vacances et offert ainsi, à ceux qui en étaient privés, des possibilités d'évasion ? Dès lors que le

président de la République demande aux Français de se mobiliser, leur demande - ce qui est dû à l'intérêt public - passer, pour un été, ses vacances en France ne me semble pas être un effort démesuré. Nous qui avons instauré la décentralisation, qui avons supprimé les tribunaux d'exception, qui reconnaissons enfin les droits des citoyens dans l'entreprise, nous n'avons de leçon à recevoir de personne en ce qui concerne les libertés ! Qu'en est-il de la liberté du chômeur miné par le désespoir, de la liberté du travailleur immigré courbé sur sa chaîne, de la liberté des exploitants agricoles ravis à leur terre ? Ce faux procès masque un vrai débat. Un débat sur les réalités de la société française. Ce débat nous sommes prêts à l'engager, et alors chacun verra où sont les défenseurs authentiques de la liberté ! »

Les mesures en faveur de la formation des jeunes ont été prises en conseil des ministres du 2 mars 1983. Elles concernent 670 000 jeunes de seize à vingt-cinq ans. Pour 520 000 d'entre eux, précisait le communiqué du conseil, les moyens sont d'ores et déjà prévus au budget de 1983 (4,70 milliards de francs, dont 2,25 pour les seize-dix-huit ans) ; 150 000 places supplémentaires sont dégagées grâce au redéploiement des crédits.

Pour servir à peu près au chiffre de 850 000 indiqués par le premier ministre, il faut ajouter aux 670 000 les 145 000 embauches prévues pour l'application des contrats de solidarité et l'effort supplémentaire pour les contrats emploi-formation.

M. Mauroy conclut sa déclaration

## M. LABBÉ (R.P.R.) : « Votre incompetence éclate aux yeux du monde »

Évoquant le résultat des élections municipales, M. Labbé (R.P.R., Hauts-de-Seine) déclare notamment : « La seule leçon que le pré-



sident de la République semble avoir tirée de l'échec de ses siens aux élections municipales, c'est la persistance de sa vision, dans un esprit de

de politique générale en citant Saint-John Perse pour expliquer son « inclination personnelle à l'optimisme » : « Pour les sociétés comme pour les individus, le goût de l'énergie, source première d'optimisme, est un instinct foncier de rectitude organique. Le pessimisme n'est pas seulement une faute contre nature, c'est une erreur de jugement causée par une déformation. Est le « piché de l'esprit », le seul irrémédiable ! ». Aucune raison d'en faire un péché français.

Tel est aussi l'avis du gouvernement, ajoute le premier ministre. Je vous demande de vous mobiliser au service de la France (...), de tourner résolument le dos aux incertains et aux paranoïques et d'offrir au pays de nouvelles raisons d'espérer, de nouveaux motifs d'optimisme.

Le premier ministre engage la responsabilité du gouvernement en se référant à l'article 49, alinéa 1, de la Constitution.

revanche pour lui-même et de punition pour les autres. Le président du groupe R.P.R. rappelle les propos tenus par M. Mauroy avant les élections municipales à propos de la dévaluation, et souligne : « Comment croire un seul mot de ce que vous affirmez à cette tribune ! ». Après avoir estimé que le premier ministre n'est pas « personnellement, très rigoureux » et l'avoir accusé de « truquer les indices et de maquiller les statistiques », il souligne : « On vous savait irresponsables. On n'imaginait pas à quel point vous alliez jouer de l'irresponsabilité. Vous vous ingérez à rechercher les prétextes. Tout y passe : les États-Unis isolés, les sacrifices tout au culte du dollar, selon votre caricature des Européens égoïstes et arrogants quand ils refusent de vous aider à vous enliser un peu plus avant dans une expérience absurde ; les patrons, toujours rétrogrades et bornés, la crise mondiale, notre industrie vieillissante, l'opposition que vous qualifiez de « factieuse » des qu'elle gagne les élections, enfin vos plus récents bous émouvants : les commerçants.

M. Labbé estime que « par plus qu'un peuple, une politique moderne ne se classe à gauche ou à

## Textes (controversés) de référence

Comme cela était prévisible, l'opposition a eu beau jeu de nourrir ses critiques en rappelant les assurances optimistes prodiguées par le chef du gouvernement avant les élections municipales et démenties aussitôt après. Mais la polémique entraînant parfois certaines déclarations, quelques mises au point ne paraissent pas superflues.

M. Mauroy a-t-il dit un jour, comme le lui reproche l'opposition : « Je ne serai pas l'homme d'une troisième dévaluation » ? Non. Le premier ministre n'a jamais tenu, textuellement, un tel propos, en tout cas pas en public. Court simplement une « rumeur » selon laquelle il l'aurait tenu en privé. En revanche, il est vrai que M. Mauroy avait formellement déclaré avant les élections municipales, l'éventualité d'une troisième dévaluation.

Invité du « Club de la presse » d'Europe 1, le 27 février, M. Mauroy avait répondu à une question évoquant une telle perspective : « S'agissant de la dévaluation, je l'écarte complètement. Il n'est pas question de cela. Le franc, vous le savez, a une parité qui peut être défendue et qui est défendue. Par conséquent, j'écarte cette éventualité.

M. Mauroy a-t-il dit : « Les gros problèmes sont derrière nous » ? Oui, le 16 février, au cours de l'émission « L'heure de vérité » d'Antenne 2. Mais, en la circonstance, le premier ministre avait été victime d'une formulation maladroite. Dès le lendemain, en visite dans les Ardennes, M. Mauroy précisait que, dans son esprit, cette phrase ne signifiait pas : « Les grosses difficultés sont derrière nous ».

Le chef du gouvernement s'en expliquait comme ceci : « L'adaptation de notre politique économique rendue nécessaire par l'absence de reprise à l'été 1982, a été effectuée en juin. C'est ce que je rappelle en disant que la plus dure est faite puisque nous avons accepté tous ensemble de prendre le cap de la rigueur. Était-il possible de faire plus que le blocage des prix et des revenus ? C'était cela le plus dur. Le plus dur, c'était le passage de l'état de grâce à l'état de rigueur.

Depuis le 16 février, M. Mauroy a répété cette explication de texte à plusieurs reprises sans être entendu. Mais il est vrai que le 16 février, à

Antenne 2, le premier ministre avait contribué lui-même à la confusion et ajouté à l'ambiguïté de sa petite phrase en faisant preuve d'un optimisme excessif. Il avait en effet déclaré dans son propos introductif : « Quelques-uns de nos adversaires sont en train de créer un débat, qui est tout à fait un débat imaginaire, qui n'a aucun rapport avec la réalité. J'essaierai de démontrer (...) que finalement les gros problèmes sont derrière nous. C'était au mois de novembre, quand il fallait fixer la politique du gouvernement. Mais la politique du gouvernement est fixée et, actuellement, pratiquement tous les indicateurs de la politique gouvernementale se remettent tranquillement au vert. Si bien qu'il y a un décalage qui n'est pas compréhensible. Mais je fais tout à fait confiance à l'opinion. (...) »

M. Mauroy a-t-il dit, avant le scrutin de mars, que le gouvernement retournait l'hypothèse d'un nouveau plan de rigueur ? Oui. Il l'a fait à plusieurs reprises, au cours de son voyage aux Amériques, en février, en réplique aux remous provoqués par les déclarations du secrétaire général de la C.F.D.T., M. Edmond Maire, le 31 janvier dernier, après un entretien avec le président de la République.

M. Mauroy déclarait, le 5 février, à Fort-de-France (Martinique) : « Il n'y a pas une politique économique pour avant les élections et une politique économique pour après les élections. La veille, à Trinité, dans le même département, M. Mauroy soulignait : « Je mène la politique qui est conforme aux orientations définies par le président de la République. Il n'y a nul plan caché dans je ne sais quel tiroir et qui sortirait au lendemain des élections.

Mais, le 16 février, à Antenne 2, M. Mauroy avait admis implicitement certaines éventuelles inflexions en disant : « Il n'y a aucun plan d'austérité et cette discussion sur l'austérité est une discussion qui ne se pose pas actuellement. (...) Si se pose pas actuellement, (...) si nous devons aller plus loin dans la rigueur, il ne serait pas question d'imposer davantage ceux qui sont les plus démunis, ceux qui sont les plus pauvres, ceux qui ont des revenus moyens. Si on devait aller davantage dans la rigueur, il faudrait nécessairement imposer ceux qui sont les plus riches.

صلى الله عليه وسلم



# LE DÉBAT DE POLITIQUE GÉNÉRALE A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

## « Un effort pour des succès qui ne peuvent pas être immédiats »

(Suite de la page 9.)  
 dique encore : « L'affirmation d'une politique dynamique, même si elle contredit certains partenaires, est un signe de force et non l'aveu d'une faiblesse. La décision américaine récente, qui multiplie par dix les importations de nos produits, est un exemple de mesure de rétorsion, dont il ne faut pas exagérer l'importance, elles seraient de peu de poids par rapport à ce qui serait imposé à notre pays par ses créanciers, si nous ne parvenions pas, d'ici deux ans, à l'équilibre des échanges. » Bref, pour le président de la commission des finances, l'essentiel est « d'économiser ce qui peut l'être sur les importations de biens non indispensables ».

Dans cette stratégie, estime-t-il, l'Etat doit prendre sa part de responsabilité : « Affirmée à travers quelques mesures spectaculaires, cette détermination de l'Etat serait le signe visible pour l'opinion que l'effort qui lui est demandé n'est pas à sens unique et que le redressement extérieur est réellement une entreprise prioritaire pour la nation. Il va de soi que cette détermination doit conditionner la politique qui sera menée vis-à-vis du commerce et de l'industrie dans les mois qui viennent. Les Français ne consomment pas assez de produits français », résume le maire de Bando.

M. Goux déclare ensuite : « Il est nécessaire de faire prendre conscience à nos partenaires, qui ont largement profité de la relance de notre économie, que nous serons obligés de limiter nos importations dans l'excès mesure où ils se refusent à faire redresser leurs économies. C'est dans cette voie que doit être relancée la politique européenne. Cette action commence par la recherche de modifications nécessaires des procédures les plus injustes du fonctionnement communautaire, à commencer par les

montants compensatoires agricoles qui favorisent l'agriculture des pays excédentaires et pénalisent les autres ».

Parlant de l'inflation, le porte-parole du groupe socialiste note que le risque de voir les prix atteindre 9 % ou 10 % en 1983 ne peut être sous-estimé. Or, insiste-t-il, le succès de la politique salariale à l'œuvre depuis la sortie du blocage suppose qu'en fin d'année l'inflation ne soit en aucun cas supérieure à 8 %. Faute de quoi, la course entre les salaires et les prix serait relancée et il deviendrait impossible d'atteindre la prochaine étape, celle où la hausse des prix serait du même ordre que celle de nos principaux partenaires ».

M. Goux se prononce pour un renforcement du contrôle des prix des services, une meilleure surveillance des marges du commerce et un renforcement des sanctions vis-à-vis des contrevenants. Cette désinflation, poursuit-il, doit s'accompagner d'une justice accrue dans la répartition des revenus : « Certaines catégories sociales continuent de bénéficier de rentes de situation ou de moyens de tourner la rigueur. Le plan de rigueur, insiste-t-il, doit apparaître comme « réducteur d'inégalités ». Se félicitant du recours au revenu imposable comme base du prélèvement demandé aux ménages, le député socialiste observe : « Mais cela serait plus acceptable s'il était corrigé de la sous-estimation des revenus non salariaux et si la rigueur était accentuée pour les revenus de la propriété et pour les fortunes ».

En conclusion, M. Goux déclare que le soutien que le groupe socialiste apporte au gouvernement est aujourd'hui empreint « d'une certaine gravité ». Il ajoute : « Il est clair que les mesures présentes sont les éléments d'une politique conjoncturelle limitée dans le temps. Il faut aller plus loin et mettre en œuvre dès aujourd'hui la politique économique dont a besoin

notre pays pour affronter les années qui viennent (...). L'inscription des mesures conjoncturelles et des dépenses budgétaires annuelles dans la perspective pluriannuelle qui est celle du Plan nous semble plus que

## M. MAUROY : la loi punit toutes les déclarations susceptibles de nuire à notre monnaie.

Répondant aux orateurs à propos, notamment, de l'endettement de la France, le premier ministre déclare : « Aucun gouvernement ne fournit le chiffre de son endettement extérieur. Les professionnels - banquiers et agents de change - travaillent depuis toujours avec des approximations ou des recouvrements. Au nom de quel exigence, aujourd'hui, du gouvernement qu'il publie ces chiffres ? »

Répondant à l'affirmation selon laquelle le gouvernement aurait dépensé 65 milliards pendant la campagne précédant les élections municipales pour défendre le franc, M. Mauroy souligne : « Ceux qui propagent de tels chiffres osent, dans le même temps, traiter de menteur le chef du gouvernement ! Je les appelle à plus de retenue et à plus de sang-froid. Ces chiffres, je l'affirme devant la représentation nationale, sont erronés. Ils n'ont aucun rapport avec la réalité des dépenses engagées par la Banque de France durant la période considérée pour défendre notre monnaie face à la spéculation. Je rappelle, enfin, que la loi punit toutes les déclarations susceptibles de nuire à notre monnaie. Il s'agit là d'un sujet qui a toujours nécessité, au fil de toutes les Républiques, une certaine réserve. Cette réserve, nous en avons toujours fait preuve lorsque nous étions dans l'opposition. Je regrette que certains porte-parole de l'opposition d'aujourd'hui croient pouvoir s'affranchir de cette règle. Je les appelle, au nom des intérêts supérieurs du pays, à plus de dignité, à plus de sens civique et, portant, à plus de retenue. »

A propos de la contribution de 1 % destinée à alimenter le fonds de péréquation des régimes sociaux, M. Mauroy indique : « Nous ferons en sorte que les familles modestes faiblement imposées ne soient pas pénalisées par une augmentation trop brutale des sommes qu'elles auront à acquitter. »

Enfin, en réponse à la suggestion de M. Lajoinie concernant l'emprunt Giscard de 1973, M. Mauroy déclare que celle-ci ne peut être retenue, car, précise-t-il, « il en va du crédit de l'Etat ». S'agissant de l'impôt sur les grandes fortunes, le premier ministre précise que le rendement de celui-ci, au titre de 1982, sera de l'ordre de 4,5 milliards de francs. Evoquant les propos tenus par MM. Labbé et Gaudin au sujet de la dévaluation du franc, le maire de Lille indique : « Sortir du système monétaire européen aurait entraîné de fortes dépréciations, ce que M. Giscard d'Estaing a fait en mars 1976. Je rappelle que, dans l'année qui a suivi cette sortie du « serpent », le franc s'est dévalué de 20 % par rapport au mark. »

Répondant, d'autre part, à M. Joux, quant à la capacité de l'économie française à profiter de la reprise mondiale attendue, M. Mauroy souligne : « Ce plan tire sa cohérence de ce que, d'une part, il provoquera la modernisation de la demande intérieure, qui est indispensable au redressement de notre commerce extérieur, et que, d'autre part, du côté de l'offre, la compétitivité des entreprises sera améliorée tant par les effets mécaniques du redressement monétaire que par la décision prise par le gouvernement de ne prendre, dans le plan du 25 mars, aucune mesure qui accroisse les charges sociales, fiscales ou financières des entreprises. Avec une compétitivité améliorée, nos entreprises seront incitées à se lancer dans la bataille de l'exportation, la « bataille de l'avant », dès lors que la demande intérieure sera moins

jamais nécessaire pour que les Français comprennent où ils vont et pour que la mobilisation, indispensable au soutien de l'action du gouvernement, soit vraiment au rendez-vous. »

porteurs. J'ajoute que le soutien budgétaire aux entreprises exportatrices atteindra, en 1983, au moins 15 milliards de francs, notamment sous forme de bonifications d'intérêts. Le gouvernement fonde, en outre, des espoirs dans la création d'une délégation au commerce extérieur, qui aura pour mission d'aider, dans des secteurs à forte pénétration, la reconstitution d'une offre compétitive. »

En conclusion, s'adressant à la majorité, M. Mauroy assure : « Croyez bien que si, non seulement nous rétablissons nos équilibres extérieurs, mais si, surtout, nous parvenons à débarrasser la France de son excès d'inflation, alors les citoyens et les citoyens de ce pays nous pardonneront d'avoir pris deux ans et d'avoir procédé à des redressements monétaires nécessaires. »

Dans les explications de vote, M. Vivien (R.P.R., Val-de-Marne) affirme à plusieurs reprises à



l'adresse du premier ministre : « Vous êtes indignes de notre confiance ! » déclarant : « Vous avez dévalué dans des conditions déshonorantes pour notre pays. » M. Anst (P.C., Nord), après avoir insisté sur la nécessité « de donner la priorité au développement de l'appareil productif national en réduisant les investissements à l'étranger », déclare : « Il est possible de mieux utiliser les atouts que le gouvernement de la gauche a donné à la France. Son groupe votera la confiance, malgré ses réserves et ses inquiétudes ». M. Rossinot (U.D.F., Meurthe-et-Moselle) déclare : « L'austérité d'aujourd'hui n'est que le tribut à payer pour votre incapacité à gérer l'économie de la nation. Après avoir reproché au gouvernement de ne pas avoir prévu d'aide aux entreprises, il conclut : « Nous n'avons pas confiance dans le socialisme à la française allié au communisme international, et ce ne sont pas les mesures de diversion d'hier (l'expulsion des diplomates d'U.R.S.S.), qu'il était grand temps de prendre, qui abuseront l'opinion. » M. Joux, président du groupe socialiste, reconnaît que si son groupe a déjà plusieurs fois manifesté sa confiance au gouvernement, « c'est la première fois qu'il ressent à ce point la nécessité d'unité de la gauche tout entière face à la montée des périls. » Puis il déclare au premier ministre que la « solidarité » des députés socialistes lui est acquise « face aux assauts de la droite revancharde » à cause notamment des grandes réformes législatives déjà accomplies et pour celles qui restent à réaliser.

Le premier ministre ayant engagé la responsabilité du gouvernement sur sa déclaration de politique générale, un vote - par scrutin public à la tribune - a ensuite lieu. La « confiance » est accordée au gouvernement, par 323 voix contre 155.

L.Z. et Th.B.

## AU SÉNAT

### L'opposition réclame un débat

La lecture de la déclaration de politique générale du gouvernement, au Sénat, mercredi après-midi 6 avril, par M. Jacques Delors, ministre de l'économie, des finances et du budget, a été précédée d'un rappel au règlement de M. Fosset (Un. cent., Haute-de-Seine) qui, comme l'avait fait la veille M. Chauvin, président de l'intergroupe sénatorial de l'U.D.F., président du groupe de l'Union centriste devant la conférence des présidents, demandait qu'un débat et un vote soient organisés au Sénat sur cette déclaration. M. Delors s'est contenté d'indiquer qu'il transmettrait cette observation au premier ministre et qu'il est à la disposition des commissions sénatoriales « pour tout dialogue ».

## LES RÉACTIONS

● C.G.T. : nous maintenons nos contrepropositions.

La C.G.T., qui devait tenir une conférence de presse, jeudi 7 avril, en fin de matinée, rappelle qu'elle « souscrit aux grands objectifs définis par le président de la République, mais maintient ses contrepropositions ». La C.G.T., « en désaccord avec les moyens » définis par le gouvernement « veut - plus que jamais - être une organisation indépendante de proposition » et va continuer sa campagne de sensibilisation. Les travailleurs, indique la C.G.T., « doivent s'en mêler et intervenir sur le pouvoir d'achat, les conditions de travail ». Des « modifications » au plan de rigueur « sont encore possibles », estime la C.G.T. Si des solutions conformes aux souhaits cégétistes ne sont pas dégagées, ce sera aux salariés de « trouver des solutions de compensation ».

● C.F.T.C. : Risques d'incohérence et de précipitation. - La C.F.T.C. indique qu'elle a « peu de raisons d'optimisme » à l'issue de la déclaration du premier ministre. En outre, la C.F.T.C. souligne que « la procédure des ordonnances est la voie de la facilité, car elle risque d'entraîner des incohérences dues à la précipitation ».

Pour la confédération, « il se confirme que les mesures annoncées sont dangereuses pour l'emploi et frappent largement les salariés ».

F.O. : On est allé déjà trop loin. - M. André Bergeron estime que le gouvernement doit faire preuve de « prudence » lorsqu'il parle d'« économies » en matière d'assurance-chômage. « Il faut que l'opinion sache, dit-il, que les économies, c'est la réduction des prestations aux chômeurs. » Commentant la déclaration du premier ministre, le secrétaire général de F.O. souligne qu'à cet égard « on est déjà allé trop loin. Il n'est pas possible pour F.O. de consentir davantage ».

M. Bergeron se déclare, en outre, « sceptique » concernant les assurances de M. Pierre Mauroy selon lesquelles l'inflation ne dépassera pas 8 % fin 1983.

● M. MARCHELLI (C.G.C.) : il n'y a pas de grand dessin.

Le député général de la C.G.C., M. Paul Marchelli, a déclaré : « Il n'y a rien de neuf dans le discours de M. Mauroy, qui a prononcé des phrases creuses. Quel est le grand dessin ? Il n'y en a pas. Rien n'est construit. Rien n'est décidé. Il n'y a pas de grand projet industriel. Le discours du premier ministre donne l'impression que nous connaissons une nouvelle étape : pendant vingt-trois mois, le gouvernement a appauvri la France ; maintenant, il commence à appauvrir les Français. La prochaine étape risque d'être la faillite. » M. Marchelli nous a cependant déclaré qu'« un dernier espoir subsistait » avec les entretiens annoncés avec MM. Delors, Fabius et Bérégovoy.

Notant « l'appel grandiloquent de M. Mauroy à l'encadrement », M. Marchelli affirme : « Il y a les discours et la réalité. Or la réalité, c'est à nouveau Citroën, où la maîtrise a été verbalement agressée et empêchée de faire son travail. »

● C.N.P.F. : aucune mesure pour améliorer la compétitivité des entreprises.

« Nous avons demandé au premier ministre que le plan de rigueur soit complété par des mesures de redressement de notre économie, indique le C.N.P.F. dans un communiqué. Nous lui avons proposé des mesures concrètes qui ont déjà fait leurs preuves dans les autres pays industrialisés et qui devraient permettre d'améliorer la compétitivité des entreprises, l'exportation, l'investissement et l'emploi. Nous constatons aujourd'hui qu'aucune mesure n'a été prise dans ce sens. »

Le gouvernement sous-estime la gravité des difficultés que rencontrent les entreprises. Il ne suffit pas d'éviter une nouvelle aggravation de leurs charges pour que notre économie se relance, poursuit le C.N.P.F. Les entreprises françaises attendent aujourd'hui du gouvernement une marque de confiance dans leur capacité à affronter la compétition mondiale et les moyens nécessaires pour redresser leur situation. Elles ne les ont pas obtenus. »

● P.M.E. : déception.

La Confédération générale des petites et moyennes entreprises (C.G.P.M.E.) se déclare « déçue par les propositions du premier ministre qui n'apportent rien et qui ne pourront concrètement résoudre les difficultés actuelles des P.M.E. (...) L'appel au dynamisme des entrepreneurs ne sera entendu, déclare le syndicat, que si le gouvernement donne aux entreprises les moyens de reconstruire leurs marges et leurs capacités d'autofinancement. C'est à cette condition que pourra s'effectuer la reprise économique dans un climat de confiance qui fait défaut aujourd'hui ». La C.G.P.M.E. rappelle enfin que seule la réduction significative et urgente des charges de toute nature pesant sur les entreprises leur permettra de participer au redressement de notre économie et de justifier l'optimisme du premier ministre, à ce jour prématuré. »

● S.N.P.M.I. : économe et inquiet.

« Une fois encore, il serait plus sain de préserver et de consolider les entreprises existantes qui restent le moteur de notre économie, que de spéculer sur d'hypothétiques créations d'entreprises », déclare le Syndicat national du patronat moderne indépendant. Le S.N.P.M.I. s'étonne que le chef du gouvernement décrète la création de dix mille entreprises, et s'inquiète devant cette volonté d'« assister, dès le départ, les entreprises, ce qui est la négation de tout esprit de libre entreprise ».

## Un débat différé

(Suite de la première page.)

C'est, en effet, M. Louis Vianet, membre du bureau politique du P.C.F., qui, s'exprimant, il est vrai, en tant que membre du secrétariat confédéral de la C.G.T., écrivait le 5 avril, dans l'Humanité : « Tout n'est certes pas mauvais dans les mesures décidées, et la démarche de la gauche, mais c'est l'ensemble qui n'est pas bon. Des délégués de la C.G.T. se réunissent pour le groupe communiste de l'Assemblée nationale, mercredi, des dizaines de milliers de signatures, au bas de pétitions demandant que les projets du gouvernement soient, pour reprendre la formule de M. Vianet, « sérieusement améliorés et rectifiés ». Les députés communistes seraient dans une situation peu confortable, s'ils devaient consentir à ce que leur fût retirée la possibilité d'exprimer ces revendications dans le débat parlementaire. »

Déjà, au cours de leur réunion, le 5 avril, les membres du groupe communiste n'avaient pas caché leur pessimisme devant les conséquences, pour leur parti, du soutien qu'il apporte au plan gouvernemental. Comme la plupart des communistes, les députés percevaient ces mesures comme appartenant au registre de l'austérité, réduisant à plusieurs reprises par les dirigeants du parti, comme étant celui de la droite et ne pouvant en aucun cas être un recours pour la gauche. Des voix s'élevaient même dans le même sens au sein du parti socialiste, le P.C.F., qui, dans un premier temps, avait paru vouloir fermer les yeux sur cette contradiction, a décidé de les ouvrir.

La démarche adoptée par le P.C.F. est, toutefois, une démarche d'attente. Tandis que les militants

sont invités à débattre de la situation du parti, sur la base d'une déclaration du bureau politique qui met en cause des « insuffisances » dans la compréhension et l'application de la ligne définie au congrès de février 1982 ; tandis que des critiques se font jour au sein de l'appareil (le Monde du 7 avril), la direction du parti s'emploie à différer ce qui serait un véritable débat sur l'engagement des communistes dans la majorité et au gouvernement, en concentrant l'attention sur la discussion d'aspects ponctuels de la politique suivie.

Ce comportement semble compris du côté du pouvoir, puisque, dès mercredi, à la demande du président de la République, le premier ministre a annoncé une modulation des dispositions fiscales de son plan. Au-delà de ce qui peut être présenté par les communistes comme une concession à leur point de vue, le discours de M. Mauroy devant l'Assemblée comportait plusieurs passages, sur la nécessité d'une reconquête industrielle notamment, qui correspondent à l'analyse économique développée par le P.C.F.

Dans ce contexte, M. Georges Marchais, interrogé à Athènes sur la possibilité d'une mise en cause de la participation communiste au gouvernement, après l'expulsion de France de quarante-sept diplomates et résidents soviétiques, pouvait aisément qualifier cette question d'« absurde ». Certains communistes se demandent s'il n'était pas tout aussi absurde d'y répondre et de paraître ainsi admettre, si peu que ce soit, que la politique du P.C.F. pouvait être influencée par les péripéties des relations franco-soviétiques.

PATRICK JARREAU.

## Un serpent de mer : la réforme du financement de la Sécurité sociale

Véritable serpent de mer, la réforme du financement des régimes de sécurité sociale figure, depuis des années, dans les programmes des partis, les projets des gouvernements, et même dans des lois. Dès le début du septennat de M. Giscard d'Estaing, promesse avait été faite de modifier le système de contribution afin d'alléger les charges des entreprises de main-d'œuvre.

Lors du vote des lois sur la « compensation démographique », promesse avait été faite à nouveau de présenter une réforme, qui n'a jamais vu le jour. Avec l'arrivée des socialistes au pouvoir, les mêmes engagements sont pris. En 1981, l'Elysée promet la réforme pour 1982 et, en janvier 1982, le président de la République renouvelle sa promesse. Des études sont entreprises.

Le premier ministre et le ministre des affaires sociales indiquent ensuite que les cotisations

patronales au régime des prestations familiales seront progressivement annulées et remplacées par un recours à la fiscalité. Avant les élections municipales, on laissait entendre à Maignon qu'un projet de loi devrait être déposé dès ce printemps. Aucune décision n'était encore prise sur la formule de financement, mais une contribution sur les revenus avait la faveur des conseillers de M. Mauroy.

L'incertitude demeure sur les modalités et la date d'application. En raison des promesses faites par le gouvernement d'alléger les charges des entreprises, et des répercussions économiques favorables qu'aurait une telle réforme dans le contexte actuel, il est surprenant de voir les pouvoirs publics tergiverser. La décision de légiférer par ordonnances permettra-t-elle d'accélérer la procédure ? Ici encore le doute subsiste. - J.-P.D.

## Les modulations apportées au plan de rigueur

Dans ses réponses aux questions des députés, et notamment de M. Lajoinie, le premier ministre a précisé, mercredi soir 6 avril, quelle sera la portée des modulations que le gouvernement apportera au dispositif adopté le 25 mars, dont l'application interviendra par voie d'ordonnances.

M. Mauroy a souligné que « près de 70 % des familles françaises disposant des ressources les plus modestes, celles qui ne perçoivent, toutes ensemble, que 42 % du total des revenus, ne seront pas concernées par l'emprunt obligatoire ». Cet emprunt ne sera pas obligatoire « pour les salariés célibataires ayant perçu moins de 51 600 F en 1981 (environ 58 000 F en 1982 ou 4 850 F de ressources mensuelles). Ce plafond s'élève à 75 630 F pour les ménages sans enfants (environ 83 400 F en 1982 ou 7 120 F de ressources mensuelles). Ce plafond est de 96 111 F en 1981 pour les ménages de salariés avec deux enfants (environ 108 500 F en 1982 ou 9 000 F de ressources mensuelles) ». En outre, « les contribuables qui auront subi une diminution exceptionnelle de revenus, du fait d'un changement d'activité, pourront bénéficier de dispositions particulières. Tel sera le cas pour les chômeurs et les retraités ».

D'autre part, le prélèvement de 1 % sur les revenus imposables de 1983 ne concerne que sept millions de foyers (fiscaux non imposables au titre de l'impôt sur le revenu. Il ne concerne pas non plus, a indiqué M. Mauroy, « l'ensemble des foyers composés de personnes âgées titulaires du minimum vieillesse qui ne paieront pas la cotisation due au ti-

tre du fonds de péréquation, de même qu'un grand nombre de familles modestes d'agriculteurs, d'artisans et de petits commerçants qui l'évaluation forfaitaire de leur bénéfice fiscal rend non imposables, compte tenu de leurs charges de famille ».

Le premier ministre a ajouté : « Nous ferons en sorte que les familles modestes faiblement imposées ne soient pas pénalisées par une augmentation trop brutale des sommes qu'elles auront à acquitter. »

A l'issue du conseil des ministres le porte-parole du gouvernement, M. Max Gallo, avait déclaré que, à la demande du président de la République, les ordonnances relatives à l'emprunt obligatoire et de prélèvement de 1 % tiendront compte des situations exceptionnelles, notamment du cas des contribuables dont les revenus ont fortement diminué, soit du fait du chômage total ou partiel, soit du fait de départ en retraite anticipée ou préretraite. Le chef de l'Etat a également demandé au gouvernement de tenir compte du nombre d'enfants par famille (nos dernières éditions du 7 avril).

M. Max Gallo, après avoir confirmé le recours à la procédure constitutionnelle des ordonnances, avait également précisé que ces ordonnances concernaient l'émission d'un emprunt obligatoire remboursable, l'institution d'une contribution sur les revenus au profit des régimes de sécurité sociale, la modification du tarif de la taxe intérieure sur les produits pétroliers et des dispositions relatives à la cotisation sur le tabac.

TELEX PARTAGE  
 ETRAVE SERVICE TELEX / PARIS 345 2162

سكنا من الأصل

# Profitez plus de vos devises.

## Antilles Françaises

Boucaniers  
Caravelle  
Fort Royal

## Polynésie Française

Bora Bora  
Moorea

## Nouvelle Calédonie

Château Royal

## Réunion

Le Lagon

## France

Chamonix  
Tignes  
Cargèse  
Gaillon  
Pompadour  
San Ambrogio  
Monetier  
Santa Giulia  
Les Restanques  
Vittel

## Côte d'Ivoire

Assinie

## Sénégal

Les Almadies  
Cap Skirring

## \*Maeva - Location

## Bulgarie

Roussalka

## Espagne

Cadaques

## Grèce

Aighion  
Corfou Ipsos

## Israël

Arziv

## Italie

Cefalu  
Caprera  
Donoratico

## Maroc

Al Hoceima

## Roumanie

Thalassa

## Tunisie

Korba  
Djerba la Fidèle

## Yougoslavie

Sveti Marko  
Pakostane

## Espagne

Porto Petro  
Don Miguel  
Puerto Maria

## Grèce

Gregolimano  
Kos  
Corfou Helios

## Italie

Kamarina  
Otrante  
Santa Teresa

## Maroc

Marrakech  
Agadir  
Malabata  
Yasmina  
Ouarzazate  
Smir

## Suisse

Zinal  
Valbella  
Wengen

## Tunisie

Skanes  
Djerba La Douce

## Turquie

Kusadasi  
Foca  
Kemer

## Bahamas

Eleuthera  
Paradise

## Egypte

Hurgada  
Le Caire  
Louxor

## Haïti

Magic Haïti

## Israël

Les Coraux

## Maldives

Farukolufushi

## Maurice

La Pointe Aux Canonnières

## Mexique

Cancun  
Ixtapa  
Playa Blanca

## Saint-Domingue

Punta Cana

## Suisse

Saint Moritz  
Villars

**= 0F**  
en devises  
par semaine.

**= 600F**  
en devises  
par semaine.

**= 800F**  
en devises  
par semaine.

**= 1000F**  
en devises  
par semaine.

Pour vos vacances, grâce à l'organisation et à la structure unique du Club Méditerranée vous avez besoin **peu** de devises. Ainsi pour un séjour d'une semaine dans un village de vacances votre carnet d'allocation-devises ne sera débité que pour un montant limité **600 francs** - 800 francs - 1000 francs selon les destinations dans les villages hors de la **zone** franc et de 50% de ces montants pour les enfants de moins de 10 ans. Les vacances comme au Club c'est inabordable sauf au Club. Le Club à Paris: 296.10.00 90, Champs-Élysées-106, rue de Rennes - Place de la Bourse, 75083 Cedex 02-Orly Ouest Hall 2. Téléphones **province**: Nord: (20) 55.35.45 - Est: (80) 30.72.32 - Ouest: (41) 87.22.55 - Sud-Est: (90) 66.50.50 -

Sud-Ouest: (56) 81.28.30 - A Bruxelles: (2) 513.94.22 - A Genève: (22) 28.11.44. Les agences **en** Province: Havas Voyages - Agence Touristique de l'Ouest - Dernières Nouvelles d'Alsace - Est Voyages - l'Indépendant Voyages - Républicain Lorrain - Sud-Ouest Voyages - Voyage Conseil - Voyage Dépêche - Voyage N° 1.

\*Maeva - Location propose en France 56 résidences de vacances Club Méditerranée et Uoring - 745.17.21.

## Club Méditerranée.

## Double escamotage

*(Suite de la première page.)*

(Publicité)

**350, rue Saint-Honoré, 75001 PARIS**

**Lisez**  
Le Monde DES  
**PHILATÉLISTES**

**PAUL FARRA**

**RECTIFICATIF.** — Une erreur de titre de l'information que nous avons publiée dans le *Journal* du 7 avril, 1961, nous a fait attribuer à M. Jean-Claude Gaudin la référence à la politique de Pierre Laval qui avait été faite, comme nous l'indiquions dans le texte, par Edmond Alphandery.







## au fil des lectures

### Poésie

#### PATRICE REPUSSEAU, LE MISANTHROPE NONCHALANT

Patrice Repousseau est un personnage bien étrange. Ce misanthrope nonchalant a le bon goût de choisir la plupart de ses amis au hasard des rayons poussiéreux des bouquinistes. Il s'est ainsi bâti une déception et se compose des amitiés dignes de son imagination.

Délecteur amateur à ses heures perdues, il poursuit l'ombre d'André Breton pendant près de quinze ans. Il superpose de la revue *Non-Lieu* (1) fut l'aboutissement de cette quête infernale.

Ombre portée, qu'il nous donne à lire, aujourd'hui, rassemblée « des brèves de monsieur qui annoncent la chute ». Le poète et combat son envie de sauter en marche d'un monde qu'il juge trop réel. Pour mieux déjouer « la rigueur mensongère de l'homme », il célèbre la femme et les voyages dans des poèmes où l'humour sert à « digérer la vie ». Le lecteur d'un poème manuscrit de Benjamin Fondane s'inspire à Patrice Repousseau son texte le plus tendre. Il retrouve, chez l'écrivain gascon à Auchwitz, l'homme à « l'œil enroulé de l'homme ».

PIERRE BRACHLINE

(1) *Non-Lieu* n° 5/6.

#### LE CHANT YIDDISH DE DORA TEITELBOIM

Dora Teitelboim, qui vit plusieurs mois de l'année en France, est la plus marquante des représentantes de la poésie yiddish aujourd'hui. Cette langue, longtemps considérée comme un simple patois, est devenue, dans les pays latins, en Pologne ou en Allemagne, une véritable langue, quarante ans après la fin de l'horreur nazie, une compétition particulière, l'état d'Israël ne lui étant pas favorable. Il faut donc considérer l'inspiration de Dora Teitelboim comme une double « nationalité » : celle d'un peuple opprimé et celle d'une langue appelée sans doute à se raviver, sinon à disparaître.

Avant les *Chefs de miracle*, Dora Teitelboim avait publié, en traduction française, trois recueils de poèmes yiddish et poétiques, en particulier *Le vent me parle yiddish* ; elle chantait l'état d'Israël de la plume, avec des accents vifs et vibrants. Le livre qu'elle vient de faire paraître est plus intéressant, comme si les causes méritant souvent une plus longue et plus profonde réflexion. Ce sont des témoignages de la même souffrance, avec une méthode plus directe et dévouée. Cette évolution est heureuse car elle écarte le discours trop engagé, au profit d'une pensée délicate et tendre.

NUTTS

Nuits : *Jeunesse en longues robes* / *sur la cheminée de ma mémoire*, venues aux pas du recueillement derrière le cercueil. / *Avec elles mon poème yiddish*. / *Les bêtises*. / *Dans les cieux navigue la lune* : / *fondante dorée* / *de la lune* : *les yeux des voyes*. / *Moi*, / *partout « bêtise »*, / *partout « étrange »*.

ALAIN BOSQUET

\* *Les Cils du mirage*, de Dora Teitelboim. Traduction de Raimond Paskovitch. Nouvelles Éditions Lattès. 118 pages, 45 F.

• LES LIVRES ET LES TEXTES QUI FONT L'ACTUALITÉ THÉORIQUE ne trouvent pas toujours le relais dont ils ont besoin plus que d'autres. Pour en débiter, un groupe d'intellectuels de différentes disciplines organisés, à 18 h 30, un « cabinet de lecture » à la salle d'actualité de la Bibliothèque publique d'information du Centre Pompidou. Voici le calendrier des prochaines réunions : 20 avril : *Science et style*, Michel Deguy (présenté par Christine Rosch-Chénou) et Jean-Marie Vincent ; 18 mai : *Shakespeare, la scène au présent* (présenté par Françoise Gaillard et Nicole Lécuyer) ; 8 juin : le carnet et la pensée (présenté par Dominique Lacout et Alain Fouchère).

### Entretiens

#### MICHEL BUTOR OU LE PLAISIR DES MOTS

« Lorsque nous aurons appris à distinguer mieux, autour, notre langage abordera des régions de raffinement dont même les anciens classiques chinois ou japonais ne pouvaient donner l'idée. »

Michel Butor, qui a révolutionné le langage, pour faire bouger les choses. Et, aussi, à l'élucidation du dialogue. Deux livres d'entretiens : « un genre littéraire très ancien et très important », note Michel Butor — en témoignage.

Résistances, qui recueille des conversations avec Michel Butor, est un labyrinthe de définitions, de liens de points de repère, de signes de connaissance avec les « amys », Monique, Mallarmé, les peintres, ou Jean-Jacques Rousseau. Butor et Lacan jouent à la balle, attentifs à la surprise qui les attend peut-être, sûrement, au détour d'un mot.

Le *Voyage avec Michel Butor*, de Madeleine Sautsch, est plutôt une plongée dans les livres de l'écrivain, une ébauche de portrait. « Un voyage de la mouche », propose Butor. Comme dans *Résistances*, il revient sur les valeurs d'enfance, la clé peut-être de ce goût qu'il a des trésors enfouis, des grottes dont il faut découvrir la sténose, des codes secrets, une passion qui le rapproche de Roland Barthes, à qui il fait aussi penser quand il raconte le plaisir de la lecture.

Quelque chose de l'enfance : le plaisir de nommer, le goût d'inventer des mots et des histoires à deux, ou à plusieurs. Le goût de croire que, pour un mot magique, « des pans de mer soudain sont ébranlés, découvrant des horizons tout neufs ».

Les contes des *Fenêtres sur le passage intérieur*, un volume livre à l'heure de collage de Jiri Kolar, sont des histoires merveilleuses et terribles, pleines de labeurs, d'apocalypse, d'apocalypse, « une prison-chien. Toujours l'enfance ».

GENEVIEVE BEISAC

\* *RÉSISTANCES*, Conversations de Michel Butor et Michel Lacan. Éditions P.U.F., 222 p., 95 F.

\* *VOYAGE AVEC MICHEL BUTOR*, de Madeleine Sautsch. Éditions *Page d'homme*, 222 p., 78 F.

\* *FENÊTRES SUR LE PASSAGE INTÉRIEUR*, de Michel Butor et Jiri Kolar. Éditions *Le Livre de Poésie* (Rue de la Chapelle, 88), 60 p., 100 F.

### Romans

#### LES AVENTURES D'UN BAGNARD ESPION

« Que restait-il, au milieu de cinq ans de prison, de mon talent tant vanté ? Quels effets dévastateurs la captivité avait-elle pu produire sur mes terminaisons nerveuses, sur mon sens du toucher, sur mon ouïe ? » Baptiste Travail du bagne, inventé d'une mission secrète et nationale par le minuscule capitaine Renaud, espion anémique et nerveux qui, en 1918, avec les cellules de leurs passions respectives, trois personnages baroques s'illuminent l'Europe en quête d'un confort allemand d'où il faut extraire de précieux renseignements dans tous les bons romans d'aventures, la tâche est simple, mais ce sont les péripéties qui comptent. Alexis Lecaye, l'auteur de *La Voyante*, *Le Bagnard* et *L'Espion* n'a pas voulu le rebondissement romanesque : à chaque interruption d'habitués aux projets campés avec humour et tendresse.

Baptiste Travail est nettement parent d'Alain. Anarchiste, cambrioleur talentueux, sentimental, rancunier et philosophe, grand lecteur de Dantès, il aime, dans ses expéditions, la voyante en parlant. Égyptienne, coléreuse, ruse, sa permanence d'un matériel hétéroclite, ses chances de divination irrégulières. Ils font un couple qui, dans la nature, les complètent, comme l'esprit calculateur et capotant.

La grande guerre est évidemment très loin des aventures de ce trio. On est à des années-lumière de l'époque, que *Le Bagnard*, d'Alain Spoff dans le *Pantheon* (1), se récite inoubliable de la condamnation à mort d'un soldat dans un univers de boue, de merde, de brutalité, d'ajustement de la terreur. *Le Bagnard* était un témoignage, un récit, un très beau livre, pénétré d'horreur. *La Voyante*, *Le Bagnard* et *L'Espion*, c'est, puisé aux mêmes sources, la fuite dans le monde et les délices de l'imagination.

G. B.

(1) *Le Pantheon*, d'Alain Spoff. Éditions J.-C. Lattès, 381 p., 95 F.

\* *LA VOYANTE, LE BAGNARD ET L'ESPION*, Alexis Lecaye. Éditions Fayard, 389 p., 64 F.

### Histoire littéraire

#### SURRÉALISME ET ANARCHIE

D'octobre 1911 à janvier 1933, André Breton et ses amis donnèrent des « billets surréalistes » au *Libertaire*, le journal de la Fédération anarchiste. Ceux-ci, au nombre de trente et un, furent écrits par Breton, Pétit, Goldfayn, Schuster, Legrand, etc. Pierre, qui en rédigea un, Fougeron, « peintre aligné », a réuni, dans une préface, il évoque la marche du groupe, parti de la « révolution anarchiste », P.C.F. en 1927, proche de Trotsky, revenant à l'anarchie.

Lancé une « offensive généralisée contre le rationalisme borné », les surréalistes à l'écart des milieux révolutionnaires ont été rénovés la langue de Schuster, dans un appel « Révolte finale », qui libère l'explorateur, c'est Freud, Lichtenberg, Goldfayn, prise l'avisement d'un merveilleux, qui va « bonjour radicalisme », ce qu'on appelle « Pétit, par un monde du Dictionnaire des poètes, dénonce la poésie engagée, soumise à des fins immédiates ».

La rupture se précipite, les trois violents d'Ado Kyrou, vi- « l'homme révolté » Camus : « Mais ce n'est pas parce que Camus viole » « révolte » que « révolte lui appartient. La révolte c'est nous, la révolte ne souffre pas des impurs ». En démolissant, c'est déviant chez les anarchistes, les surréalistes mentaient fin il « reviens » qui méritait d'être déviant, à l'alignement, leur haine indélébile à la « trinité » *État-travail-rédigion*.

R. S.

\* *SURRÉALISME ET ANARCHIE*, de Jean-Pierre Martin. Éditions P.U.F., 245 pages, 65 F.

### Histoire

#### ARTHUR, LE VAINQUEUR DES ANGLAIS

De 1436 à 1735, Paris a été sa libération, chaque fois qu'un homme a été hors de la capitale. Puis ce fut l'oubli, et l'on oublie de même le principal artisan de la victoire, le comble de Richemont qu'ignoraient nombre de manuels d'histoire. Jean-Paul Etcheverry rend le jour'hui justice à un homme dont la droiture et la confiance faisaient le meilleur auxiliaire de Charles VII : celui-ci, meilleur roi que ne le fut l'ennemi, pourant le tort de faire passer l'antipathie personnelle pour la raison d'un État qui, enfin, se constituait.

Richemont, second fils du duc de Bretagne Jean IV, petit-fils du duc de la Mauvais, est d'abord comte de Richmond, un du Yorkisme ; sa mère épousa IV d'Angleterre en secondes noces, et lui-même, plus tard, devint le mari très aimant de Marguerite de Bourgogne. Tout, donc, aurait orienté Arthur de Richemont vers l'ennemi anglais.

Le fils qui le mérita aux de la Focelle, à Parthenay, et de là, à la place de la Mauvais, d'où il mena sur pied ce qu'on peut appeler première armée nationale, plein de Rigoureux, hautain, l'homme poursuit opiniâtrement le renouveau en ordre de pays ; il a le tort d'expédition d'outrage, parfois sa charge pour aller droit au but : les rois n'aiment pas cela.

G. GUITARD-AUVISTE

\* *ARTHUR DE RICHEMONT LE JUSTICIER*, de Jean-Paul Etcheverry : 265 p., 65 F., Éditions France-Empire.

• L'ACADÉMIE DU LANGUE-DOC organise son huitième Grand Prix Littéraire. Pour y participer, les candidats doivent être « natifs de Languedoc ou posséder des attaches familiales ou professionnelles » et déposer leurs œuvres — romans ou pièces de théâtre ou prose ou vers, édités depuis moins de dix ans, en sept exemplaires, avant le 15 mai, chez M. Maurice Vague, 15, rue Bure, 75018 Paris.

## JACQUES GODECHOT LA GRANDE NATION L'expansion révolutionnaire de la France dans le monde, de 1789 à 1799

« Un ouvrage important » *Le Monde*  
« Un grand classique — et un modèle d'intelligence et de clarté » *Quotidien de Paris*

JEAN CAZEMAJOU • JEAN-PIERRE MARTIN

## LA CRISE DU MELTING-POT Ethnicité et identité aux États-Unis, de Kennedy à Reagan

De la politique à la littérature, de l'enseignement au feuilleton télévisé, la résurgence de l'identité ethnique annonce-t-elle fin du « rêve américain » ?

Nouvelle édition augmentée

GISELA PANKOW

## STRUCTURE FAMILIALE ET PSYCHOSE

« Un livre important, soutenu à la fois par la passion et la rigueur scientifique » *Milieu Maggiori*

AUBIER

LE 3e TOME  
VIENT DE PARAÎTRE

«...prenantes à lire et à relire sur un Moyen Âge qui, à leur lumière, perd de son obscurité...»

«...ne sera désormais plus possible de la civilisation sans se référer à cet ouvrage...»  
Alain-Gérard Slama (Like)

LE MOYEN ÂGE

Trois splendides volumes, illustrés en couleurs en un seul, chacun 275 F. Les trois volumes ensemble : 780 F

Renseignements chez votre libraire, ou à défaut en adressant votre carte de visite avec la mention « Documentation Moyen Âge » à  
**ARMAND COLIN**  
109, boulevard Saint-Michel, 75005 Paris

## GANDHI LE LIVRE DU FILM



Une biographie par Gerald Gold du New York Times

Postface et documentation photographique (très nombreux clichés d'époque et images du film) de Richard Attenborough metteur en scène de «GANDHI»  
PRESSES DE LA CITE



PASSION

**E**n 1819, Stendhal, abandonné par une Milanaise, Visconti, se trouvait au désespoir. Il voulait se délivrer de sa mélancolie dans une œuvre de fiction qu'il intitula *Roman*. Mais il ne poursuivit pas ce texte, redoutant que le public n'y reconnût les traits de Métilde. C'est alors que Stendhal pensa donner à sa confession la forme d'un traité assez général pour n'être pas indiscret. Il écrivit *De l'amour*. Quatre femmes, romancières et journalistes - Seda, Joanne Esner, Jacqueline Demornex et Laurence Cossé - ont retracé l'essai, qui recèle tant de charme. Elles livrent leurs impressions et leurs réflexions.

## En relisant « De l'amour »

### Vingt ans après

**I**l y a vingt ans, jeune fille aux mouvements désordonnés, découvrant *De l'amour*, je me suis précipitée sur le livre de cuisine. Il existait donc un mode d'emploi des émois. De même que pour l'alchimie des pâtes : 1) levée, 2) sablée, 3) feuilletée, 4) à chaud, « il y a quatre manières différentes » : 1) l'amour-passion, 2) l'amour-gout, 3) l'amour physi-

que, 4) l'amour de vanité. Les étapes sont énumérées : 1) l'admiration, 2) quel plaisir ! 3) l'espérance, 4) l'amour est né, 5) première cristallisation, 6) le doute naît, 7) seconde cristallisation : 1) mélanger, 2) pétrir, 3) voir lever, 4) faire retomber, 5) laisser remonter, 6) enfourner, 7) c'est cuit. Si Stendhal affirmait, l'amour n'était

donc cette inespérée, incommensurable, injouable, mais chose précise, qui s'éprouvait. A vous de jouer : un four trop chaud et l'on s'écroule ; un four trop froid et l'on s'ennuie ; un four à la perfection et l'on s'élève. De la religieuse au chausson, de la charlotte à la galette, de la mille-feuille à la profiterole, le monde serait à moi.

On ne se battait plus en duel, mais Stendhal jouait l'âme à la Turque. J'avais senti que l'inquiétude de son âge et une soif d'aimer - prudemment, je me suis plus tard de m'identifier à Métilde ou Milady, et en lisant *De l'amour*, j'ai d'Arnaut j'ai d'Arnaut l'écriture : engagement, attaque, parade, décapement. La vie serait belle.

### Happy end pour happy few



L'habitude de la passion - la passion. L'inquiétude la fait revivre. L'émotion savait que Salviati l'aimait au-delà du possible. Mais les manifestations maladives de l'émotion l'ont irritée. De mauvaises langues l'ont éloignée de Salviati. Elle refuse les billets qu'il lui fait porter et lui demande d'espérer. Visites, elle ne se voit plus que deux fois par mois. Or, le mois dernier, il n'est pas venu. Elle pense qu'il souffrait et s'en inquiète peu. Ce mois-ci, plus, elle l'a vu. Par hasard elle apprend que Salviati est à la ville. Elle se précipite à son hôtel. Elle se voit. Ne l'aime-t-il plus ? Aimait-il elle ? Ces pensées l'agacent. Lorsque elle le voit, elle veut vérifier par ses yeux qu'elle a gardé quelque pouvoir sur lui. Mais l'indulgence assidue qu'il lui oppose - jalousie triviale - pense-t-elle - bords d'elle. Elle a le loisir

de que la bonne humeur d'un être qu'on aime au désespoir bien plus insupportable que le désespoir d'un homme qui laisse la glace. Elle regrette le Salviati à la triste figure qu'elle a repoussé si longtemps. La figure de cet homme heureux d'un bonheur qui ne lui doit rien, pense-t-elle, l'instant. Elle a perdu le pouvoir de le faire souffrir.

Quand on n'a plus d'espoir, il faut avoir style. Pour rendre la face. Métilde-Léonore fuit l'Italie. Stendhal-Salviati retrouve l'étranger, il se débarrasse de la fausse indifférence, peut enfin la danser dans les bras. Inévitablement ? Sûrement : n'aurait pu, ni voulu, recourir à pareille tactique. Et d'une certaine façon, mieux : si Métilde avait aimé Stendhal, celui-ci n'aurait jamais pensé à écrire *De l'amour*.

JACQUELINE DEMORNEX.

### Sous la contrainte du désespoir

**O**u aime. On est égaré. Le plus dur est qu'on n'est pas bête.

On se jette sur le papier. On désespère. C'est comme les larmes, ça ne résout rien, ça ne console pas, mais ça calme, ça épuise et à la fin on va tomber endormi. Le temps qu'on écrit, on n'a plus mal, puisqu'on raisonne de qui meurt. Car c'est cela, surtout : on se cabre, désespérément on retient ce qui désespère. On sait bien que tout est perdu. Ça ne se peut pas. On sauve quelque chose de la ruine. Cette histoire ne sera pas pur ravage.

C'est là que le désespoir montre son ouvrage. On ne sait pas écrire la passion.

On consigne, en vrai, vite, pour mémoire. A la relecture on déchiffre. « Je ne suis, comme dit Stendhal, que le vide et le néant ; je n'ai jamais senti plus péniblement le manque de talent ».

Et puis, vulgariser ce qu'on a de plus cher !... Imprimer son cœur et le vendre au public pour six francs... (1).

On a une idée. On va transcrire. On prend une page blanche et on écrit : « Roman ». On est le 4 novembre 1819.

Au bout de quatre heures on s'arrête. La fiction est encore plus déplacée que la relation.

C'est alors que Stendhal a le coup de génie (« day of genius ») : la lettre. Mais la lettre absolue, le traité. Ça m'est arrivé comme il des milliers d'autres. Génie, oui. Car il y a une formidable efficacité romanesque de l'extrême détachement formel. A chaque sentence on se dit : l'auteur sait de quel il parle.

Ainsi les pages sur l'amoureux trahi. « On s'embourbe pour des raisonnements qu'on est obligé de couper court, à cause de leur ridicule (...). On se sent porté comme un manège, on a la sensation d'avoir deux âmes : l'une pour faire et l'autre pour blâmer ce qu'on fait... » Quel « je » est si pathétique ?

Derrière cette option stoïque, les affections, comme involontaires, à l'histoire vraie prennent une force poignante. La simple évocation du trouble de « l'homme qui a éprouvé le battement de cœur que donne de loin le chapeau de sa blonde de ce qu'il aime » touche plus que ne l'auraient fait dix pages sur la coiffure de Métilde et l'inoubliable après-midi.

LAURENCE COSSÉ.

(1) *De l'amour*, préface de 1826.

Vingt ans après *De l'amour*, deux ans après Stendhal écrivait *Les Privileges*. Vau de l'article 20 des *Privileges* : « Le privilégié ne peut jamais plus malheureux qu'il ne l'a été du premier jour au premier avril 1840... » Vers la même époque, il écrit son journal : « Froid la nuit... Malade d'ennui et je vois tout en noir... Les caresses se débâtent... Tout est en vain... Toutes les femmes laides... Beaucoup de choses à changer dans les descriptions. Faire trois volumes... Stendhal relit et corrige la *Char-* »

Vingt ans après, l'auteur comme en la lecture ayant perdu l'appétit du réel, si le goût des descriptions disparaît, ne subsiste que, d'autant plus violente, la tentation de cet autre jeu : « L'art est, à partir de l'échec de l'amour, une tentative pour créer un monde dans lequel nous puissions vivre... Ce miroir Métilde qui nous permet de voir et de célébrer ce qui est totale-ment insupportable (1) ».

SÉDA.

(1) John McGahern : *Ligne de fond*, Maspéro de France.

### Une lettre à Métilde

Métilde, l'inspiratrice de *De l'amour*, qu'Henri-Beyte appelait Métilde, est morte le 1<sup>er</sup> mai 1826. Joanne Esner a imaginé la lettre que Stendhal aurait pu écrire, en apprenant sa disparition.

**A**UJOURD'HUI, que je vous salue au fond des limbes. Métilde, je puis vous avouer la vérité sur *De l'amour*. J'ai écrit ce livre pour décrire votre indifférence, vous empêcher de connaître. Connaissant maintenant, je l'ai écrit de façon qu'il vous stagne, y mettant de la froideur puisque vous me préférez de l'analyse puisque vous semblez apprécier en moi le fouilleur de sentiments, de la raison, enfin, puisque vous me vouliez rassurable.

Je l'ai écrit pour vous montrer que j'avais entendu votre leçon : l'âme soumise aux désordres de la passion est une âme sans grandeur. Chaque page de ce volume a été arrachée à la révolte que je ressentais de vous perdre.

Pour mener à son terme cette entreprise, tous les jours, en me mettant à ma table de travail, j'ai imaginé le moment où cet ouvrage allait vous parvenir.

Que j'ai aimé mon malheur, Métilde, lorsque j'ai pu me figurer qu'un exemplaire de mon livre allait pénétrer dans votre chambre, posé par quelque dame de compagnie sur une lingeuse ou sous une table, par votre corps ! Combien j'ai chéri la tâche surhumaine que je m'étais

assignée, quand je parvenais à vous voir, en rêve, vos prunelles noires inquiètes, le geste haïssin de votre menton, vos mains effleurant ces pages avec négligence, et s'immobilisant, alertées par un mot, une phrase qui menaient à révéler mon amour pour vous ! J'ai suivi des yeux la courbe de votre taille, vos yeux perçants sur ce texte indigne ; il me semblait presque percevoir la moiteur de votre gorge, lorsque vous craigniez qu'une femme de chambre ou vos enfants ne vous surprissent au cours de cette lecture.

Sans doute avez-vous puisé, çà et là, des raisons de m'en vouloir. J'ai entre les lignes, que vous me haïssez. J'ai dû livrer des bribes de désespoir dans les

courbes per les mots. La force de caractère que j'ai tant de fois admirée chez vous ne commandait-elle pas de taire jusqu'à mes diatribes ?

Aujourd'hui encore, si vous viviez, je mériterais votre courroux, car je ne regrette pas une seule de mes imparfautes. Écrire l'amour m'a permis de conjurer ma douleur. Même si, pour l'histoire des passions humaines, cet ouvrage ne devait pas compter, il m'a permis pour moi une délivrance. Il m'a permis de supporter la torture que m'infirait votre éloignement. Il m'a donné l'espoir de vous avoir fait découvrir, ne fût-ce qu'un instant, un sentiment d'avoir manqué quelque chose.

Une fois, au moins, Métilde, j'ai pu croire que je vous aimais.

### Rééditions

Les œuvres de Stendhal viennent d'être rééditées :

● *Chroniques* : Tome 1 : *Lettres* (Paris, 1825) (326 pages, 80 F) ; Tome 2 : *Épisodes de la société parisienne de la politique à la littérature*, 1826-1829 (358 pages, 95 F). Présentation et chronologie par José Luis Diaz. Texte établi par Henri Martineau. Ed. Synchron.

● *Salviati d'épigramme* : Edition présentée, établie par Bénédictine Didier. Ce volume comprend, en outre, *Projets d'autobiographie* et les *Privileges*. coll. « Folio », 256 pages.

● Il faut signaler la réédition de la biographie d'Henri Martineau, qui a marqué les études stendhalienues, *Le Cœur de Stendhal* : histoire de sa vie et de ses sentiments. Albin-Michel : deux volumes : 448 pages, 79 F ; 484 pages 85 F.

● Enfin, l'Image Mundi (Image Mundi) fait paraître une édition de l'essai de Fernand Delord, *Stendhal et le monde social de son temps* (382 pages, 118 F. Saint-Pierre-de-Salerne. 27800 Brienne).

### Une philosophie en question

## René Girard et le problème du Mal

Textes rassemblés par Michel Deguy et Jean-Pierre Dupuy

Une lecture critique de l'œuvre de René Girard par des philosophes, ethnologues, psychiatres, anthropologues et épistémologues. Un ouvrage de référence.



GRASSET

## DÉSOLÉS !

### LES LIBRAIRES DE LA RÉGION PARISIENNE

### PRIENT LEURS CLIENTS DE BIEN VOULOIR LES EXCUSER,

si actuellement, ils ne peuvent leur présenter les nouveautés d'un certain nombre d'éditeurs :

ALBIN MICHEL - AUBIER - BALLAND - BELFOND - DENOËL - FAYARD - FLAMMARION  
GALLIMARD - GRASSET - HACHETTE - LAFFONT - LATTÈS  
MASPERO - MERCURE DE FRANCE - RAMSAY - SKIRA - STOCK - TABLE RONDE

### LES DISTRIBUTEURS DE CES ÉDITEURS EN SONT RESPONSABLES.

Les LIBRAIRES expliqueront à leurs clients les raisons profondes de cette action.

WATIQUE

littérateur Parisien

ouille

## L'institution de la peine du jour-amende

Garfield

PALAIS DES CONGRES  
BOULEVARD DES FILLES DU CALVAIRE  
PARIS 17

Dancin'  
de Bob Fosse

12 AVE



Le Monde

culture

VT

LE

EXPOSITIONS

ANDRÉ MASSON CHEZ LOUISE LEIRIS

Le refus du tragique

La galerie Louise Leiris expose des œuvres d'André Masson - peintures et dessins - d'une période inconnue du public. Elle est généralement estimée jusqu'à dans les rétrospectives, pour la simple raison qu'elle ne correspond pas à une image établie de peintre tragique, comme c'est le cas pour Giorgio De Chirico. Avec cette différence que c'est Masson lui-même qui n'en était pas satisfait.

Ayant commencé par une peinture harmonieuse, influencée par Paul de Chavannes et le symbolisme, il avait entre les deux guerres, fait de la violence le thème d'une peinture tout en traits aigus et tranchants. Et voici qu'à son retour de New-York, où il séjourne de 1940-1945, il redécouvre le paysage et la couleur. Devient la campagne d'Alsace-Provence et celle de la vallée de la Seine retrouvées après une si longue absence, Masson devient sentimental. Sa peinture s'adoucit et s'éclaircit. Le noir qui avait pris une grande place dans ses tableaux new-yorkais, comme ce fut le cas chez Léger, disparaît soudain.

Il peint en essayant de capter l'émotion reçue dans l'instant, rapidement, légèrement, on se laisse aller à ses impressions. La ligne n'est plus si dure, les couleurs voient fonder leurs frontières et perdent leurs assises. Elles s'éloignent en volutes, gagnées par la transparence et la profondeur.

Cette aventure tout à fait personnelle témoigne en vérité d'un moment de la peinture moderne après le retour d'Amérique des écrivains, peintres d'Amérique chez lesquels on pouvait, selon Masson, observer « un renouvellement d'admiration pour les impressionnistes ». Il retrouve, chez eux, des hommes fuyants, Renoir et son frémissement charnel, de même qu'un Chagall, sur le bateau qui le ramène vers le vieux continent, avait la « révélation » de la couleur. Une soudaine et totale ruine s'installe dans les tableaux de Masson où la nature regagne son métamorphose par « l'alchimie de la couleur ». Repartir à l'œuvre, saisir au vol un trépan d'été, un air de pervenche, un souffle d'automne... C'est Masson qui parle de ce qu'il appelle la « préoccupation » et l'« image » d'un inventeur chromatique et non la contrainte.

Le dessin depuis le début du siècle a été le cubisme, réglait la vie des formes. Mais en ces années de paix et de renouveau, Masson voulait couper court avec une période inquiétante de son œuvre surréaliste, où il exagérait l'importance du graphisme, avait décidé de remplacer la ligne par la couleur, la couleur comme dessin et comme nature.

Masson s'en va donc arpenter les sites pézaniens autour d'Albi-Provence, où l'on assiste aux premières formes des formes du côté de Bibémus, puis de la montagne Sainte-Victoire émergeant de la brume, dans les vestes vus sur la campagne de la Durance, la vallée de l'Aro et celle de la Seine à Vétheuil, paysage impressionniste que hante Monet. Il peint avec des lueurs roses et bleus à la Renoir, des baigneuses dans le vent, sous l'eau des cascades et des torrents, des oiseaux à la manière chinoise de Fan, qui ont l'occasion de se lever dans un monde de légères couleurs irisées que le moindre coup de vent disperserait. Elles tiennent par l'admirable justesse allusive d'un pinceau qui évoque d'un souffle la présence des faisans dans les sous-bois, des perdrix dans les chaumes, des perdrix au-dessus du torrent où nagent des truites.

N'ayant nullement l'intention de recommencer l'impressionnisme, Masson s'était en ces années-là adressé à Turner. La Turner de la dernière période, guettée par la mort, qui avait confondu la terre, le ciel et l'eau dans un grand tournoiement de lumière. C'est en pensant à ces hallucinations que Masson a peint Venise et sa lagune, Rome, son forum et son Tibre, des chutes d'eau, des brumes et des bouillonnements. Cette période de peinture lyrique n'a duré que quelques années, de 1948 à 1953. La peinture y a mis fin délibérément, pensant que si Turner gardait son mystère dans la moindre buée de couleur, chez lui la peinture sans dessin perdait sa tension interne. Il oubliait la respiration et reprenait l'errance dangereuse du trait qui chez lui prolifère splendidement lorsqu'il naissent les tragédies.

JACQUES MICHEL.

André Masson, Galerie Louise Leiris, 17, rue de Valenciennes, 75001 Paris.

« Galerie Patrick Trogan, 4, rue des Beaux-Arts.

CINÉMA

RÉTROSPECTIVE AUSTRALIENNE A LA CINÉMATHEQUE

Entre le documentaire et Hollywood

Tout est nouveau, mais promis à une sortie régulière sur les écrans français : Schepisi, le plus doué des cinéastes australiens, qui n'a peut-être pas d'équivalent aujourd'hui à Hollywood, sauf Michael Cimino, décrit la révolte sanglante d'un aborigène contre l'oppression morale des Blancs. Aussi remarquable soit le film, et il est remarquable, Ken Hill, aussi spectaculaire soit-il, on ne va pas insister sur le sentiment de l'Australien moyen, qui reste raciste. Le film fut un échec.

L'œuvre de la production australienne sera à Chailot (trente-six films), avec notamment la première œuvre de Fred Schepisi, *The Devil's Playground* (1976), histoire d'une éducation catholique chez les Jésuites, où le vieux fond puritain hanté des Britanniques tente de curieux accommodements avec les méthodes des bons pères. Peter Weir montrera cinq films (rappelons qu'il représente cette année l'Australie au Festival de Cannes).

Le problème, pour Peter Weir comme pour Fred Schepisi, est pour tout cinéaste australien de talent, est de concilier ses études nationales et la tentation américaine. Un Fred Schepisi possède la classe hollywoodienne, même s'il vient de vivre une expérience assez difficile avec un western qu'on attend impatiemment, mais que la firme productrice, Universal, a déjà refusé. *Barbarosa* (1972), interprété par Gary Bussey et Willie Nelson.

On relèvera deux absences notables dans cette rétrospective : celles de George Miller (les deux Mad Max) et de Ian Dunlop, le Jean Rouch du bush : les deux extrêmes d'une « aventure » cinématographique australienne qui épouse presque physiquement l'immensité d'un sous-continent à nul autre comparable.

LOUIS MARCOTTE.

Cinéma Chailot, jusqu'à la fin de l'été.

En avant-première : *Newsfront* de Philip Noyce le 18 avril.

« Les prix 1982 de la Fondation Océanide seront remis le 14 avril, à Athènes, au cinéaste polonais Wojciech, sa épouse Agnieszka et à l'association Europa Nostra.

Le premier à parler est Norman Dawn (*Show-girls/Luck*, 1930), un Australien qu'on a vu venir par erreur d'Hollywood le confondant avec Allan Dwan. Charles Chauvel, très actif sur ce point, tourne en une version « expérimentale » *Le vol de Bourry*, mélange de documentaire et de fiction, où il a déjà un certain Enrol Flynn.

Charles Chauvel sera présent avec son dernier film *Jedda* (1955). Ken Hill, toujours bien vivant et à qui on doit un livre autobiographique sur le cinéma australien (*Australian Cinema. The Inside Story*, 1980), travaille dès les années 30 dans l'industrie, crée les studios Cinecound, juge aujourd'hui du point de vue de Sirius un cinéma national qui doit apprendre, explique-t-il, la leçon d'Hollywood, où il alla, en ne se coupant pas du public. Ken Hill exprime par exemple son admiration pour le remarquable *The Chant of Jimmie Blacksmith* (1977) de Fred Schepisi,

« EFFRACTION », de Daniel Duval

L'amour en otage

Le film de Daniel Duval, *« Effraction »*, commence à s'intéresser sérieusement à la situation, jusqu'à ce que... la fin du film, qui est la plus originale de la fin du film.

Il est inutile de s'attarder sur ce exemple d'une mauvaise adaptation, mais Daniel Duval est un cinéaste trop personnel pour qu'on ne rentre dans le jeu, celui des polars proprement dits, qui n'avait pas de secrets, celui des loyaux.

CLAIRE DEVARRIEUX.

Voir les films.

Les représentations de *Tu as les bras trop longs pour boxer Dieu*, au Théâtre Mogador (le 18 au 22 avril pour laisser la place à Vittorio Gassman, qui donnera le show présenté à la venue d'honneur au dernier Festival d'Avignon, FR 3, Vittorio Gassman joue en français et en italien le plus grand rôle de sa vie, il joue lui-même tel qu'il est dans son autobiographie *Un grand avenir derrière moi*, Lattès, 123 p., 23 avril, 20 h 30, les spirituels reprennent possession de la scène.

A la rentrée, c'est le Magic Circus qui met en action, Jérôme Savary monte, Jacques Weber, un *Cyrano de Bergerac*, pour lequel il cherche des jeunes comédiennes et comédiens sachant danser et chanter, capables de faire de l'acrobatie et de l'écriture, de s'adapter au rythme de l'esprit d'invention du Magic. Les candidats doivent se présenter au Théâtre Mogador - 83, rue Saint-Lazare - 10 h 30, 22 avril à 10 heures.

« Mogador, 22 avril à 20 h 30. Le 23, à 14 h 30.

FAITS ET JUGEMENT

**LE MONDE SELON Garp**

**PALAIS DES CONGRÈS**  
pour 3 semaines à Paris  
après  
4 ans de triomphe  
à Broadway

**Dancin' de Bob Fosse**

à partir du  
12 AVRIL



LOCATION PAR TÉLÉPHONE  
758/13/03  
AU THÉÂTRE ET TOUTES AGENCES

**CHAI Falsch** René Kalisky  
Antoine Vitez  
**Grand Théâtre** Création  
Du 7 au 30 avril à 19h30. Dimanche 15h.  
Relâche dimanche soir et lundi.  
727 81 15

**JEUNES MUSICIENS PROFESSIONNELS**  
regroupés en trios, quatuors... acteurs, pratiquant les musiques anciennes, baroque, romantique, contemporaine, jazz et musique traditionnelle.

**PARTICIPER AU FORUM RÉGIONAL DES JEUNES INTERPRÈTES D'ÎLE-DE-FRANCE**

du 23 avril au 8 mai 1983  
10 GROUPES SÉLECTIONNÉS  
Chaque groupe lauréat reçoit 10 000 F  
et 10 engagements de concert dans la saison 83-84

Dernières inscriptions d'inscriptions : 15 avril 1983  
DÉLÉGATION RÉGIONALE LA MUSIQUE D'ÎLE-DE-FRANCE  
1, rue La Bruyère, 75009 PARIS. Téléphone : 285-45-28  
Forum du Théâtre du Centre Régional d'Île-de-France  
du ministère de la Culture (Direction régionale d'Île-de-France).

**T.B.B.**  
THÉÂTRE DE BOULOGNE-BILLANCOURT • 603.60.44  
DIRECTION : JEAN-PIERRE GRENIER

DU 12 AVRIL AU 11 MAI 1983 :

**JACQUES DUFILHO**  
DANS  
**LE GARDIEN**  
D'HAROLD PINTER  
ADAPTATION D'ERIC KAHANE  
MISE EN SCÈNE DE RAYMOND GÉROME  
DÉCOR DE JACQUES MARILLER

AVEC  
**GEORGES CLAISSE**  
ET  
**ALAIN FOURÈS**

SOIRÉES 20h30 - DIM. MAT. 15h30 (REL. DIM. SOIR & LUNDI)  
60, RUE DE LA BELLE FEUILLE (Métro Marcel Sembat) - Parking à 100 m  
THÉÂTRE (603.60.44) FNAC ET AGENCES

**COMÉDIE-FRANÇAISE**  
salle Richelieu  
AVRIL 1983

**INTERMEZZO**  
Giraudoux  
mise en scène  
Jacques SÉREYS

**SPECTACLE MARIVAUX**  
la Seconde Surprise  
de l'amour  
la Colonie  
en 1 acte  
Jean-Pierre MIGUEL

**L'AVARE**  
Molière  
Jean-Paul ROUSSELLON

**LE MÉDECIN VOLANT**  
et  
**AMPHITRYON**  
Molière  
mise en scène  
Philippe ADRIEN  
En alternance de 11h à 18h et 18h à 21h

**Théâtre de la Bastille**  
357.42.14  
EXCEPTIONNEL  
STUART SHERMAN  
à PARIS

Jérôme SAVARY :  
**JEUNES COMÉDIENS**  
et  
**COMÉDIENNES**  
pour « Cyrano de Bergerac »

CHART - DANSE - ACROBATIE - ESCRIME

**THÉÂTRE MOGADOR**  
le SAMEDI 9 AVRIL à 10 h.

**USA LANGUAGE**  
Apprenez  
l'anglais américain  
Début du nouveau trimestre :  
11 avril.

Cours collectifs tous niveaux

- Médias Américains
- Littérature Américaine
- Coffee break
- Cours pour les enfants

« WORK and TRAVEL »  
COUNCIL CENTRE ODEON  
1, place de l'Odéon  
75006 PARIS Tél. : 634.16.10

**WALT DISNEY PRODUCTIONS**  
**Pinocchio**  
Un chef-d'œuvre du dessin animé!

LE MONDE  
Vestibule pour la location  
de logements de vacances  
à l'étranger  
L'APPARTEMENT  
pour tous les étrangers

# SPECTACLES

## théâtre

**LES SPECTACLES NOUVEAUX**

**LE PARADIS** (258-47-55), 21 h 30.

**CHRISTIAN JOLIBOIS** - Théâtre d'Edgar (320-45-11), 22 h 30.

**LE PARADIS A L'AMBIANCE** - Lacombe (544-37-34), 22 h 15.

**FALSCHE** - Chabot (727-81-15), 20 h.

**TONIK BLUES** - (544-37-34), 21 h.

**Les salles subventionnées et municipales**

**ERZEBET/PAILLASSE** (742-57-30), 19 h.

**COMÉDIE-FRANÇAISE** (296-10-20), 20 h 30 : 2<sup>e</sup> Seconde Surprise.

**CHAILLOT** (727-81-15) Théâtre de la Ville.

**ODÉON** (325-70-32), 20 h : Victor.

**BEAUBOURG** (277-12-33), Débats : 14 h 15 : La nuit blanche aux Nouveaux.

**THÉÂTRE MUSICAL DE PARIS** (261-19-83) London Festival Ballet.

**THÉÂTRE DE LA VILLE** (274-22-77), 20 h 45 : La Mère.

**Les autres salles**

**ALLIANCE** (544-41-42), 20 h : Jours de Nijinsky.

**ASTELLE** (238-35-33), 20 h 30 : La Malentendu.

**ATELIER** (608-49-24), 21 h : Chant du cygne.

**ATHÉNÉE** (742-67-27), 21 h : Dédicace.

**BASTILLE** (357-42-14), 21 h : Frankie et Johnny.

**BOUFFES** (239-34-50), 20 h 30 : Carissime.

**BOUFFES-PARISIENS** (296-60-24), 20 h 30 : En sourdine les sardines.

**THÉÂTRE DU SOLEIL** (374-24-08), 21 h : Louise.

**THÉÂTRE DE PARIS** (327-88-61), 20 h 30 : L'Andalouse.

**THÉÂTRE DE PARIS** (327-88-61), 20 h 30 : L'Andalouse.

**THÉÂTRE DE PARIS** (327-88-61), 20 h 30 : L'Andalouse.

**THÉÂTRE DE PARIS** (327-88-61), 20 h 30 : L'Andalouse.

**THÉÂTRE DE PARIS** (327-88-61), 20 h 30 : L'Andalouse.

**THÉÂTRE DE PARIS** (327-88-61), 20 h 30 : L'Andalouse.

**THÉÂTRE DE PARIS** (327-88-61), 20 h 30 : L'Andalouse.

**THÉÂTRE DE PARIS** (327-88-61), 20 h 30 : L'Andalouse.

**THÉÂTRE DE PARIS** (327-88-61), 20 h 30 : L'Andalouse.

**THÉÂTRE DE PARIS** (327-88-61), 20 h 30 : L'Andalouse.

**THÉÂTRE DE PARIS** (327-88-61), 20 h 30 : L'Andalouse.

**THÉÂTRE DE PARIS** (327-88-61), 20 h 30 : L'Andalouse.

**THÉÂTRE DE PARIS** (327-88-61), 20 h 30 : L'Andalouse.

**THÉÂTRE DE PARIS** (327-88-61), 20 h 30 : L'Andalouse.

**THÉÂTRE DE PARIS** (327-88-61), 20 h 30 : L'Andalouse.

**THÉÂTRE DE PARIS** (327-88-61), 20 h 30 : L'Andalouse.

**THÉÂTRE DE PARIS** (327-88-61), 20 h 30 : L'Andalouse.

**THÉÂTRE DE PARIS** (327-88-61), 20 h 30 : L'Andalouse.

**THÉÂTRE DE PARIS** (327-88-61), 20 h 30 : L'Andalouse.

**THÉÂTRE DE PARIS** (327-88-61), 20 h 30 : L'Andalouse.

**THÉÂTRE DE PARIS** (327-88-61), 20 h 30 : L'Andalouse.

**CINO DIAMANTS** (580-18-62), 21 h : Milford.

**COMÉDIE CAUMARTIN** (742-43-41), 21 h : Reviens dormir à l'Élysée.

**COMÉDIE ITALIENNE** (321-23-23), 20 h 30 : Noblesse et bourgeoisie.

**COMÉDIE DE FILM** (281-00-11), 20 h 30 : Guilty.

**CONSTANCE** (258-97-62), 20 h 30 : Le Mariage de Figaro.

**ÉDOUARD-VI** (742-57-49), 21 h : Joyeux Pâques.

**ELDORADO** (208-45-42), 20 h 30 : ESPACE-GAÏTÉ (327-95-94), 20 h 30 : le Mariage de Figaro.

**FONTAINE** (874-74-40), 20 h 30 : les Femmes de l'Île 22 h : S. Joly.

**GALERIE 55** (326-63-51), 20 h 30 : Who's Afraid of Virginia Woolf?

**HUCHETTE** (326-38-99), 19 h 30 : Cantatrice chauve.

**LA BRUYÈRE** (874-74-40), 21 h : L'Éducation d'un bourgeois.

**LUCERNAIRE** (544-37-34), 18 h 30 : Enfants du silence.

**MADELEINE** (265-07-09), 20 h 45 : L'Avantgarde.

**MATHURINS** (265-90-00), 20 h 30 : L'Avantgarde.

**MICHEL** (265-35-03), 21 h 15 : On dinera au lit.

**NICHOUDÈRE** (742-95-22), 20 h 30 : Vision voyageur.

**MONTMARTRE** (320-89-00), 21 h : R. Dever.

**PLAISANCE** (320-00-06), 20 h 30 : L'Homme qui rit.

**POITIÈRE** (261-44-16), 20 h 30 : Sol, je m'égare.

**THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES** (723-35-10), 21 h : Le Fauteuil à bascule.

**STUDIO-THÉÂTRE BERTRAND** (783-64-61), 20 h 30 : L'Homme qui rit.

**TAJ THÉÂTRE D'ESSAI** (278-10-79), 20 h 30 : Freud.

**THÉÂTRE DES DÉCHARGEURS** (236-00-21), 20 h 30 : L'Homme qui rit.

**THÉÂTRE D'EDGAR** (322-11-02), 20 h 15 : Les Bâtes cures.

**THÉÂTRE DU LYS** (327-88-61), 20 h 30 : L'Andalouse.

**THÉÂTRE DE PARIS** (327-88-61), 20 h 30 : L'Andalouse.

**En région parisienne**

**LE KREMLIN-MICHEL** (721-18-41), 20 h 30 : Combats de nœuds et de l'amour.

**NANTERRE** (721-18-41), 20 h 30 : Combats de nœuds et de l'amour.

**SAINT-DENIS** (243-00-59), 20 h 30 : Le Superloup.

**LES concerts**

**LUCERNAIRE** (544-37-34), 18 h 30 : Bach, Scarlatti, Villa-Lobos.

**ÉCLISE SAINT-ÉTIENNE DU MONT** (20 h 45 : Orchestre de chambre, Bonn.

**ÉGLISE SAINT-MÉDARD** (21 h : G. F. met, J. (œuvres de Vivaldi).

**THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES** (20 h 30 : Chœur et Orchestre symphonique de Bâle, dir. A. Jorda.

**W. Nizkor, R. Rigolotto, de Verdi.**

**Les films**

**LE CINÉMA** (704-24-24)

**15 h** : Amok, de F. Ozop. Film de cinéma australien 1919/1922.

**18 h** : 1896-1920, de A. Anderson. Ouverture de la collection de K. Hall.

**21 h** : Les Enfants du paradis, de R. Jacquet.

**BEAUBOURG** (278-35-57)

**15 h** : Don Juan et Faust, de M. L. (1918).

**18 h** : Les Enfants du paradis, de R. Jacquet.

**21 h** : Les Enfants du paradis, de R. Jacquet.

**Les exclusivités**

**L'AFRICAIN** (Fr.) : Richelieu, 13 (231-56-70) ; Quintette, 5 (633-79-38) ; Pagoda, 7 (705-12-15) ; Marignan, 9 (359-92-82) ; Saint-Lazare, 10 (561-10-60) ; 14 Juillet, Bastille, 11 (357-90-81) ; P.L.M. Saint-Jacques, 10 (589-68-42) ; Bessonne, Montparnasse, 15 (564-25-02) ; 15 (575-79-79).

**LA PETITE BANDE** (Fr.) : U.G.C. Opéra, 12 (261-50-32) ; 14 Juillet, Bastille, 11 (357-90-81) ; Parisienne, 14 (329-82-11) ; Clichy-Paillard, 15 (554-46-85).

**PROSTITUTE** (Ang. v.) : Épée de Bois, 5 (337-57-47) ; Saint-André-des-Arts, 6 (326-48-18).

**LES FILMS**

**BEYRUTH LA RENCONTRE** (Fr.) : U.G.C. Opéra, 12 (261-50-32) ; 14 Juillet, Bastille, 11 (357-90-81) ; Parisienne, 14 (329-82-11) ; Clichy-Paillard, 15 (554-46-85).

**COUP DE FOUDRE** (Fr.) : Diane Karys, Gaumont-Boulevard, 2 (271-52-36) ; Richelieu, 13 (231-56-70) ; Studio de la Harpe, 1 (634-25-22) ; Hantecaille, 10 (633-79-38) ; Marignan, 9 (359-92-82) ; Saint-Lazare, 10 (561-10-60) ; 14 Juillet, Bastille, 11 (357-90-81) ; Parisienne, 14 (329-82-11) ; Clichy-Paillard, 15 (554-46-85).

**LE DERNIER COMBAT** (Fr.) : Hallier, 1 (297-49-70) ; Quintette, 5 (633-79-38) ; Lumière, 10 (246-00-07) ; Parisienne, 14 (329-82-11) ; Clichy-Paillard, 15 (554-46-85).

**EXTRACTION** (Fr.) : U.G.C. Opéra, 12 (261-50-32) ; 14 Juillet, Bastille, 11 (357-90-81) ; Parisienne, 14 (329-82-11) ; Clichy-Paillard, 15 (554-46-85).

**LE DERNIER COMBAT** (Fr.) : Hallier, 1 (297-49-70) ; Quintette, 5 (633-79-38) ; Lumière, 10 (246-00-07) ; Parisienne, 14 (329-82-11) ; Clichy-Paillard, 15 (554-46-85).

**EXTRACTION** (Fr.) : U.G.C. Opéra, 12 (261-50-32) ; 14 Juillet, Bastille, 11 (357-90-81) ; Parisienne, 14 (329-82-11) ; Clichy-Paillard, 15 (554-46-85).

**LE DERNIER COMBAT** (Fr.) : Hallier, 1 (297-49-70) ; Quintette, 5 (633-79-38) ; Lumière, 10 (246-00-07) ; Parisienne, 14 (329-82-11) ; Clichy-Paillard, 15 (554-46-85).

**EXTRACTION** (Fr.) : U.G.C. Opéra, 12 (261-50-32) ; 14 Juillet, Bastille, 11 (357-90-81) ; Parisienne, 14 (329-82-11) ; Clichy-Paillard, 15 (554-46-85).

**LE DERNIER COMBAT** (Fr.) : Hallier, 1 (297-49-70) ; Quintette, 5 (633-79-38) ; Lumière, 10 (246-00-07) ; Parisienne, 14 (329-82-11) ; Clichy-Paillard, 15 (554-46-85).

**EXTRACTION** (Fr.) : U.G.C. Opéra, 12 (261-50-32) ; 14 Juillet, Bastille, 11 (357-90-81) ; Parisienne, 14 (329-82-11) ; Clichy-Paillard, 15 (554-46-85).

**LE DERNIER COMBAT** (Fr.) : Hallier, 1 (297-49-70) ; Quintette, 5 (633-79-38) ; Lumière, 10 (246-00-07) ; Parisienne, 14 (329-82-11) ; Clichy-Paillard, 15 (554-46-85).

**EXTRACTION** (Fr.) : U.G.C. Opéra, 12 (261-50-32) ; 14 Juillet, Bastille, 11 (357-90-81) ; Parisienne, 14 (329-82-11) ; Clichy-Paillard, 15 (554-46-85).

**LE DERNIER COMBAT** (Fr.) : Hallier, 1 (297-49-70) ; Quintette, 5 (633-79-38) ; Lumière, 10 (246-00-07) ; Parisienne, 14 (329-82-11) ; Clichy-Paillard, 15 (554-46-85).

**EXTRACTION** (Fr.) : U.G.C. Opéra, 12 (261-50-32) ; 14 Juillet, Bastille, 11 (357-90-81) ; Parisienne, 14 (329-82-11) ; Clichy-Paillard, 15 (554-46-85).

**LE DERNIER COMBAT** (Fr.) : Hallier, 1 (297-49-70) ; Quintette, 5 (633-79-38) ; Lumière, 10 (246-00-07) ; Parisienne, 14 (329-82-11) ; Clichy-Paillard, 15 (554-46-85).

**EXTRACTION** (Fr.) : U.G.C. Opéra, 12 (261-50-32) ; 14 Juillet, Bastille, 11 (357-90-81) ; Parisienne, 14 (329-82-11) ; Clichy-Paillard, 15 (554-46-85).

**LE DERNIER COMBAT** (Fr.) : Hallier, 1 (297-49-70) ; Quintette, 5 (633-79-38) ; Lumière, 10 (246-00-07) ; Parisienne, 14 (329-82-11) ; Clichy-Paillard, 15 (554-46-85).

**EXTRACTION** (Fr.) : U.G.C. Opéra, 12 (261-50-32) ; 14 Juillet, Bastille, 11 (357-90-81) ; Parisienne, 14 (329-82-11) ; Clichy-Paillard, 15 (554-46-85).

**LE DERNIER COMBAT** (Fr.) : Hallier, 1 (297-49-70) ; Quintette, 5 (633-79-38) ; Lumière, 10 (246-00-07) ; Parisienne, 14 (329-82-11) ; Clichy-Paillard, 15 (554-46-85).

**EXTRACTION** (Fr.) : U.G.C. Opéra, 12 (261-50-32) ; 14 Juillet, Bastille, 11 (357-90-81) ; Parisienne, 14 (329-82-11) ; Clichy-Paillard, 15 (554-46-85).

**LE DERNIER COMBAT** (Fr.) : Hallier, 1 (297-49-70) ; Quintette, 5 (633-79-38) ; Lumière, 10 (246-00-07) ; Parisienne, 14 (329-82-11) ; Clichy-Paillard, 15 (554-46-85).

**EXTRACTION** (Fr.) : U.G.C. Opéra, 12 (261-50-32) ; 14 Juillet, Bastille, 11 (357-90-81) ; Parisienne, 14 (329-82-11) ; Clichy-Paillard, 15 (554-46-85).

**LE DERNIER COMBAT** (Fr.) : Hallier, 1 (297-49-70) ; Quintette, 5 (633-79-38) ; Lumière, 10 (246-00-07) ; Parisienne, 14 (329-82-11) ; Clichy-Paillard, 15 (554-46-85).

**EXTRACTION** (Fr.) : U.G.C. Opéra, 12 (261-50-32) ; 14 Juillet, Bastille, 11 (357-90-81) ; Parisienne, 14 (329-82-11) ; Clichy-Paillard, 15 (554-46-85).

**LE DERNIER COMBAT** (Fr.) : Hallier, 1 (297-49-70) ; Quintette, 5 (633-79-38) ; Lumière, 10 (246-00-07) ; Parisienne, 14 (329-82-11) ; Clichy-Paillard, 15 (554-46-85).

**EXTRACTION** (Fr.) : U.G.C. Opéra, 12 (261-50-32) ; 14 Juillet, Bastille, 11 (357-90-81) ; Parisienne, 14 (329-82-11) ; Clichy-Paillard, 15 (554-46-85).

**LE DERNIER COMBAT** (Fr.) : Hallier, 1 (297-49-70) ; Quintette, 5 (633-79-38) ; Lumière, 10 (246-00-07) ; Parisienne, 14 (329-82-11) ; Clichy-Paillard, 15 (554-46-85).

**EXTRACTION** (Fr.) : U.G.C. Opéra, 12 (261-50-32) ; 14 Juillet, Bastille, 11 (357-90-81) ; Parisienne, 14 (329-82-11) ; Clichy-Paillard, 15 (554-46-85).

**LE DERNIER COMBAT** (Fr.) : Hallier, 1 (297-49-70) ; Quintette, 5 (633-79-38) ; Lumière, 10 (246-00-07) ; Parisienne, 14 (329-82-11) ; Clichy-Paillard, 15 (554-46-85).

**EXTRACTION** (Fr.) : U.G.C. Opéra, 12 (261-50-32) ; 14 Juillet, Bastille, 11 (357-90-81) ; Parisienne, 14 (329-82-11) ; Clichy-Paillard, 15 (554-46-85).

**LE DERNIER COMBAT** (Fr.) : Hallier, 1 (297-49-70) ; Quintette, 5 (633-79-38) ; Lumière, 10 (246-00-07) ; Parisienne, 14 (329-82-11) ; Clichy-Paillard, 15 (554-46-85).

**EXTRACTION** (Fr.) : U.G.C. Opéra, 12 (261-50-32) ; 14 Juillet, Bastille, 11 (357-90-81) ; Parisienne, 14 (329-82-11) ; Clichy-Paillard, 15 (554-46-85).

**LE DERNIER COMBAT** (Fr.) : Hallier, 1 (297-49-70) ; Quintette, 5 (633-79-38) ; Lumière, 10 (246-00-07) ; Parisienne, 14 (329-82-11) ; Clichy-Paillard, 15 (554-46-85).

**EXTRACTION** (Fr.) : U.G.C. Opéra, 12 (261-50-32) ; 14 Juillet, Bastille, 11 (357-90-81) ; Parisienne, 14 (329-82-11) ; Clichy-Paillard, 15 (554-46-85).

**LE DERNIER COMBAT** (Fr.) : Hallier, 1 (297-49-70) ; Quintette, 5 (633-79-38) ; Lumière, 10 (246-00-07) ; Parisienne, 14 (329-82-11) ; Clichy-Paillard, 15 (554-46-85).

**EXTRACTION** (Fr.) : U.G.C. Opéra, 12 (261-50-32) ; 14 Juillet, Bastille, 11 (357-90-81) ; Parisienne, 14 (329-82-11) ; Clichy-Paillard, 15 (554-46-85).

**LE DERNIER COMBAT** (Fr.) : Hallier, 1 (297-49-70) ; Quintette, 5 (633-79-38) ; Lumière, 10 (246-00-07) ; Parisienne, 14 (329-82-11) ; Clichy-Paillard, 15 (554-46-85).

**EXTRACTION** (Fr.) : U.G.C. Opéra, 12 (261-50-32) ; 14 Juillet, Bastille, 11 (357-90-81) ; Parisienne, 14 (329-82-11) ; Clichy-Paillard, 15 (554-46-85).

**LE DERNIER COMBAT** (Fr.) : Hallier, 1 (297-49-70) ; Quintette, 5 (633-79-38) ; Lumière, 10 (246-00-07) ; Parisienne, 14 (329-82-11) ; Clichy-Paillard, 15 (554-46-85).

**EXTRACTION** (Fr.) : U.G.C. Opéra, 12 (261-50-32) ; 14 Juillet, Bastille, 11 (357-90-81) ; Parisienne, 14 (329-82-11) ; Clichy-Paillard, 15 (554-46-85).

**LE DERNIER COMBAT** (Fr.) : Hallier, 1 (297-49-70) ; Quintette, 5 (633-79-38) ; Lumière, 10 (246-00-07) ; Parisienne, 14 (329-82-11) ; Clichy-Paillard, 15 (554-46-85).

**EXTRACTION** (Fr.) : U.G.C. Opéra, 12 (261-50-32) ; 14 Juillet, Bastille, 11 (357-90-81) ; Parisienne, 14 (329-82-11) ; Clichy-Paillard, 15 (554-46-85).

**LE DERNIER COMBAT** (Fr.) : Hallier, 1 (297-49-70) ; Quintette, 5 (633-79-38) ; Lumière, 10 (246-00-07) ; Parisienne, 14 (329-82-11) ; Clichy-Paillard, 15 (554-46-85).

**EXTRACTION** (Fr.) : U.G.C. Opéra, 12 (261-50-32) ; 14 Juillet, Bastille, 11 (357-90-81) ; Parisienne, 14 (329-82-11) ; Clichy-Paillard, 15 (554-46-85).

**LE DERNIER COMBAT** (Fr.) : Hallier, 1 (297-49-70) ; Quintette, 5 (633-79-38) ; Lumière, 10 (246-00-07) ; Parisienne, 14 (329-82-11) ; Clichy-Paillard, 15 (554-46-85).

**EXTRACTION** (Fr.) : U.G.C. Opéra, 12 (261-50-32) ; 14 Juillet, Bastille, 11 (357-90-81) ; Parisienne, 14 (329-82-11) ; Clichy-Paillard, 15 (554-46-85).

**LE DERNIER COMBAT** (Fr.) : Hallier, 1 (297-49-70) ; Quintette, 5 (633-79-38) ; Lumière, 10 (246-00-07) ; Parisienne, 14 (329-82-11) ; Clichy-Paillard, 15 (554-46-85).

**EXTRACTION** (Fr.) : U.G.C. Opéra, 12 (261-50-32) ; 14 Juillet, Bastille, 11 (357-90-81) ; Parisienne, 14 (329-82-11) ; Clichy-Paillard, 15 (554-46-85).

**LE DERNIER COMBAT** (Fr.) : Hallier, 1 (297-49-70) ; Quintette, 5 (633-79-38) ; Lumière, 10 (246-00-07) ; Parisienne, 14 (329-82-11) ; Clichy-Paillard, 15 (554-46-85).

**EXTRACTION** (Fr.) : U.G.C. Opéra, 12 (261-50-32) ; 14 Juillet, Bastille, 11 (357-90-81) ; Parisienne, 14 (329-82-11) ; Clichy-Paillard, 15 (554-46-85).

**LE DERNIER COMBAT** (Fr.) : Hallier, 1 (297-49-70) ; Quintette, 5 (633-79-38) ; Lumière, 10 (246-00-07) ; Parisienne, 14 (329-82-11) ; Clichy-Paillard, 15 (554-46-85).

**EXTRACTION** (Fr.) : U.G.C. Opéra, 12 (261-50-32) ; 14 Juillet, Bastille, 11 (357-90-81) ; Parisienne, 14 (329-82-11) ; Clichy-Paillard, 15 (554-46-85).

**LE DERNIER COMBAT** (Fr.) : Hallier, 1 (297-49-70) ; Quintette, 5 (633-79-38) ; Lumière, 10 (246-00-07) ; Parisienne, 14 (329-82-11) ; Clichy-Paillard, 15 (554-46-85).

**EXTRACTION** (Fr.) : U.G.C. Opéra, 12 (261-50-32) ; 14 Juillet, Bastille, 11 (357-90-81) ; Parisienne, 14 (329-82-11) ; Clichy-Paillard, 15 (554-46-85).

**LE DERNIER COMBAT** (Fr.) : Hallier, 1 (297-49-70) ; Quintette, 5 (633-79-38) ; Lumière, 10 (246-00-07) ; Parisienne, 14 (329-82-11) ; Clichy-Paillard, 15 (554-46-85).

**EXTRACTION** (Fr.) : U.G.C. Opéra, 12 (261-50-32) ; 14 Juillet, Bastille, 11 (357-90-81) ; Parisienne, 14 (329-82-11) ; Clichy-Paillard, 15 (554-46-85).

**LE DERNIER COMBAT** (Fr.) : Hallier, 1 (297-49-70) ; Quintette, 5 (633-79-38) ; Lumière, 10 (246-00-07) ; Parisienne, 14 (329-82-11) ; Clichy-Paillard, 15 (554-46-85).

**EXTRACTION** (Fr.) : U.G.C. Opéra, 12 (261-50-32) ; 14 Juillet, Bastille, 11 (357-90-81) ; Parisienne, 14 (329-82-11) ; Clichy-Paillard, 15 (554-46-85).

**LE DERNIER COMBAT** (Fr.) : Hallier, 1 (297-49-70) ; Quintette, 5 (633-79-38) ; Lumière, 10 (246-00-07) ; Parisienne, 14 (329-82-11) ; Clichy-Paillard, 15 (554-46-85).

**EXTRACTION** (Fr.) : U.G.C. Opéra, 12 (261-50-32) ; 14 Juillet, Bastille, 11 (357-90-81) ; Parisienne, 14 (329-82-11) ; Clichy-Paillard, 15 (554-46-85).

**LE DERNIER COMBAT** (Fr.) : Hallier, 1 (297-49-70) ; Quintette, 5 (633-79-38) ; Lumière, 10 (246-00-07) ; Parisienne, 14 (329-82-11) ; Clichy-Paillard, 15 (554-46-85).

**EXTRACTION** (Fr.) : U.G.C. Opéra, 12 (261-50-32) ; 14 Juillet, Bastille, 11 (357-90-81) ; Parisienne, 14 (329-82-11) ; Clichy-Paillard, 15 (554-46-85).

**LE DERNIER COMBAT** (Fr.) : Hallier, 1 (297-49-70) ; Quintette, 5 (633-79-38) ; Lumière, 10 (246-00-07) ; Parisienne, 14 (329-82-11) ; Clichy-Paillard, 15 (554-46-85).

**EXTRACTION** (Fr.) : U.G.C. Opéra, 12 (261-50-32) ; 14 Juillet, Bastille, 11 (357-90-81) ; Parisienne, 14 (329-82-11) ; Clichy-Paillard, 15 (554-46-85).

**LE DERNIER COMBAT** (Fr.) : Hallier, 1 (297-49-70) ; Quintette, 5 (633-79-38) ; Lumière, 10 (246-00-07) ; Parisienne, 14 (329-82-11) ; Clichy-Paillard, 15 (554-46-85).

**EXTRACTION** (Fr.) : U.G.C. Opéra, 12 (261-50-32) ; 14 Juillet, Bastille, 11 (357-90-81) ; Parisienne, 14 (329-82-11) ; Clichy-Paillard, 15 (554-46-85).

**LE DERNIER COMBAT** (Fr.) : Hallier, 1 (297-49-70) ; Quintette, 5 (633-79-38) ; Lumière, 10 (246-00-07) ; Parisienne, 14 (329-82-11) ; Clichy-Paillard, 15 (554-46-85).

**EXTRACTION** (Fr.) : U.G.C. Opéra, 12 (261-50-32) ; 14 Juillet, Bastille, 11 (357-90-81) ; Parisienne, 14 (329-82-11) ; Clichy-Paillard, 15 (554-46-85).

**LE DERNIER COMBAT** (Fr.) : Hallier, 1 (297-49-70) ; Quintette, 5 (633-79-38) ; Lumière, 10 (246-00-07) ; Parisienne, 14 (329-82-11) ; Clichy-Paillard, 15 (554-46-85).

**EXTRACTION** (Fr.) : U.G.C. Opéra, 12 (261-50-32) ; 14 Juillet, Bastille, 11 (357-90-81) ; Parisienne, 14 (329-82-11) ; Clichy-Paillard, 15 (554-46-85).

**LE DERNIER COMBAT** (Fr.) : Hallier, 1 (29

Jeudi 7 avril

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

20 h 35 **Téléfilm** : Les Bœufs Quarters. D'après le roman de Louis Aragon, adaptation de P. Savatier, réal. Jean Kerchbron, avec B. Bréchet. C'est la guerre des Balkans. Poincaré est élu président de la République. Edmond et Armand ont quitté Séverine pour Paris. Amour, politique : un feuilleton plutôt bien fait.

22 h 10 **Documentaire** : Le Grèce ou les métaphores du divin. Réalisation Y. Gerant, avec P. Clementi et M. Lacroix. Tolède, vers 1577, l'Espagne déchirée entre la religion chrétienne et les influences arabes, trouve le Grèce, l'esprit qui réalise la synthèse.

23 h 10 **Journal**.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

20 h 35 **Planète bleue** : En direct du Japon. De L. Broche. Les chercheurs français et japonais dans trois domaines : la robotique avancée, les nouveaux matériaux, l'énergie solaire.

21 h 40 **Magazine** : Les enfants du rock. David Bowie, les Beatles, Marianne Faithfull, David Lindley, Neil Young, Garland Jeffreys, Culture Club.

23 h 10 **Journal**.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

20 h 35 **Cinéma** : Incertain Léo ou l'amour fou. De S. Steinberg, réalisation M. Fèvre, avec M. Bonaldi, C. Leprieux, C. Pascal. Les hésitations amoureuses d'un jeune homme de trente ans qui se prend pour Léo, sur sa vie sentimentale et partagée, uniquement préoccupé par ses amies du moment, sur sa drague, ses amitiés et déceptions, un regard ironique et cynique à la fois. Un film tout en atmosphère, dont le ton fait parfois penser à Truffaut.

22 h 5 **Journal**.

22 h 20 **Le vie en face** : Appel au monde libre. De Ph. Alfonsi et P. Pissot. On nous imagine, dans le premier numéro, nous fait pénétrer dans la réalité quotidienne d'une prison, celle de la centrale de Poissy, purgée de longues peines. Les approches se superposent : celle de la caméra-vidéo, celle d'un photographe (Jean Gaumy), celle d'un dessinateur (Cahu), pour une sorte de portrait de groupe : qui va des prisonniers aux éducateurs en passant par les surveillants, les visiteurs. Un monde immense, très lourd. Un magazine professionnel, intelligent, à la limite parfois du froid.

23 h 18 **Une minute pour une image**. D'Agès Varda.

23 h 20 **Préface à la nuit**. Œuvres de Daparc, par U. Reissmann et D. Selig.

FRANCE-CULTURE

19 h 25, **Jeux à l'antenne**.

19 h 30, **Les grands** : la biologie et de la médecine : l'infirmité, l'altération, avec le professeur A. Vacheron.

20 h, **Nouveaux répertoires dramatiques** : les moi je vous aime Stanislas, de C. Dugousson, suivi d'un avec l'auteur.

22 h 30, **Nuits magiques**.

FRANCE-MUSIQUE

18 h 30, **France-Musique** à Arc-et-Senans : Studio-concert, œuvres de Beethoven, Kargel ; 19 h 35, L'improvisation ; 20 h 30, Musique pour orgue ; 21 h, Concert (dans la 3e à Arc-et-Senans) : Quintette en sol mineur de Mozart ; Quintette à deux violoncelles de Schubert ; Contes de fées de Schumann ; Quintette avec saxophone de Busch ; Trio de Villa-Lobos, avec C. Kling, piano ; F. Agostini, violon ; 21 h 30, **Préface de nuit** : Architectures, stèles, et révolutions.

Vendredi 8 avril

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

11 h **Vision plus**.

12 h **H.F. 12 Info**.

12 h 30 **Atout cœur**.

13 h **Journal**.

13 h 30 **Portes ouvertes**.

14 h 30 **Croque-voleuses**.

15 h **C'est à vous**.

15 h 25 **Le village dans les nuages**.

16 h 30 **Histoire d'un rire**.

16 h 5 **Météorologie**.

19 h 15 **Emissions régionales**.

19 h 40 **87 vous parle**.

20 h **Journal**.

20 h 35 **Variétés** : Y'a un ministe. Avec Alice Météor.

21 h 40 **Série** : Lucien Leuwen. D'après le roman de Stendhal, adapt. J. Aigrain, C. Aumont-Lara et P. Bost, réal. C. Aumont-Lara, C. S. Garcia, N. Jami, A. Lallier, J. Truffaut.

22 h 40 **Partenaires artistiques**. Trophée International de danse de Marseille.

23 h 30 **Journal** et cinq jours de بورس.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

10 h 30 **ANTIOPE**.

12 h **Journal** (et à 12 h 45).

12 h 10 **Jeu** : l'Académie des neufs.

13 h 35 **Emissions régionales**.

14 h 30 **Série** : La vie des autres. Les loupiots et leurs victimes.

15 h 5 **Série** : Têtes brûlées.

16 h **Reprise** : Planète bleue. En direct du Japon (diff. le 7 avril, à 20 h 35).

17 h 5 **Références**. De S. Richard. Colombie : Bogota, fragments d'une ville : la terre et la vie.

17 h 45 **Bébé A 2**.

18 h **C'est la vie**.

19 h 30 **Jeu** : Des chiffres et des lettres.

19 h 20 **Emissions régionales**.

19 h 45 **Le théâtre de Bourville**.

20 h **Journal**.

20 h 35 **Série** : Mémoires de nuit. "Le roman" : Réal. J.-P. Pignatelli. Avec C. Allegret, P. Rouleau, G. Germain. Patrick, avec la complicité de Liane, la standardiste, profite d'une garde de nuit pour faire une escapade amoureuse. Parviendra-t-il à sauver son beau-père victime d'une crise cardiaque ?

21 h 35 **Apogées**. Magazine littéraire de B. Pivrot. Sur le thème : "Sous le regard du public", sont invités : D. Franck (Les Têtes de l'art), Yves Montand et J. Serpieri (Montand, la vie continue), Fattillon (Les Députés d'Apogées) et F. Truffaut (pour le lauréat les acteurs, par B. Hochet et André Bessis, par D. Andrew).

22 h 5 **Journal**.

23 h 5 **Ciné-chât** : la Garçonnière. Film américain de B. Wilder (1960), avec J. Lemmon, S. Mao-Laine, F. Mao-Murray, R. Walton (p.o. sous-titré). Un employé d'assurances new-yorkais prête son appartement à ses supérieurs, pour leurs aventures érotiques. Il compte obtenir, ainsi, de l'avancement. Mais, un jour, il se trouve partagé entre l'ambition et une fille dont il s'est épris. L'humour grigou de Billy Wilder, dans une satire sociale où se mêlent le comique et le drame, où la satire et la naïveté apparaissent derrière les situations burlesques.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

18 h 30 **Pour les jeunes**.

19 h 55 **Tribune libre**. La C.G.C.

« Le Nouvel Journal » n'a pas été mis en vente le mercredi 6 avril, en raison d'une grève de l'ensemble du personnel qui s'oppose au plan de compression annoncé par la direction du groupe Agf, propriétaire du quotidien, comprenant soixante-deux suppressions de postes, dont quarante-quatre licenciements. C'est la deuxième fois en moins d'un an qu'un tel travail est observé dans ce journal.

« La presse et l'Etat ». Une étude comparative réalisée pour le ministère des communications du Québec vient d'être publiée en France par la

19 h 10 **Journal**.

19 h 20 **Emissions régionales**.

19 h 30 **Dessin animé** : Tintin.

20 h **Les jeux**.

20 h 30 **D'accord pas d'accord** (I.N.C.I.).

20 h 35 **Variétés** : Trois femmes en colère. Magazine d'information d'A. Pignatelli.

Un reportage de **Radio Télévision** belge sur trois femmes qui ont refusé de laisser leurs postes de travail à des hommes et sont devenues des chômeuses.

21 h 35 **Journal**.

21 h 55 **Magazine de la photo** : Flash 3. De J. Berdin, P. Dostal et J. Eguier. Revue de presse : Flash-back : les collages ; Dossier : comment devient-on photographe ? Flash pratique.

22 h 38 **Une minute pour une image**. D'Agès Varda.

22 h 40 **Préface à la nuit**. Œuvres de Daparc, par U. Reissmann et D. Selig.

FRANCE-CULTURE

7 h 30, **Magazines** : Papiers d'aujourd'hui : frappez d'une tapette.

8 h, **Le chemin de la connaissance** : Histoire de verre ; à 8 h 32 : Visions de Nikos Kazantzakis ; 8 h 50, **Echec au hasard**.

9 h 7, **Matinée des arts et spectacles**.

10 h 45, **Le texte et le usage**.

11 h 2, **Musique** : Andalousies Amériques.

12 h 5, **Agenda**, avec S. Piron.

12 h 45, **Passerelles**.

13 h 30, **Le courrier espagnol**.

14 h, **Le texte et le usage**.

14 h 5, **Un livre, des voix** : « Le Royaume des moustiques », de P. Thévoz.

14 h 45, **Les apogées de France-Culture** : les inconnus de l'histoire, le village magique.

16 h, **D'un régime à l'autre de l'antiquité**.

18 h 30, **Festivals** : La certaine France de mon grand-père.

19 h, **Actualités magazine**.

19 h 30, **Les grands événements de la science moderne** : l'optique ; 20 h, **Recherches**.

20 h 30, **Nuits magiques** : ardeurs frivoles.

FRANCE-MUSIQUE

6 h 2, **Musiques du matin** : œuvres de Ravel, Mozart, Berlioz, Chabrier.

7 h 2, **Divers**, par l'Orchestre national de France, dir. L. Mazaud.

8 h 10, **Brilliant**, par l'Orchestre national de France, dir. L. Mazaud.

8 h 30, **Les grands** : B. J. Gelber.

9 h 5, **La messe des musiciens** : œuvres de Liszt, Scarlatti, Donizetti, Paganini, Thalberg, Ravel.

12 h 4, **Actualité lyrique**.

12 h 35, **Le texte et le usage**.

13 h, **Musique légère** : œuvres de Rauber, Bolling.

13 h 30, **Jeunes solistes** : œuvres de Villa-Lobos, Dymos, Brauer, par Roland Dymos.

14 h, **Expériences** : œuvres de Beethoven, Chopin.

14 h 30, **Les grands** : B. J. Gelber.

15 h, **D'une œuvre à l'autre** : œuvres de Schubert, Glazounov, Bartok, Prokofiev.

17 h 4, **Les intégrales** : la musique d'Erik Satie.

17 h 35, **Le clavier bien tempéré**.

18 h, **France-Musique** à Arc-et-Senans : 19 h 35, **Concert** (dans la 3e à Arc-et-Senans) : Quintette en sol mineur de Mozart ; Quintette à deux violoncelles de Schubert ; Contes de fées de Schumann ; Quintette avec saxophone de Busch ; Trio de Villa-Lobos, avec C. Kling, piano ; F. Agostini, violon ; 21 h 30, **Préface de nuit** : Musique et méditations horribles.

TRIBUNES ET DÉBATS

Jeudi 7 AVRIL.

M. Jacques Barrot, député C.D.S., est l'invité de « Mémoires d'information » sur Radio-Solidarité, à 19 heures (89.4 MHz, Paris).

Documentaire français, sous le titre : « La Presse et l'Etat », la réglementation de la presse écrite dans des pays occidentaux ». Ce volume de 400 pages est en vente au prix de 121 francs, et il la Documentation française, 22-21 quai Voltaire, 75007 Paris ; 165 rue Garibaldi 69401 Lyon ; 03 : par correspondance : la Documentation française, 124 rue Henri-Barbousse, 93308 Aubervilliers cedex.

« Un nouveau mensuel africain intitulé *Shwani* » a été créé à l'initiative de la région. Cette manifestation des expositions d'Africains, d'Antillais, de Noirs américains et de Français, cette publication accorde une large place aux arts, aux spectacles et aux problèmes de société (99, rue de Valenciennes, 75006 Paris. Tél. : 544-48-60, le 10 franc).

« L'université » *Hante-Bretagne* (Remes II) organise, du 10 au 17 avril, semaine d'animation culturelle et le thème « Nous les médias », en collaboration avec l'association Information et Démocratie à la participation des organismes de la région. Cette manifestation des expositions

LE PRINTEMPS DE TF 1

Une vague d'émissions nouvelles

« La nature agit ainsi : les feuilles tombent, les arbres se dépouillent, tout semble mort, et puis soudain des bourgeons éclatent, la sève monte. Les nouveaux appareils... » Cours de botanique pour écoles maternelles ? Dictée pour classes de sixième ? Non. Description du printemps sur TF 1 selon Jean Lallier, son directeur des programmes. Un printemps animé par une vague de programmes d'observateurs, sceptiques sur la capacité de survie de la première chaîne ; attendus avec impatience et intérêt aussi par beaucoup de téléspectateurs et l'ensemble du personnel de TF 1, soucieux de rendre public l'actualité

ment d'un travail obscur réalisé ces derniers mois et, par là-même, d'effacer la chaîne du « d'écho » d'une chaîne autrefois première et désormais suppléant par Antenne 2. Un test donc et une sorte de chance ultime avec tout de même un espoir : celui d'une moisson de fruits nouveaux et prometteurs — une dizaine de nouvelles émissions régulières lancées entre avril et mai — et un soulagement : la réforme des structures de la chaîne achevée, le directeur des programmes promet : « une préoccupation désormais sera de faire des programmes... »

Il ne s'agit ni d'un feu d'artifice, ni d'une avalanche barytique d'émissions à grand spectacle. Parler de la mise en place progressive d'une politique de programmes cohérente et relativement ambitieuse serait mieux adapté. C'est en effet ce qu'espèrent les directeurs d'unités de production et la P.D.G. de TF 1, M. Michel May, qui a fait prévaloir la modification des structures de la chaîne : une vague d'émissions au fond de la prospective de la science-fiction.

« La curiosité et à l'interrogation des sciences », l'histoire des choses. La mémoire des choses. La connaissance, les mystères de la forêt de Fontainebleau. Les thèmes laissent songer. A la fois confondre et à la fois la nouvelle version de « Temps X », proposée chaque semaine, à partir du 11 avril, par les frères Bogdanoff qui, par leurs moyens spectaculaires, poursuivra la prospective de la science-fiction.

Théâtre et film noir

Le président de TF 1 a deux passions : le café-théâtre. Si la première peut encore faire l'objet d'un véritable spectacle télévisé (le révé M. May, le second fait pour la première l'objet d'une émission mensuelle, la retransmission d'un spectacle Pierre Dac « devrait » mardi 11 avril à 21 h 30, la lancée est donnée. Le mercredi 27 avril, « Le théâtre et les hommes » se proposera d'aborder exclusivement la vie du théâtre dramatique, son actualité et ses grands courants. Quant au magazine « Bravo », diffusé deux fois par mois après le film du dimanche soir, il reprendra à la fin de l'actualité des spectacles, l'humour et l'humour de son animateur (José Artur), mais personne ne serait surpris qu'il s'agisse d'un véritable théâtre ! Citons encore « Contre-enquête », un magazine original fait divers.

Lu

« LE DÉSASTRE DE 1940 », de Claude Paillet

L'aveuglement

Jusqu'à présent, la partie la plus originale des *Dossiers secrets de la France contemporaine* de Claude Paillet était celle consacrée à la multiplicité des publics et voulait projeter la chaîne dans une ère nouvelle : l'audiovisuel ? Désormais, on laisse ce soin aux penseurs de la quatrième chaîne et autres canaux, et Jean Lallier définit TF 1 par sa vocation à « s'adresser aux jeunes de sept à quatre-vingt-sept ans », et son absence de complexes « à l'égard des médias existants ou à venir ».

La porte de l'invention n'est cependant pas verrouillée. Et pour inaugurer la vague d'émissions nouvelles sur le petit écran, « Télé à la une » pourra bien innover. Bimensuelle, programmée à 17 h 15 le lundi, l'émission sera conçue et animée par Jean Bertho et permettra à « Dame télévision » de se mettre elle-même sur la sellette, ou sur le gril. Foin de complaisance et de narcissisme ! Le ton sera résolument critique, et l'objectif audacieux : faire réfléchir sur l'instrument, provoquer un échange d'idées entre professionnels de la télévision et représentants de la presse écrite du public, et poser sans aucune retenue les questions que nous nous posons à la fois l'antenne et les gens qui concevaient. Tout simplement communiquer, explique le journaliste. Expliquer et public les jeux de la télévision, le travail des artisans, favoriser l'apprentissage d'une lecture critique du langage télévisuel et peut-être aussi donner l'impulsion au petit écran. Jean Bertho, qui estime avoir carte blanche, souhaite en tout cas faire de « Télé à la une » un petit événement dans le monde de la télévision. Pourquoi pas une petite bombe ? Coup d'envoi lundi 11 avril, avec notamment Polac, une « vedette » controversée... est...

« Saga » sera le second pari périlleux de l'unité de Jeunes. Diffusé chaque mois, le mardi, à une heure de grande écoute, ce magazine scientifique produit par Michel Tréguer sera, nous dit-on, « une incitation, des films, des animations, des débats ».

« Nos et les médias », université de Rennes II, 6, avenue Gaston-Berger, 35043 Rennes Cedex, tél. : (99) 54-99-55, poste 1134 ou 207.

« Tout ce qu'il faut savoir si vous éditez un journal » : la onzième édition (à paraître le 1er juillet 1982) de ce numéro spécial de l'« Echo de la presse et de la publicité » vient d'être mise en vente, 19, rue des Prêtres-Saint-Germain-l'Auxerrois, 75006 Paris. Tél. : 233-03-00. Prix : 205 F (franco : 225 F.)

fait d'accord, j'ai assisté à l'exercice de la deuxième armée en mai, lors de la critique, attiré l'attention sur le fait que, dans l'esprit, le général Pétrelat avait voulu prévoir le pire. Comme on le sait, le pire allait survenir pourtant lorsque, appliquant le plan mis au point par le général von Manstein, Guderian et Rommel lancèrent victorieusement leurs chars dans les Ardennes.

Un tableau saisissant

Capitales, ces deux années furent, en effet, les seuls avertissements qu'adressèrent aux responsables les quelques militaires français compétents. Toujours bien informé, Claude Paillet en cite beaucoup d'autres : ainsi la lettre du général Vuillemin à Guy La Chambre en 1938 prédisant l'« anéantissement » de l'aviation française en quelques jours, l'« hypothèse d'un conflit avec le Reich » un rapport de services de renseignements attirant l'attention sur le climat anti-français régnant en Belgique, l'« état de déshérence » de l'armée de ce pays ; une « enfin, du deuxième signalant, 1938 — un « et la signature de la germano-soviétique — que les Allemands ne pouvaient pas en venir à bout avec les Russes afin d'éviter une coopération des armées polonaises et soviétiques.

Précis et irréfutable, le tableau par Claude Paillet est d'autant plus saisissant qu'il apparaît très équilibré. A l'inverse de certains témoins de l'époque, l'auteur des *Dossiers secrets de la France contemporaine* n'accable aucun homme ou aucune famille politique. Imperturbable, il se contente de livrer le fruit de ses recherches et laisse à chacun le soin de tirer quel point, en ces années-là, la France, dans ses profondeurs, refusait de regarder sa face les épreuves qui, à son tour, elle.

ERIC ROUSSEL

« Le Désastre de 1940 » - La Répétition générale, tome IV, *Dossiers secrets de la France contemporaine*, tome IV : Laffont, 224 pages : 115 F (nombreuses illustrations inédites).

## Des trésors dans un blockhaus

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré de la journée du 6 avril; le second le minimum de la nuit du 6 au 7 avril):

Ajaccio, 16 ° 7 degrés; Biarritz, 18	et 11; Bordeaux, 12 et 9; Bourges, 1
et 5; Brest, 11 et 4; Caen, 10 et 4	et 5; Brest, 11 et 4; Caen, 10 et 4
Cherbourg, 9 et 3; Clermont-Ferrand,	Cherbourg, 9 et 3; Clermont-Ferrand,
13 et 7; Dijon, 11 et 3; Grenoble, 1	13 et 7; Dijon, 11 et 3; Grenoble, 1
et 8; Lille, 10 et 3; Lyon, 11 et 7	et 8; Lille, 10 et 3; Lyon, 11 et 7

**GUY BROUTY**

1998, 1999, 2000, 2001, 2002, 2003, 2004, 2005, 2006, 2007, 2008, 2009, 2010, 2011, 2012, 2013, 2014, 2015, 2016, 2017, 2018, 2019, 2020, 2021, 2022, 2023, 2024, 2025, 2026, 2027, 2028, 2029, 2030, 2031, 2032, 2033, 2034, 2035, 2036, 2037, 2038, 2039, 2040, 2041, 2042, 2043, 2044, 2045, 2046, 2047, 2048, 2049, 2050, 2051, 2052, 2053, 2054, 2055, 2056, 2057, 2058, 2059, 2060, 2061, 2062, 2063, 2064, 2065, 2066, 2067, 2068, 2069, 2070, 2071, 2072, 2073, 2074, 2075, 2076, 2077, 2078, 2079, 2080, 2081, 2082, 2083, 2084, 2085, 2086, 2087, 2088, 2089, 2090, 2091, 2092, 2093, 2094, 2095, 2096, 2097, 2098, 2099, 2100, 2101, 2102, 2103, 2104, 2105, 2106, 2107, 2108, 2109, 2110, 2111, 2112, 2113, 2114, 2115, 2116, 2117, 2118, 2119, 2120, 2121, 2122, 2123, 2124, 2125, 2126, 2127, 2128, 2129, 2130, 2131, 2132, 2133, 2134, 2135, 2136, 2137, 2138, 2139, 2140, 2141, 2142, 2143, 2144, 2145, 2146, 2147, 2148, 2149, 2150, 2151, 2152, 2153, 2154, 2155, 2156, 2157, 2158, 2159, 2160, 2161, 2162, 2163, 2164, 2165, 2166, 2167, 2168, 2169, 2170, 2171, 2172, 2173, 2174, 2175, 2176, 2177, 2178, 2179, 2180, 2181, 2182, 2183, 2184, 2185, 2186, 2187, 2188, 2189, 2190, 2191, 2192, 2193, 2194, 2195, 2196, 2197, 2198, 2199, 2200, 2201, 2202, 2203, 2204, 2205, 2206, 2207, 2208, 2209, 2210, 2211, 2212, 2213, 2214, 2215, 2216, 2217, 2218, 2219, 2220, 2221, 2222, 2223, 2224, 2225, 2226, 2227, 2228, 2229, 2230, 2231, 2232, 2233, 2234, 2235, 2236, 2237, 2238, 2239, 2240, 2241, 2242, 2243, 2244, 2245, 2246, 2247, 2248, 2249, 2250, 2251, 2252, 2253, 2254, 2255, 2256, 2257, 2258, 2259, 2260, 2261, 2262, 2263, 2264, 2265, 2266, 2267, 2268, 2269, 2270, 2271, 2272, 2273, 2274, 2275, 2276, 2277, 2278, 2279, 2280, 2281, 2282, 2283, 2284, 2285, 2286, 2287, 2288, 2289, 2290, 2291, 2292, 2293, 2294, 2295, 2296, 2297, 2298, 2299, 2300, 2301, 2302, 2303, 2304, 2305, 2306, 2307, 2308, 2309, 2310, 2311, 2312, 2313, 2314, 2315, 2316, 2317, 2318, 2319, 2320, 2321, 2322, 2323, 2324, 2325, 2326, 2327, 2328, 2329, 2330, 2331, 2332, 2333, 2334, 2335, 2336, 2337, 2338, 2339, 2340, 2341, 2342, 2343, 2344, 2345, 2346, 2347, 2348, 2349, 2350, 2351, 2352, 2353, 2354, 2355, 2356, 2357, 2358, 2359, 2360, 2361, 2362, 2363, 2364, 2365, 2366, 2367, 2368, 2369, 2370, 2371, 2372, 2373, 2374, 2375, 2376, 2377, 2378, 2379, 2380, 2381, 2382, 2383, 2384, 2385, 2386, 2387, 2388, 2389, 2390, 2391, 2392, 2393, 2394, 2395, 2396, 2397, 2398, 2399, 2400, 2401, 2402, 2403, 2404, 2405, 2406, 2407, 2408, 2409, 2410, 2411, 2412, 2413, 2414, 2415, 2416, 2417, 2418, 2419, 2420, 2421, 2422, 2423, 2424, 2425, 2426, 2427, 2428, 2429, 2430, 2431, 2432, 2433, 2434, 2435, 2436, 2437, 2438, 2439, 2440, 2441, 2442, 2443, 2444, 2445, 2446, 2447, 2448, 2449, 2450, 2451, 2452, 2453, 2454, 2455, 2456, 2457, 2458, 2459, 2460, 2461, 2462, 2463, 2464, 2465, 2466, 2467, 2468, 2469, 2470, 2471, 2472, 2473, 2474, 2475, 2476, 2477, 2478, 2479, 2480, 2481, 2482, 2483, 2484, 2485, 2486, 2487, 2488, 2489, 2490, 2491, 2492, 2493, 2494, 2495, 2496, 2497, 2498, 2499, 2500, 2501, 2502, 2503, 2504, 2505, 2506, 2507, 2508, 2509, 2510, 2511, 2512, 2513, 2514, 2515, 2516, 2517, 2518, 2519, 2520, 2521, 2522, 2523, 2524, 2525, 2526, 2527, 2528, 2529, 2530, 2531, 2532, 2533, 2534, 2535, 2536, 2537, 2538, 2539, 2540, 2541, 2542, 2543, 2544, 2545, 2546, 2547, 2548, 2549, 2550, 2551, 2552, 2553, 2554, 2555, 2556, 2557, 2558, 2559, 2560, 2561, 2562, 2563, 2564, 2565, 2566, 2567, 2568, 2569, 2570, 2571, 2572, 2573, 2574, 2575, 2576, 2577, 2578, 2579, 2580, 2581, 2582, 2583, 2584, 2585, 2586, 2587, 2588, 2589, 2590, 2591, 2592, 2593, 2594, 2595, 2596, 2597, 2598, 2599, 2600, 2601, 2602, 2603, 2604, 2605, 2606, 2607, 2608, 2609, 2610, 2611, 2612, 2613, 2614, 2615, 2616, 2617, 2618, 2619, 2620, 2621, 2622, 2623, 2624, 2625, 2626, 2627, 2628, 2629, 2630, 2631, 2632, 2633, 2634, 2635, 2636, 2637, 2638, 2639, 2640, 2641, 2642, 2643, 2644, 2645, 2646, 2647, 2648, 2649, 2650, 2651, 2652, 2653, 2654, 2655, 2656, 2657, 2658, 2659, 2660, 2661, 2662, 2663, 2664, 2665, 2666, 2667, 2668, 2669, 2670, 2671, 2672, 2673, 2674, 2675, 2676, 2677, 2678, 2679, 26

# Le Monde

**Service des Abonnements**  
 5, rue des Italiens  
 75427 Paris CEDEX 09  
 C.C.P. Paris 4297-23

**ABONNEMENTS**

3 mois 6 mois 12 mois

**FRANCE**  
 341 F 554 F 767 F

**TOUS PAYS ÉTRANGERS  
 PAR VOIE NORMALE**  
 601 F 1 074 F 1 547 F 2 020 F

**ÉTRANGER  
 (par messageries)**  
 L - BELGIQUE-LUXEMBOURG  
 PAYS-BAS  
 381 F 547 F 887 F 1 140 F

**IL - SUISSE, TUNISIE**  
 454 F 779 F 1 105 F 1 430 F

Par voie aérienne  
 Tarif sur demande.

Les abonnements qui paient par chèque postal (n° 1045) voudront bien indiquer au chèque à l'ordre de leur journal.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : non énumérés sont invités à formuler leur demande (ou somme) au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de régler tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

## PARIS EN VISITES

**SAMEDI 9 AVRIL**

- Initiation à la sculpture médiévale (jeunes) • 14 h 30, Palais de Chaillot, hall, M. Jacomet.
- ■■■ de Vendôme, ■■ heures, ■■■■ Saint-Michel, M<sup>me</sup> Pennec, (Caisse nationale des monuments historiques).
- Basilique Saint-Denis, 14 h 45, ■■■■ Saint-Denis (Approche de l'art), ■■ Crypte archéologique, 15 heures, parvis Notre-Dame, ■■■■ préfecture, (Arauc).
- ■■■■ un restaurant de membres, 15 heures ■■■■ Saint-Julien des Pauvres (Connaissance ■■■■ et d'auteurs).
- Saint-Germain-des-Prés ■■ 15 heures, église, M. Czarny.
- ■■■■ Carnes, ■■ heures, 70 ■■■■ Vaugrard, M<sup>me</sup> Ferrand.
- Rodin 15 heures 37, rue de Varenne (Histoire et archéologie).
- Quartier Saint-Sulpice ■■ heures, musée Saint-Sulpice (Restauration du passé).
- Le Marais sud 15 heures, 68, rue François I<sup>er</sup> (Paris historique).
- Le Faubourg, 11 heures, Musée des ■■■■ traditions populaires (Visages de Paris).

## CONFÉRENCES

- 15 heures, l'art de la découverte, B. Rybak : « Mesures biophysiques : la mesure de la température corporelle ».
- 16 heures, ■■ rue ■■ Grenelle, ■■ Nedelkovich : ■■■■ est-elle un mythe ? (Union théosophique).
- 20 heures 30, ■■■■ bis, rue Saint-Martin, M. Derbère : « Le légendaire de la symbolique ■■■■ anciens » (AMORC).

**DOCUMENTATION**

**LES NOUVEAUX COMITÉS D'ENTREPRISE.** — La loi Auroux relative aux institutions représentatives du personnel a profondément modifié les comités d'entreprise, modifiant leur champ d'application, leurs attributions et les moyens d'action, en compte la réalité la prise de décision dans l'entreprise moderne. Un numéro spécial des sociétés des entreprises assujetties, les moyens de groupe, les comités.

★ *Comité d'entreprise, 1 : Création-Fonctionnement*, 168 pages. Prix : 73 F francs T.T.C. En vente chez les sociétés, 8 avenue de la République, 75541 Paris Cedex 13. Tél. : (1) 205-91-05.

**ENVIRONNEMENT**

**SESSION DE FORMATION A LIMOGES.** — Une session de droit comparé de l'environnement aura lieu du 18 au 21 septembre 1983 sous l'égide du Centre international de droit comparé de l'environnement.

★ *Centre international de droit comparé de l'environnement, faculté de droit et des sciences économiques à Limoges, place du Président, 87031 Limoges cedex, tél. : (05 45 25 11 11).*

[illegible]

**appartements ventes**

# CARNET

**M. Michel VAUZELLE et M<sup>me</sup> née Sylvie Fauvet, m. Marie,**  
ont la joie de faire part de la naissance

Sébastien,  
Paris, le 30 mars 1983,  
19, rue Chapon, 75003 Paris.

## Décès

**M<sup>me</sup> Georges Albertini,**  
toute sa famille,  
Les associés-gérants de MM. Worms et C<sup>ie</sup>.

ont la douleur de faire part du décès de  
**M. Georges ALBERTINI,**  
survenu le 31 mars 1983,  
à l'âge de quatre-vingt-trois ans, muni des  
sacrements de l'Eglise.

La cérémonie religieuse sera célébrée dans la plus stricte intimité en la basilique Sainte-Clotilde, à Paris-7<sup>e</sup>, le samedi 9 avril 1983, à 10 h 30, en l'église Saint-Ouen, dans le cadre de la famille.

Un service religieux sera célébré à sa mémoire, le vendredi 15 avril, à 17 heures, en l'église Saint-Augustin, Paris-8<sup>e</sup>.

16, rue du Général-Foy, 75001 Paris.  
(Lire page 23).

**Chantal BEGHIN,**  
ingénieur des Arts et Manufactures,  
ingénieur honoraire de la S.N.C.F.,

ont la douleur de faire part du décès de  
leur fils et frère

**JEAN CATTAN,**  
survenu le 1<sup>er</sup> avril 1983 à New-York à l'âge de vingt-deux ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le samedi 9 avril, à 10 h 30, en l'église Saint-Pierre de Chaillot, 33, avenue Marceau, Paris-16<sup>e</sup>.

16, place des Etats-Unis, 75016 Paris.

**M<sup>me</sup> Jean Cristille, son épouse**  
M. et M<sup>me</sup> Pierre Cristille,  
ses enfants,  
M<sup>me</sup> Marie-Françoise et Nicole Cristille,  
ses petites-filles,  
ont le chagrin de faire part du décès de

**M. Jean Cristille,**  
survenu le 1<sup>er</sup> avril 1983 à son vingt-cinquième anniversaire.

La cérémonie religieuse et l'inhumation ont eu lieu dans la plus stricte intimité, à Brive, le 1<sup>er</sup> avril 1983.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

4 rue Marcel-Miquel,  
111, avenue Georges-Pompidou,  
Brive-la-Gaillarde.

**M<sup>me</sup> Fernand BENOIST, née Odette**  
Genviron, son épouse,  
ses enfants,  
Et sa famille,  
ont la douleur de faire part du décès de

**docteur Fernand BENOIST,**  
professeur honoraire  
collège de médecine,  
médecin-chef de service honoraire  
hospitaux de Paris,  
ancien ministre des finances,  
porteur de la Légion d'honneur.

en son domicile à Paris-7<sup>e</sup>,  
21, rue de Bourgogne, le 1<sup>er</sup> avril 1983,  
à l'âge de quatre-vingt-trois ans, muni des  
sacrements de l'Eglise.

La cérémonie religieuse sera célébrée dans la plus stricte intimité en la basilique Sainte-Clotilde, à Paris-7<sup>e</sup>, le samedi 9 avril 1983, suivie de l'inhumation dans le caveau de famille au cimetière de Montparnasse.

**M. et M<sup>me</sup> Antoine Cattan,**  
M<sup>me</sup> Marie-Cattan,  
M<sup>me</sup> Marie-Cattan,  
ont la douleur de faire part du décès de

**JEAN CATTAN,**  
survenu le 1<sup>er</sup> avril 1983 à New-York à l'âge de vingt-deux ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le samedi 9 avril, à 10 h 30, en l'église Saint-Pierre de Chaillot, 33, avenue Marceau, Paris-16<sup>e</sup>.

16, place des Etats-Unis, 75016 Paris.

**M<sup>me</sup> Jean Cristille, son épouse**  
M. et M<sup>me</sup> Pierre Cristille,  
ses enfants,  
M<sup>me</sup> Marie-Françoise et Nicole Cristille,  
ses petites-filles,  
ont le chagrin de faire part du décès de

**M. Jean Cristille,**  
survenu le 1<sup>er</sup> avril 1983 à son vingt-cinquième anniversaire.

La cérémonie religieuse et l'inhumation ont eu lieu dans la plus stricte intimité, à Brive, le 1<sup>er</sup> avril 1983.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

4 rue Marcel-Miquel,  
111, avenue Georges-Pompidou,  
Brive-la-Gaillarde.

**M. Paul DARTIGUES, son épouse,**  
M. et M<sup>me</sup> Richard Dartigues,  
ses enfants,  
M<sup>me</sup> Noëlle Dartigues, sa petite-fille,  
Fabrice et Eve,  
ses arrière-petits-enfants,  
M<sup>me</sup> André Dartigues, sa belle-sœur,  
ont la douleur de faire part du décès de

**M<sup>me</sup> Paul DARTIGUES,**  
née Yvonne VIVIANI,  
survenue le 31 mars 1983, à l'âge de quatre-vingt-deuxième année, à Sarcelles (Val-d'Oise).

Le service religieux et l'inhumation dans le caveau de famille, au cimetière des Batignolles, ont eu lieu le samedi 1<sup>er</sup> avril 1983 dans l'intimité.

**M. et M<sup>me</sup> Richard Dartigues,**  
17, rue Charles-Tuleu,  
Montmorency.

On nous prie d'annoncer la mort du  
**docteur Paul DAUTRY,**  
survenue le 1<sup>er</sup> avril 1983.

La part de :  
M<sup>me</sup> Paul Dautry,  
Des docteurs Dautry et Dominique  
Lyon-Cacé, M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Jeanne Keschla, leurs  
enfants et petits-enfants.  
Région le 7 avril, à 10 h 30 précises,  
clinique Georges-Bizet, 23, rue Georges-  
Bizet, 75016 Paris.  
Inhumation le 7 avril, à 14 h 15,  
au cimetière de Thiais.

Ni fleurs ni  
croix seulement. Maro V.

Des dons peuvent être adressés à :  
Phénix, 65, rue Baudry,  
Paris.

225, rue du Faubourg Saint-Honoré,  
Paris.  
36, avenue Charles-de-Gaulle,  
Neuilly-sur-Seine,  
4, rue Lavoisier, 68200 Mulhouse.

**Le Monde de L'EDUCATION**  
NUMÉRO D'AVRIL

**RÉUSSIR  
DANS LA VIE :  
LA MOBILITÉ SOCIALE**

EN VENTE PARTOUT. LE NUMÉRO : 10 F

**M. Jean DUMAS,**  
Les obsèques ont été célébrées le vendredi 1<sup>er</sup> avril, en l'église Saint-Joseph, à Limoges, dans l'intimité.

De la part de :  
M<sup>me</sup> Jean Dumas,  
M. et M<sup>me</sup> Georges Dumas et leurs  
enfants,  
M<sup>me</sup> Nelly Dumas,  
M. Didier Dumas,  
M<sup>me</sup> Georges Dumas,  
M<sup>me</sup> Roland Dumas, M<sup>me</sup> et leurs  
enfants,

qui ont tenu à honorer le défunt, 1, rue Bernard-Palissy, 87000 Limoges.

**M. et M<sup>me</sup> Alain Godde,**  
Grand, Huchedé,  
font part du décès du  
**docteur Jean-Jacques GALOPIN,**  
chef du service anesthésie-réanimation  
de l'hôpital de Lannion.

Les obsèques ont eu lieu en l'église Saint-Jean-du-Baly, à Lannion, l'inhumation au cimetière Montparnasse, le 26 mars 1983.

**M<sup>me</sup> Pierre Godde, son épouse,**  
M. et M<sup>me</sup> Alain Godde,  
Jérôme, Bruno, Guillaume et M<sup>me</sup> M<sup>me</sup> Antoine Bontoux,  
Anne, Loïc, Patrick,  
M<sup>me</sup> Monique Godde,  
la communauté apostolique de Saint-François-Xavier,  
M. et M<sup>me</sup> Pierre Bouchon,  
Maro Vincent,  
Le docteur et M<sup>me</sup> Jean-Pierre Mardis,  
Sophie et Laure,  
ses enfants et petits-enfants,  
ont la douleur de faire part du décès,

après une longue et douloureuse maladie, de

**M. Pierre GODDE,**  
ancien élève  
de l'Ecole polytechnique,  
ingénieur civil des Ponts,  
chevalier de la Légion d'honneur,  
honoraire  
du Crédit lyonnais,

survenu le 2 avril 1983, dans sa soixante-dix-huitième année.

La messe d'enterrement aura lieu le jeudi 7 avril, à 10 h 30, à Laignes (Côte-d'Or).

Une messe sera célébrée le 12 avril, à 10 h 30, en l'église Saint-François-Xavier, Paris-15<sup>e</sup>.

Cet avis tient lieu de faire-part.  
1, square du Croisic,  
75015 Paris.

**M<sup>me</sup> Stanislas Herman, son épouse,**  
M. et M<sup>me</sup> Christian Styger,  
MM. Andrzej et Jurzy Herman,  
ses enfants,  
ont la douleur de faire part du décès de

**M. Stanislas HERMAN,**  
survenu subitement le 1<sup>er</sup> avril 1983, à Francfort-am-Main.

La cérémonie religieuse sera célébrée le lundi 11 avril, à 10 h 30, en l'église polonaise, 263 bis, rue Saint-Honoré, 75001 Paris, suivie de l'inhumation au cimetière du Montparnasse.

1, cité de l'Alma, 75007 Paris.  
33, rue Paul-Albert,  
57100 Thionville,  
Pologne - Canada.

**Brest, Gervé, Paris.**  
M. Yves Le Goc, avocat honoraire,  
ancien bâtonnier, son épouse,  
M. et M<sup>me</sup> Michel Le Goc, leurs  
enfants et petits-enfants,  
M. et M<sup>me</sup> Jacques Le Goc, leurs  
enfants et petits-enfants,  
M<sup>me</sup> Paul Treanton, sa sœur,  
ont la douleur d'annoncer le décès de

**M<sup>me</sup> Yves LE GOC,**  
née Suzanne Badier,  
rapplée à Dieu le 31 mars 1983, dans sa quatre-vingt-cinquième année.

Les obsèques ont eu lieu en l'église Saint-Louis, à Brest, le samedi 2 avril 1983.

**M. Jean-Luc Moreau,**  
M. et M<sup>me</sup> Jean Rontier  
et leur fils,  
vous font part du décès de

**M<sup>me</sup> veuve André MOREAU,**  
née Germaine Bréant,  
leur grand-mère et arrière-grand-mère,  
survenue le 6 avril 1983, à Paris, à l'âge de quatre-vingt-cinq ans.

Les obsèques auront lieu le vendredi 8 avril 1983.  
On se réunira à 10 h 45, porte principale, au cimetière parisien de Bagneux, 33, avenue Charles-Floquet, 75007 Paris.

33 bis, rue du Château,  
92200 Neuilly.

On nous prie d'annoncer le décès de  
**M. Georges SAÏNOUBAT,**  
survenu brutalement le 2 avril 1983.

La cérémonie religieuse et l'inhumation dans le caveau de famille ont eu lieu à Brive, le 7 avril 1983, dans la plus stricte intimité familiale.

**M<sup>me</sup> Armand Tricard,**  
Le docteur Catherine Tricard,  
sa fille,  
Le professeur et M<sup>me</sup> John Appleby,  
son gendre et belle-fille,  
ont la grande douleur de faire part de la disparition de

**docteur Armand TRICARD,**  
le 3 avril 1983.

Les obsèques religieuses seront célébrées le lundi 11 avril, à 10 h 30, en l'église Sainte-Marie des Batignolles.

Cet avis tient lieu de faire-part.  
85, rue de Saussure,  
75017 Paris.

**Anniversaires**  
Le 10<sup>e</sup> anniversaire du décès de son mari

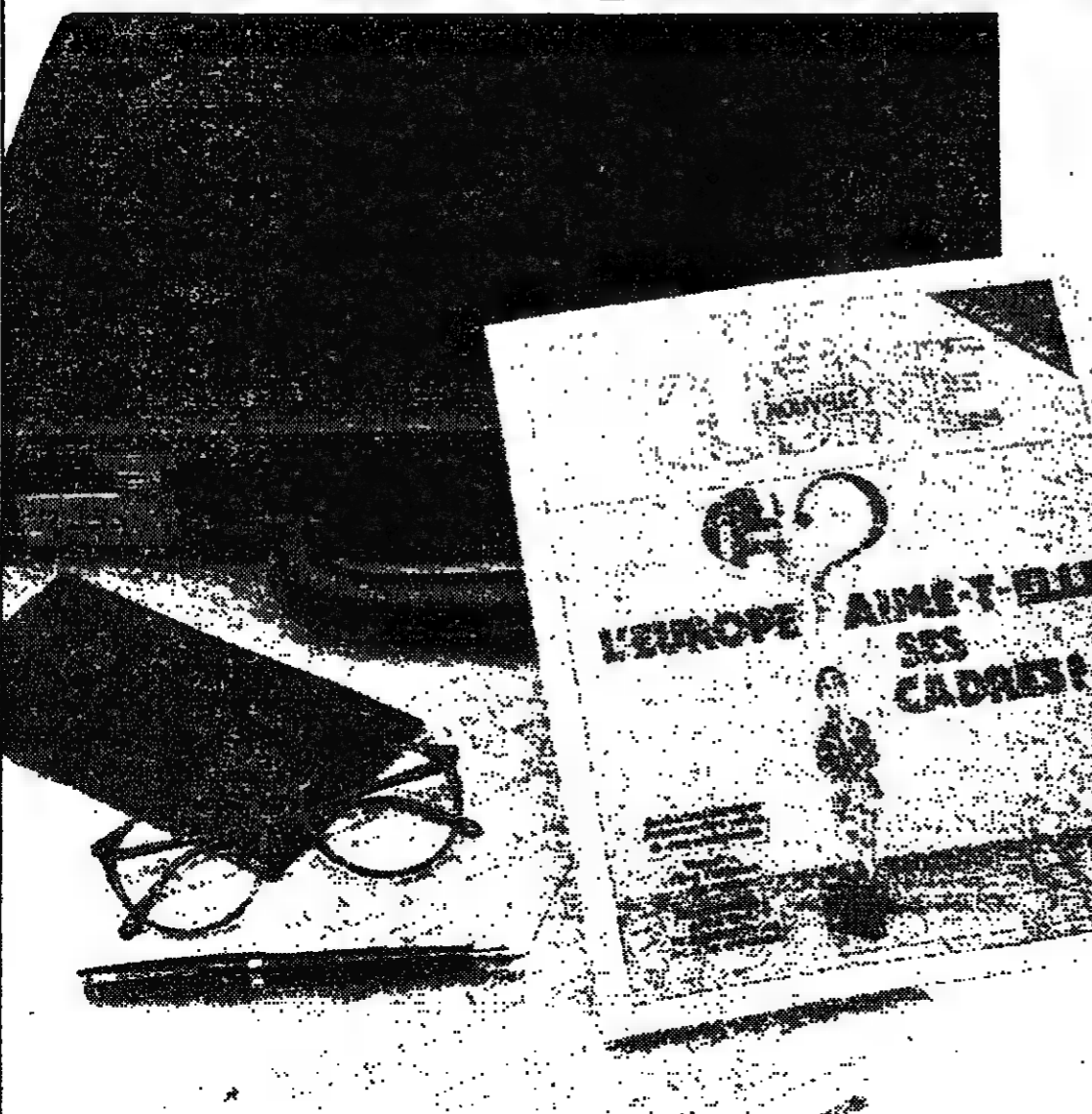
**Joseph-Jean MORER**  
commandeur de la Légion d'honneur  
au titre militaire,  
M<sup>me</sup> Morer demande pour lui une pensée toute particulière à tous ceux qui l'ont connu, aimé, et restent fidèles à son souvenir.

**Communications diverses**  
Une souscription pour le monument au maréchal Juin et à ses soldats.

Le Comité national du monument au maréchal Juin et à ses soldats (1) vient de lancer une souscription nationale pour couvrir les frais de ce monument que la Ville de Paris a décidé d'ériger sur la place d'Italie, sous le patronage du président de la République et du gouvernement.

(1) 19, rue Saint-Marc, 75002 Paris (tél. : 296-97-16) (par chèque bancaire ou virement CCP n° 5772 62 P Paris).

**Cérémonies religieuses**  
Le grand rabbin de France,  
Le président et les membres du Consistoire central,  
Le président et les membres du Consistoire de Paris,  
Le président et les membres de la communauté de la rue Buffault,  
invitent les fidèles à participer à la cérémonie religieuse célébrant le Quarantième anniversaire du Génocide des Juifs de Grèce, qui aura lieu le dimanche 10 avril 1983, à 18 heures, à la synagogue Buffault, 28, rue Buffault, Paris-9<sup>e</sup>.



L'Italie, la France, la Belgique, la Grande-Bretagne et l'Allemagne réservent-elles, dans une époque incertaine, des sorts identiques à leurs cadres? Ou ceux-ci bénéficient-ils de conditions plus favorables (chômage, salaire, fiscalité, responsabilités, promotion) dans un pays plutôt que dans un autre. En fin de compte, l'Europe aime-t-elle ses cadres?

Tel est le dossier que **L'USINE NOUVELLE** propose en exclusivité dans son numéro du 7 avril 1983. Une analyse globale, puis pays par pays, enfin des témoignages de cadres italiens, français, belges, anglais et allemands; une analyse dont les conclusions révèlent des aspects insoupçonnés de l'état d'esprit des cadres européens.

**L'USINE NOUVELLE**

59, rue du Rocher, 75008 Paris - Tél. 387.37.88.

مكتبة الأصل

SOCIAL

Fête du travail

POUR LA C.G.T.  
UN 1<sup>er</sup> MAI UNITAIRE  
EST POSSIBLE MALGRÉ  
DES DIVERGENCES

La commission exécutive de la C.G.T., réunie le 6 avril, s'est déclarée « convaincue qu'en dépit des divergences il est possible de dégager des thèmes décisifs communs » entre la C.G.T., la C.F.D.T. et la FEN « permettant une mobilisation forte et unitaire des travailleurs le 1<sup>er</sup> mai ».

La C.G.T. a annoncé que M. Jacques Pommataux, secrétaire général de la FEN, a répondu positivement à l'invitation de M. Henri Krasucki, en vue d'une rencontre au niveau national C.G.T.-C.F.D.T.-FEN pour réaliser un 1<sup>er</sup> mai unitaire. Selon la C.G.T., M. Edmond Maire a « décliné la proposition » cégétiste « pour s'en remettre aux discussions régionales et départementales ». Toutefois, la commission exécutive a maintenu cette proposition de rencontre nationale, qui « donnerait une impulsion dans tout le pays ».

Le dernier 1<sup>er</sup> mai unitaire à Paris a eu lieu en 1979.

Déjà, pour cette année, l'union des syndicats F.O. de la région parisienne a appelé à manifester, de la Bastille au mur des Fédérés à Paris, à partir de 10 heures, le 1<sup>er</sup> mai.

Le droit de veto  
des syndicats

F.O. DEMANDE

UN AJUSTEMENT DE LA LOI  
DU 13 NOVEMBRE 1982

Dans une lettre datée du 1<sup>er</sup> avril, qu'il vient d'adresser au ministre des affaires sociales, le secrétaire général de F.O. demande qu'il soit procédé « à un ajustement de la loi du 13 novembre 1982 concernant la négociation collective ».

« La F.O. avait émis les plus vives réserves sur les dispositions de l'article L.132-26 relatif au droit d'opposition d'une organisation syndicale à l'application d'une convention ou d'un accord d'entreprise dont elle n'est pas signataire. Ce texte prévoit que l'opposition peut émaner d'une ou de plusieurs organisations syndicales à condition que la ou les organisations syndicales aient recueilli les voix de plus de la moitié des électeurs inscrits lors des dernières élections au comité d'entreprise ou, à défaut, des délégués du personnel. L'opposition peut ainsi venir d'une organisation qui aurait perdu la majorité dans l'entreprise. (...) Cette rétroactivité éventuelle vient de se vérifier à propos d'un accord d'entreprise signé par la F.O. dans l'entreprise Kalinowski d'Arques, près de Bordeaux. La C.G.T., qui y était majoritaire au C.E. en octobre 1981, a perdu cette majorité aux élections de délégués du personnel en octobre 1982. Elle a pourtant fait usage de son droit d'opposition à un accord signé par la F.O. L'accord en cause est donc désormais caduc, privant ainsi deux cents cinquante salariés d'avantages très importants. Cette situation est anormale, et il conviendrait d'y mettre un terme en procédant à un ajustement de la loi et en ne faisant plus référence aux résultats des dernières élections professionnelles quelle qu'en soit la nature (délégués au C.E. ou du personnel) ».

Regardez entre deux syndicats... Deux syndicats ont en effet voté, à Orange (Vaucluse), au cours de la réunion de la commission paritaire nationale des personnels communaux, mardi 5 avril. Alors qu'il prenait la parole, M. Vincent Manca, délégué C.G.T., employé de mairie à Marseille, a été pris à partie par M. Hubert Dumas, délégué F.O., agent communal à la mairie d'Orange, qui a prononcé à son encontre des propos que M. Manca a jugés racistes. S'estimant outragé, M. Manca a porté à M. Dumas un coup de tête en plein visage et l'a frappé avec ses poings. M. Dumas a déposé plainte auprès du procureur de la République pour coups et blessures volontaires ayant entraîné une incapacité de travail de huit jours, et M. Manca en a fait autant pour injures racistes.

Grève des douaniers italiens aux tunnels du Mont-Blanc et du Fréjus. — Les douaniers italiens des tunnels du Mont-Blanc et du Fréjus se sont mis en grève, jeudi 7 avril, pour une durée de vingt-quatre heures. Ce mouvement, déclenché dans le cadre d'une grève générale de la fonction publique italienne, a provoqué des perturbations de la circulation, notamment dans le franchissement du tunnel du Mont-Blanc.

UNE IMPORTANTE RECHERCHE  
DU CENTRE D'ÉTUDES DES REVENUS ET DES COUTS (CERC)

Les disparités importantes de cotisations et de prestations  
entre les divers régimes de sécurité sociale

M. Robert Blot, président du Centre d'études des revenus et des coûts (1), a présenté à la presse, le 7 avril à Paris, un important rapport qui fait le point sur la situation des Français vis-à-vis de la Sécurité sociale. En matière de protection sociale, tous ne sont pas logés à la même enseigne : ils ne perçoivent pas les mêmes prestations, ils ne contribuent pas à leur financement de manière égale.

Ainsi, se demandent les experts du CERC, si l'on appliquait le principe « à droits égaux, efforts contributifs égaux », que se passerait-il ? Le financement, répondent-ils, devrait être modifié. Mais comment ? Dans le premier volet de cette étude, le CERC examine l'assurance-maladie et les prestations familiales. Le deuxième volet, à venir plus tard, étudiera les disparités en matière de retraites.

Selon les conclusions du CERC, portant sur les années 1980 et 1981, les salariés du secteur privé appartenant au régime général auraient dû verser, quelques changements : en 1980, baisse des cotisations familiales de 9 % ; en 1981, minoration des cotisations de 3 %, mais hausse des cotisations de 4 %. Pour les « non-salariés » (commerçants, artisans, industriels et professions libérales), leur effort contributif aurait dû doubler sur cette même période. Pour les fonctionnaires et assimilés, en 1981, cet effort aurait dû augmenter de 20 %.

L'USINE DE CITROËN À AULNAY  
A NOUVEAU PARALYSÉE  
PAR DES ARRÊTS DE TRAVAIL

La C.G.T. a appelé les salariés du montage chez Citroën à Aulnay-sous-Bois (Seine-Saint-Denis) à arrêter le travail à partir de 9 h 30.

Les chaînes ont été paralysées toute la journée du 6 et la matinée du 7. Selon la direction de Citroën, ce mouvement fait suite à un incident survenu le 5 au soir : un des quatre délégués C.G.T. licenciés était en désaccord avec des membres de la maîtrise à propos de la distribution d'un poste. En fin d'après-midi, le 6 avril, toujours selon la direction, la C.G.T. a présenté des revendications : une augmentation de 10 % des salaires et l'amélioration des conditions de travail. Ces « exigences » sont jugées « incompatibles avec le plan de M. Mauroy » par M. Auguste Blanc, secrétaire général de la C.S.L., qui dénonce, dans un communiqué, l'arrêt de travail comme « un sabotage ».

AGRICULTURE

LES AGRICULTEURS MANIFESTENT POUR DEMANDER LA SUPPRESSION DES MONTANTS COMPENSATOIRES MONÉTAIRES

Les agriculteurs ont manifesté dans plusieurs régions françaises, mercredi 6 avril, afin de demander la suppression des montants compensatoires monétaires et une augmentation substantielle des prix des produits agricoles lors de la prochaine négociation européenne sur les prix qui doit commencer d'ici dix jours à Bruxelles.

A Quimper, dans le Finistère, deux cents agriculteurs ont occupé, pendant près de cinq heures, le bureau du préfet, retenant celui-ci, afin d'obtenir un rendez-vous avec le ministre de l'Agriculture. Ils ont été expulsés vers 19 heures par une vingtaine de C.R.S. Quatre manifestants auraient été blessés.

A Châteauneuf (Nièvre), environ trois mille paysans, venus des quatre départements bourguignons (Yonne, Nièvre, Saône-et-Loire et Côte-d'Or) à l'appel des F.D.S.E.A. et des C.D.J.A. départementales, ont manifesté dans le calme. Avant le départ, les agriculteurs ont signé une motion précisant leurs revendications et demandant à M. Mitterrand de les « mener à bien », rappelant qu'il avait été « élu de la région Bourgogne pendant de nombreuses années ».

A Paris enfin, une centaine d'agriculteurs des Côtes-du-Nord et de l'Ille-et-Vilaine ont manifesté à l'Assemblée nationale. Des délégations ont été reçues successivement par les députés chargés des questions agricoles du P.S., du R.P.R., du P.C. et du R.U.D.F.

Enfin, pour les agriculteurs, la hausse aurait été encore plus forte si on appliquait le principe d'égalité de contribution.

Les experts du CERC soulignent l'importance des disparités existantes. A première vue, ces dernières seraient justifiées par les différences dans les modes de cotisations.

Mais, à l'analyse, les inégalités viennent des modulations de taux d'un régime à l'autre, et encore plus des différences importantes dans l'assiette servant de base à la contribution. Dans chaque régime, cette assiette est sous-évaluée : de 10 % à 30 % environ pour les salariés, de 38 % pour certains fonctionnaires, de 33 % pour certains libéraux et de beaucoup plus pour les agriculteurs.

DANIELLE ROUARD.

(1) CERC : Comparaison des régimes de sécurité sociale : cotisations et prestations.

ÉTRANGER

En R.F.A.

RECUL DU CHOMAGE  
(EN DONNÉES BRUTES)  
AU COURS DU MOIS DE MARS

Nuremberg (A.F.P.). — Pour la première fois depuis un an, en mars, le chômage a nettement reculé en R.F.A. Le nombre de demandeurs d'emploi s'est ainsi situé à 2 386 500 personnes de moins qu'en février (- 6 %), a annoncé le 6 avril l'Office fédéral du travail. En février, le chômage avait dépassé pour la première fois de l'histoire de l'Allemagne fédérale la barre des 2,5 millions, frappant 2 536 000 personnes. En mars, le chômage a représenté 9,8 % de la population active salariée, contre 10,4 % en février (7,6 % en mars 1982).

Toutefois, en données corrigées des variations saisonnières, l'office a constaté une augmentation de 40 000 du nombre des chômeurs. C'est la première fois depuis deux ans, ajoute-t-il, que l'on observe une augmentation si importante. Selon l'office, le marché du travail a bénéficié de la fin de l'hiver, qui a marqué la reprise des travaux à l'extérieur, en particulier dans le bâtiment et les travaux publics ; mais l'office estime que, conformément à ses prévisions, la conjoncture économique reste mauvaise pour le marché du travail, seules quelques branches ayant bénéficié de la reprise.

La F.A.O. souhaite redéfinir  
les conditions de la sécurité alimentaire

(De notre correspondant.)

Rome. — L'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (F.A.O.) présentera, lors de la réunion du comité sur la sécurité alimentaire qui se tiendra à Rome du 13 au 20 avril, un ensemble de propositions devant servir de base à une redéfinition de la notion de sécurité alimentaire, vient d'annoncer M. Saouma, directeur général de la F.A.O.

Les propositions du directeur de la F.A.O. portent sur trois points. En premier lieu, il s'agit d'augmenter la production alimentaire dans les pays défavorisés : « Le problème de l'alimentation n'est pas seulement une question d'aide financière mais de production elle-même que les pays pauvres ne soient pas dans une position de dépendance de bateaux de vivres ». Il n'y a pas de « raisons techniques » pour que les pays à déficit alimentaire ne puissent satisfaire eux-mêmes leurs besoins à condition que soient mis en place des programmes d'aide ponctuelle en faveur des petits paysans et de ceux qui sont désavantagés. Il existe peut-être, en revanche, des problèmes politiques dans la mesure où de tels programmes risquent, à terme, de restreindre l'influence que peuvent exercer les pays riches par le biais de leur aide sur les pays les plus démunis.

Le second point concerne la stabilité des approvisionnements afin d'atténuer les instabilités cycliques qui affectent la demande et l'offre sur le marché mondial des produits alimentaires. Une question liée au troisième point de la proposition : l'accès aux approvisionnements. Celui-ci suppose une libéralisation du commerce international et la fin de l'antagonisme existant actuelle-

AFFAIRES

Les voitures SEAT  
vont être distribuées en France par Sonauto

« Aujourd'hui, nous sommes majeurs », a lancé mercredi 6 avril M. Juan-Miguel Antozas, président de SEAT (1), en annonçant à Paris l'accord qui lie désormais le principal constructeur espagnol d'automobiles à Sonauto S.A. pour l'importation et la distribution en France de ses modèles.

Après trente-cinq ans d'union avec la Fiat italienne consacrée par un mariage, en 1979, et rompue par une séparation deux ans plus tard, la SEAT confirme ainsi qu'elle veut profiter de sa liberté et se lancer dans la vie comme une grande. Aujourd'hui, il s'agit d'exporter soi-même, et la France n'est qu'un des marchés visés en Europe, avec même l'Italie comme objectif, un comble quand on sait que la production de la firme de Barcelone concerne des véhicules conçus par Fiat et fabriqués sous licence. Le seul litige qui oppose Fiat et SEAT concerne d'ailleurs les enfants nés de l'union, c'est-à-dire les modèles fabriqués par la marque espagnole qui ne sont pas autre chose que des Panda, des Ritmo ou des 127, vus par un œil espagnol, voire agréablement transformés, mais qui, dans l'esprit des acheteurs, peuvent entraîner des confusions.

Quoi qu'il en soit, en attendant, le lancement des véhicules originaux, à la conception desquels seront mêlés les ingénieurs d'outre-Rhin (SEAT a signé il y a quelques mois un ac-

cord de fabrication sous licence avec Volkswagen) et particulièrement ceux de Porsche, il faut bien fabriquer ce que l'on sait fabriquer dans les usines ultra-modernes de Barcelone et de Pamplune. D'autant que les contrats entre les anciens époux autorisent encore cette façon de faire, à condition toutefois que de suffisantes modifications de présentation soient effectuées sur les voitures. Sinon, il faudra que SEAT verse à Fiat sur chaque véhicule sorti d'Espagne les redevances d'usage.

M. Norbert Wagner, président du directoire de Sonauto S.A., qui importe déjà en France les Porsche, les Mitsubishi et les motocyclettes Yamaha, s'est, pour sa part, félicité d'avoir désormais à distribuer une nouvelle marque qui contribuera à son souci de diversification. Les véhicules de fabrication espagnole ont bonne réputation (2). « C'est pour Sonauto surtout cela qui compte », dira encore M. Wagner.

Cent concessionnaires devraient distribuer plus de 4 000 voitures SEAT en France cette année, pour atteindre 10 000 véhicules l'an prochain.

Une affaire à suivre.

CLAUDE LAMOTTE.

(1) Sociedad Española de Automóviles de Turismo.

(2) Quatre constructeurs ont des filiales en Espagne : Ford, General Motors, Renault, F.S.A. Peugeot/Citroën.

Burroughs et Plessey envisagent de coopérer

Le groupe britannique Plessey et la société américaine Burroughs auraient engagé, selon le Financial Times, des négociations qui pourraient déboucher sur un accord de coopération technologique et une certaine répartition des tâches entre les deux firmes.

Avec un chiffre d'affaires de 39 milliards de francs, Burroughs est l'un des principaux constructeurs mondiaux d'informatique et de matériels de bureau. Loin derrière I.B.M., mais au même rang pratiquement que Digital Equipment, Control Data, N.C.R. et Sperry Univac, la firme a connu quelques années difficiles, une profonde réorganisation, menée par son nouveau président, M. Michael Blumenthal, ancien secrétaire d'Etat au Trésor dans l'administration Carter, et la sortie de nouveaux produits bas et haut de gamme ont permis un redressement financier de l'entreprise.

Toutefois, Burroughs reste très concentré sur les créneaux traditionnels de l'informatique. Pour ne pas

décoller vis-à-vis de ses grands concurrents, notamment d'I.B.M., la firme a donc besoin d'élargir ses compétences, en particulier dans les télécommunications, les réseaux, la télématique.

Plessey (11 milliards de francs de chiffre d'affaires) est une des plus anciennes sociétés d'électronique britannique, spécialisée précisément dans les télécommunications, les composants et les systèmes électroniques. La société a connu de très graves difficultés dans les années 70, liées à l'échec du projet de central téléphonique piloté par les P.T.T. britanniques (le système X). Depuis, Plessey a redéployé ses activités vers les Etats-Unis en rachetant la division « commutation publique » de Stromberg Carlson et en prenant une participation dans une société spécialisée dans la télévision par câble et les télécommunications par satellite. Il manque cependant au groupe britannique les compétences en informatique et dans les transmissions de données.

Burroughs et Plessey sont donc complémentaires. Rien d'étonnant dans ces conditions à ce que les deux groupes envisagent de coopérer, d'échanger leurs technologies, afin de couvrir à elles deux le spectre le plus large possible sur le marché de l'électronique.

LES DIFFICULTÉS DE MANUFACTURE : UNE NOUVELLE RÉUNION AVEC LES POUVOIRS PUBLICS EST PRÉVUE LE 13 AVRIL

Une première réunion sur le sort de Manufacture s'est tenue, mercredi 6 avril à Paris, entre la direction de la SCOPD-Manufacture, les pouvoirs publics et les banques. D'autres réunions seront nécessaires pour décider du sort de la coopérative stéphanoise en difficultés financières (le Monde du 2 avril).

Le plan de relance de mars 1982 n'a pu être respecté, et les pouvoirs publics en attendaient une révision avant de débiter la seconde tranche de 85 millions de francs d'aides prévues. La coopérative demande, de son côté, un supplément d'aide. En contrepartie, elle accepte une réduction de ses effectifs (790 personnes actuellement) et envisage de « mettre entre parenthèses » sa production de cycles pour se concentrer sur celles des fusils et des machines à coudre.

Ce plan va faire l'objet d'un examen approfondi par les pouvoirs publics et les banques. Leur réponse devrait être connue au cours de la prochaine réunion fixée pour le 13 avril.

Sidérurgie

L'ALLEMAGNE A PRÉSENTÉ SON PLAN DE RESTRUCTURATION AUX AUTORITÉS EUROPÉENNES

Les autorités d'Allemagne fédérale ont transmis à la Commission européenne la nouvelle version du plan de restructuration de leur sidérurgie. Une première version avait été rejetée par Bruxelles au mois de novembre dernier parce qu'elle proposait une réduction insuffisante des capacités de production. Le plan prévoit cette fois-ci une réduction des capacités de 13 millions de tonnes. Il devrait satisfaire Bruxelles, qui estimait de 8 à 9 millions de tonnes la baisse allemande nécessaire pour atteindre son objectif de réduction globale de 30 à 35 millions de tonnes à l'échelle européenne. Mais les autorités attendent d'avoir examiné le détail des propositions allemandes avant de se prononcer.

Le plan allemand a prévu aussi la fusion de Thyssen et de Krupp, le rapprochement de Salzgitter et de Hoechst, ainsi qu'une réglementation particulière pour Klockner et Korf. Les investissements prévus jusqu'en 1985 se montent à 11 milliards de deutschemarks (33 milliards de francs) et la contribution de l'Etat fédéral pourrait s'élever à 3 milliards de deutschemarks (9 milliards de francs).

(Publicité)  
ROYAUME DU MAROC  
MINISTÈRE DE L'ÉQUIPEMENT  
ADMINISTRATION DE L'HYDRAULIQUE

AVIS DE CONCOURS

Construction des équipements  
électromécaniques du barrage de Dkhila  
sur l'oued Issen

Présélection des soumissionnaires

Le Ministère de l'Équipement du Royaume du Maroc, Administration de l'Hydraulique, lance un Concours International pour la présélection des entreprises pour la construction des équipements électromécaniques du barrage de Dkhila sur l'oued Issen. Ce barrage est situé à 35 km à l'est de la ville d'Agadir.

Le concours concerne l'étude, la construction, le transport, le montage et la mise en service industriel :

- de l'alimentation en énergie électrique du barrage ;
- de l'équipement électromécanique de l'évacuateur de crues ;
- de l'équipement électromécanique de la prise d'eau ;
- de l'éclairage de l'ensemble des installations.

Les entrepreneurs intéressés par le concours sont invités à faire acte de candidature en répondant au questionnaire, qui leur sera fourni par l'Administration de l'Hydraulique, Service des marchés, route des Zaers à Rabat.

Le questionnaire et la demande d'inscription, dûment remplis, devront parvenir, par lettre recommandée, au plus tard le lundi 6 juin 1983, à 17 heures à :

MINISTÈRE DE L'ÉQUIPEMENT  
ADMINISTRATION DE L'HYDRAULIQUE  
CASIER RABAT - CHELLAH  
RABAT - MAROC.

PHILIPPE PONS.

# TRANSPORTS

LE JUGE D'INSTANCE A CONFIRMÉ LA SAISIE

## Un Boeing d'Air Algérie restera sous scellés à Orly

Le Boeing-727 d'Air Algérie placé sous scellés à Orly le restera pour l'instant. Statuant en référé, le tribunal d'instance d'Orly (Val-de-Marne), présidé par M. Josette Martineau, a en effet, mercredi 6 avril, la mainlevée de la saisie conservatoire de l'appareil décidée le 23 mars sur ordonnance de M. Clément Luyet, à la demande de la compagnie de charters américaine Evergreen International Airways (le Monde du 7 avril 1983).

Il y a deux ans, Evergreen avait loué un DC-8 à Air Algérie pour faire face au surcroît de trafic occasionné par le pèlerinage de La Mecque. Le loueur déclare qu'Air Algérie n'a jamais versé la caution initiale de 250 000 dollars prévue au contrat. Air Algérie rétorque qu'Evergreen, de son côté, n'avait pas déposé la caution contractuelle de garantie de bonne fin, et que l'avion, tombé en panne, n'a pu remplir sa mission, ce qui l'a contrainte à louer en catastrophe et au prix fort un autre appareil.

Le contrat fut dénoncé. Mais Evergreen devait aussitôt réclamer le paiement d'une facture de 600 000 dollars, montant de la location. Les termes du contrat prévoyant que, en cas de litige, le tribunal d'Orly serait compétent.

Cependant, Evergreen affirme n'avoir pas eu confiance dans la sérénité de la justice algérienne, si bien que, plutôt que d'attaquer au fond à Alger, elle a préféré une action sur la forme à Paris.

En janvier 1982, elle obtint une saisie-arrest de 300 000 dollars sur la billetterie d'Air France, qui exploite les lignes entre l'Algérie et la France en pool avec la compagnie algérienne. Une nouvelle saisie-arrest, décidée quelques mois plus tard, ne put être exécutée. Air France déclarant que le compte d'Air Algérie était débiteur.

Air Algérie a engagé, de son côté, une procédure devant le tribunal d'Orly pour réclamer 1 million de dollars de dommages-intérêts à la compagnie américaine. L'affaire devait venir en audience jeudi 7 avril.

## AUGMENTATION DES PÉAGES SUR LES AUTOROUTES

Les augmentations de péages sur les autoroutes Rhône-Alpes (A.R.A.), Paris-Est-Lorraine (A.P.E.L.), Côte basque (A.C.B.) interviendront prochainement, selon l'Association des sociétés françaises d'autoroutes (A.S.F.A.).

Les péages sur le réseau Cofiroute (Paris-Le Mans-La Gravelle et Paris-Poitiers), seraient majorés de 0,023 F au kilomètre à partir du vendredi 8 avril.

Le trajet Angers-Nantes passerait de 19 F à 21 F pour les voitures particulières et de 38 F à 42 F pour les semi-remorques, Paris-Orléans-Nord de 24 F à 26 F pour les voitures et de 48 F à 52 F pour les semi-remorques, Paris-Tours de 55 F à 60 F pour les voitures et de 110 F à 120 F pour les semi-remorques, Paris-Rennes de 73 F à 79 F pour les voitures et de 146 F à 158 F pour les semi-remorques.

L'ASFA annonce, d'autre part, que les péages ont augmenté de 0,019 F à 0,023 F du kilomètre depuis le 1<sup>er</sup> avril sur les autoroutes de la Côte d'Azur (Escota), Paris-Rhin-Rhône (S.A.P.R.R.) et Sud de la France (A.S.F.).

C'est ainsi que le parcours Aix-Nice est passé de 54 F à 58 F pour les voitures et de 108 F à 116 F pour les semi-remorques, Aix-Toulon de 22 F à 23,50 F pour les voitures et de 44 F à 47 F pour les semi-remorques, Paris-Lyon de 80 F à 87 F pour les voitures et de 165 F à 186 F pour les semi-remorques, Lyon-Le Puy de 113 F à 124 F pour les voitures et de 226 F à 248 F pour les semi-remorques et Lyon-Marseille de 60 F à 66 F pour les voitures et de 120 F à 133 F pour les semi-remorques.

# TOURISME

## PROTESTATIONS INTERNATIONALES CONTRE LE CONTRÔLE DES CHANGES FRANÇAIS

Les premières protestations officielles contre le contrôle des changes émanant de gouvernements étrangers ou d'organismes internationaux viennent de parvenir au gouvernement français.

C'est, en premier lieu, le ministre mauricien des affaires étrangères qui a saisi son homologue, M. Claude Cheysson, d'une demande de dérogation en raison de la menace que font peser sur le tourisme de l'île les restrictions de devises imposées aux Français. Ceux-ci représentent 40 % des visiteurs de l'île Maurice.

La Fédération universelle des associations d'agences de voyages (F.U.A.V.), dont le siège est à Bruxelles, a envoyé à M. Pierre Mauroy un télégramme pour protester contre la limitation des dépenses touristiques à l'étranger imposée aux Français. « Tout en comprenant que votre gouvernement souhaite équilibrer la balance commerciale de votre pays, écrit la F.U.A.V., nous voulons respectueusement vous faire part des craintes de perturbations que ces mesures risquent de créer dans le tourisme international. » (A.F.P.)

Grève dans l'hôtellerie martiniquaise. - L'ensemble des grands hôtels de la Martinique ont été paralysés mercredi par une grève du personnel hôtelier, suivie à 100 %, selon le syndicat C.M.D.T. (Centrale martiniquaise démocratique des travailleurs) et le patronat. Ce mouvement a été déclenché par la C.M.D.T. pour appuyer une revendication portant sur l'augmentation de la prime d'ancienneté.

# ENVIRONNEMENT

## La dioxine de Seveso se trouverait en République démocratique allemande

Les déchets toxiques de dioxine provenant de l'accident survenu en 1976 dans une usine chimique de Seveso (Italie) se trouveraient en République démocratique allemande (R.D.A.), près de Lübeck, selon des informations concordantes.

La police fédérale d'Allemagne (R.F.A.) a échangé de documents avec une société allemande, Badische Ruesskan Beschäftigung GmbH, du land de Hesse, et la société française Spedilac, au sujet du transport et du stockage de ces déchets.

M. Jean-Marie Laurin, directeur technique de France-Déchets, la plus importante entreprise française

d'élimination de déchets industriels, a déclaré : « La dioxine de Seveso se trouve très certainement en R.D.A. Ce n'est d'ailleurs un secret pour personne dans les milieux spécialisés. »

De son côté, la société suisse Hoffmann-La Roche, propriétaire de l'usine de Seveso, fait savoir que les déchets ne sont ni en Italie, ni en Suisse, ni en mer. La France et la R.F.A. auraient été averties si la dioxine était stockée sur leur territoire. Reste la R.D.A., dont on dit, au siège de Hoffmann-La Roche, qu'elle n'a pas posé de questions à la firme suisse sur le lieu de stockage final.

## LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES

	COUROS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SEIZ MOIS
	+ base + base	Rep. + base	Rep. + base	Rep. + base
S.E.U.	7,2300 7,2300	+ 165 + 195	+ 325 + 385	+ 825 + 935
S.m.	5,8510 5,8510	+ 115 + 154	+ 240 + 303	+ 639 + 738
Yes (100)	3,0455 3,0455	+ 140 + 166	+ 288 + 332	+ 811 + 898
DM	2,9970 3,0000	+ 175 + 203	+ 360 + 401	+ 983 + 1055
Flon	2,6640 2,6660	+ 195 + 180	+ 325 + 300	+ 843 + 902
F.S. (100)	15,0650 15,0650	+ 68 + 92	+ 284 + 284	+ 100 + 311
S.S. (100)	3,5310 3,5310	+ 225 + 256	+ 480 + 528	+ 1365 + 1449
L. (1 000)	5,0316 5,0343	+ 240 + 165	+ 491 + 399	+ 1553 + 1438
C.	10,9408 10,9485	+ 150 + 228	+ 340 + 473	+ 1030 + 1246

## TAUX DES EURO-MONNAIES

	9 1/8	9 5/8	9 3/16	9 9/16	9 3/8	9 3/8	9 3/4	9 3/4
S.E.U.	4 3/16	4 3/16	4 11/16	5 1/16	5 1/8	4 15/16	5 5/16	5 5/16
DM	3 7/8	4 3/8	3 7/8	4 1/4	4 3/16	4 3/16	4 3/4	5 1/8
F.S. (100)	11 3/4	12 3/4	11 1/2	12 1/2	11 3/8	12 5/8	11 3/4	12 5/8
ES.	3 7/8	4 5/8	3 13/16	4 3/16	3 13/16	4 3/16	3 3/4	4 1/8
L. (1 000)	16	17	16 3/8	18 1/8	16 3/4	18	17 7/8	18 7/8
C.	10 3/8	10 3/4	10 3/8	10 11/16	10 1/8	10 1/2	9 15/16	10 5/16
F. Imp.	12	12 15/16	12 3/8	13 5/8	13 7/8	14 5/8	14 3/8	15 1/8

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

## PLANS/CONTRECALQUES

COPIES GRAND ET TRES GRAND FORMAT AGRANDISSEMENT REDUCTION  
ETRAVE 38, av. Daumesnil PARIS 12<sup>e</sup> - ☎ 347.21.32

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

### CARREFOUR

#### 1) CHIFFRE D'AFFAIRES DU MOIS DE MARS 1983

Le chiffre d'affaires T.T.C. provisoire du groupe CARREFOUR est le suivant :

	Mars 1983 (en millions de francs)	Pourcentage variations sur mars 1982	1-1-1983 au 31-3-1983 (en millions de francs)	Pourcentage variation par rapport à l'année 1982
Carrefour S.A.	1 670,4	12,7	4 519,8	9,6
Carrefour consolidé	2 858,3	14,1	7 671,9	11,3

#### 2) COMPTES CONSOLIDÉS 1982

Chiffre d'affaires consolidé, hors taxes : 29,1 milliards de francs contre 24,5 en 1981 ;  
Dotations aux amortissements : 360,9 millions de francs contre 300,3 en 1981 ;  
Part du groupe dans le bénéfice : 408,2 millions de francs contre 360,2 en 1981 ;  
soit par action : 184,95 F contre 163,23 F en 1981.

### UNION POUR L'HABITATION

Réuni le 30 mars 1983, le conseil d'administration a arrêté les comptes de l'exercice 1982.

Les recettes locatives s'établissent à 51.460.000 F, en progression de 7,63 %, les produits financiers s'inscrivant, par contre, en baisse sensible à 2.597.000 F.

Après, notamment, 4.558.000 F d'amortissements et 3.355.000 F de dotation à la provision pour grosses réparations, le bénéfice d'exploitation s'élève à 37.341.458 F, contre 36.686.678 F en 1981.

Ce bénéfice représentant 19,92 F par action, le conseil proposera à l'assemblée générale ordinaire, qui se réunira le 21 juin prochain, de porter le dividende à 19 F par action contre 17,50 F l'année passée.

Le compte de pertes et profits, qui a enregistré d'importantes plus-values lors de la cession des immeubles de Pont-de-Claix et de Lille-Est, se solde par un bénéfice de 52.111.042 F.

En remploi partiel des ventes réalisées, la société a acquis au début de 1983, pour la somme de 16.666.500 F H.T., un étage d'un immeuble de bureaux récemment achevé à Malakoff (Hauts-de-Seine), à proximité immédiate d'une station de métro.

(Publicité)

## RÉPUBLIQUE POPULAIRE D'ANGOLA

Ministère des Pêches

### CONSTRUCTION DE DIX MOLES PRÉ-QUALIFICATION DE CONCURRENTS

#### ANNONCE PUBLIQUE

Le ministère des Pêches de la République Populaire d'Angola annonce la réalisation d'un concours documentaire de pré-qualification de concurrents à des tâches totales ou partielles de « Construction de Dix Mûles » en différents lieux d'Angola, conformément au document « Documents pour la pré-qualification ».

Le document précité définit les normes auxquelles les propositions doivent obéir et peut être obtenu à travers le cabinet du plan du ministère des Pêches, boîte postale 83 à Luanda.

Les propositions devront être déposées au cabinet du plan du ministère des Pêches, jusqu'à 18 heures du 28 avril 1983.

Cette réalisation est financée par la Banque arabe pour le développement économique en Afrique (BADEA), et est soumise aux règles prescrites dans l'accord de prêt et aux conditions générales accordées entre le gouvernement d'Angola et la BADEA.

Cabinet du plan du ministère des Pêches  
Boîte postale 83  
LUANDA, RÉPUBLIQUE POPULAIRE D'ANGOLA

(Publicité)

**RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE**

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE ET DES INDUSTRIES PÉTROCHIMIQUES

ENTREPRISE NATIONALE DES PLASTIQUES ET CAOUTCHOUCS

**E. N. P. C.**

**AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL**  
N° 003/83/DG/E.N.P.C./TECH.

**Fourniture et installation d'équipements pour la production de 900 000 sacs-poubelles/jour**

Un avis d'appel d'offres international est lancé pour la fourniture et l'installation d'équipements pour la production de 900 000 sacs-poubelles/jour.

Les entreprises intéressées peuvent retirer le cahier des charges auprès de l'E.N.P.C. - Département Approvisionnements : 10, rue du Sahara Hydra - Alger.

Les offres seront transmises sous double enveloppe cachetée et recommandée à l'adresse suivante :

E.N.P.C. - Département Approvisionnements : 10, rue du Sahara Hydra - Alger.

L'enveloppe extérieure doit être anonyme et ne comporter aucun signe distinctif, sauf la mention suivante : « APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL N° 003/83/DG/E.N.P.C./TECH. - NE PAS OUVRIR - CONFIDENTIEL ».

Le délai de remise des offres est fixé à cent vingt jours (120) à compter de la date de parution du présent avis, le cachet de la poste faisant foi.

Les soumissionnaires restent engagés par leurs offres pendant une durée de cent vingt (120) jours à partir de la date de clôture des offres.

Le présent appel d'offres s'adresse aux seuls fabricants et producteurs, à l'exclusion des intermédiaires, et ce, conformément aux dispositions de la loi n° 78.02 du 11 février 1978 portant monopole de l'Etat sur le commerce extérieur.

(Publicité)

**RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE**

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE ET DES INDUSTRIES PÉTROCHIMIQUES

ENTREPRISE NATIONALE DES TRAVAUX AUX Puits

**Avis d'appel d'offres international**  
N° 9014 AE/MF

L'Entreprise Nationale des Travaux aux Puits lance un avis d'appel d'offres international pour la fourniture de :

- 01 - TREUILS A AIR GD TYPE HMKL 61281 ;
- 02 - TREUILS ÉLECTRIQUES AVEC FREIN ÉLECTRIQUE MARQUE STONL TYPE OC 2040 AVEC MOT. ÉLECT. ;
- 03 - TÊTES D'INJECTION NAT. N. 815 ;
- 04 - DESSABLEURS 12/18 SUR SKID ;
- 05 - DESSABLEURS 12/16 SUR SKID.

Cet appel d'offres s'adresse aux seules entreprises de production à l'exclusion des regroupements, représentants de firmes et autres intermédiaires, et ce conformément aux dispositions de la loi n° 78-02 du 11 février 1978, portant monopole de l'Etat sur le commerce extérieur.

Les soumissionnaires intéressés par cet appel d'offres peuvent retirer le cahier des charges à l'adresse suivante : Entreprise Nationale des Travaux aux Puits, 2, rue du Capitaine-Azzoug - Côte-Rouge - HUSSEIN - DEY - ALGER (ALGÉRIE) - Département approvisionnement et transports à partir de la date de parution du présent avis.

Les soumissions établies en cinq (5) exemplaires devront parvenir sous double pli cacheté et recommandé au Secrétaire du D.A.T. à l'adresse sus-indiquée. L'enveloppe extérieure strictement anonyme, sans en-tête, portera la mention :

« APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL N° 9014/AE/MF - CONFIDENTIEL - A NE PAS OUVRIR ».

Les soumissions devront parvenir au plus tard le samedi 07/05/1983 à 12 heures, délai de rigueur.

Le délai d'option sera de 180 jours à la date de clôture de cet appel d'offres.

**TIRAGES DIAPOS**  
EN 13x18 OU 18x24 - RECADRAGE - CORRECTIONS  
ETRAVE 38, av. Daumesnil Paris 12<sup>e</sup> - ☎ 347.21.32

## FAITS ET CHIFFRES

### Affaires

General Motors et Fauc vont créer une usine de fabrication de robots aux Etats-Unis. - La filiale commune dénommée G.M.F. Robotics Corp., créée en juin dernier par le numéro un de l'automobile américaine et le leader japonais de la robotique, va construire une usine très automatisée elle-même qui ne comprendra que cinquante salariés. Elle entrera en activité en 1985.

British Leyland et Honda ont signé un nouvel accord de coopération pour la conception et le développement en commun d'un modèle qui, dès 1985, sera produit en Grande-Bretagne et au Japon par les deux compagnies, sous deux versions différentes.

Cet accord, qui concrétise une lettre d'intention signée en novembre 1981, prévoit une coopération beaucoup plus étroite entre les deux groupes que celle développée depuis la fin de 1979 pour la fabrication, sous licence japonaise, de la Triumph Acclaim, lancée il y a deux ans en Grande-Bretagne.

### Energie

Alsthom-Atlantique, associé aux groupes japonais Mitsui et Toshiba, fournira à la Malaisie une centrale thermique de 900 mégawatts.

Cette centrale, dont la mise en service est prévue en 1985, comportera six turbines à gaz Alsthom-Atlantique, associées à des chaudières de récupération alimentant trois turbines à vapeur, l'ensemble constituant l'une des plus puissantes installations de ce type au monde.

Les forages d'exploration pétrolière ont diminué aux Etats-Unis de 20 % au cours du premier trimestre 1983 par rapport à la période correspondante de l'an passé, selon des statistiques publiées par Petroleum Information Corp. : 2 179 forages - au lieu de 2 726 en 1982 - ont permis la découverte de 209 nouveaux gisements de pétrole et de 145 gisements de gaz, contre, respectivement, 304 gisements pétroliers et 186 gisements gaziers l'an passé. Cette évolution, due au marasme du marché pétrolier, montre, selon Petroleum Information Corp., que les compagnies préfèrent actuellement mettre en œuvre des gisements connus plutôt que d'engager des recherches coûteuses et aléatoires. - (A.F.P.)

Les Emirats arabes unis ont diminué le prix de leur gaz naturel liquéfié de 15 %, soit le même taux que la baisse appliquée au pétrole conformément à l'accord conclu au sein de l'OPEP lors de la dernière conférence de Londres. - (A.F.P.)

(Publicité)

**RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE**

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE ET DES INDUSTRIES PÉTROCHIMIQUES

ENTREPRISE NATIONALE DES SERVICES AUX Puits

**DIRECTION DES OPÉRATIONS SPÉCIALES**

**Avis d'appel d'offres international**  
N° 001/83

L'Entreprise Nationale des Services aux Puits lance un appel d'offres international pour la fourniture de :

- Quatre (4) unités de cimentation.

Cet appel d'offres s'adresse aux seules entreprises de production à l'exclusion des regroupements, représentants de firmes et autres intermédiaires, et ce conformément aux dispositions de la loi n° 78-02 du 11 février 1978, portant monopole de l'Etat sur le commerce extérieur.

Les soumissionnaires intéressés par cet appel d'offres peuvent retirer le cahier des charges à l'adresse suivante : E.N.S.P. - Direction des Opérations spéciales, 2, rue du Capitaine-Azzoug - H. DEY - ALGER - à partir de la date de parution du présent avis.

Les soumissions établies en cinq (5) exemplaires devront parvenir sous double pli cacheté et recommandé au Secrétaire de la direction des opérations spéciales sus-indiquée. L'enveloppe extérieure strictement anonyme, sans en-tête, portera la mention :

« APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL N° 001/83 - CONFIDENTIEL - A NE PAS OUVRIR ».

Les soumissions devront parvenir au plus tard le samedi 30/04/1983 avant 12 heures, délai de rigueur.

Le délai d'option sera de 180 jours à la date de clôture de cet appel d'offres.

سكنا من الأصل

# MARCHÉS FINANCIERS

## PARIS

**Le lingot dépasse 100 000 F**  
**Marché bien orienté**

En dépit du ralentissement d'activité, le marché s'est maintenu à un niveau très satisfaisant. Le signal fut donné dès le départ par le lingot d'or qui a dépassé les 100 000 F, soit à 6,66 points au-dessus de son niveau précédent. Au plus bas de la journée, il s'est redressé à 101 000 F.

De nombreux titres s'ajoutent des hausses confortables, notamment au secteur de la distribution où Parifrance groupe de 6 %, au groupe Lafayette de 4 %, et au groupe Gascogne de 4 % à 5 %.

Parmi les autres titres en hausse, figurent P.L.M. (+ 7 %), Générale de Fonderie (+ 6 %), A.D.G. (+ 5 %) et Mot-Hennessy (+ 5 %).

A l'inverse, le lingot a perdu près de 3 % après avoir été réservé à la hausse et le Parifrance a rétrogradé de 1 point. Les autres titres ont évolué dans une fourchette de 33 %, abandonnant 6,5 %, un repli identique à celui de Dassault et de Saur.

Nobel-Borel, Agence Havas, Manu-rah et Beghin-Say accusent, de leur côté, des baisses de 2 % à 3 %.

Sur le marché de l'or, le métal est en hausse à Londres pour s'établir à 428,50 dollars l'once contre 425,75 dollars mardi.

Le lingot a grimpé à 100 300 F contre 99 800 F la veille, tandis que le napoléon se négocie successivement à 691 F puis 695 F contre un cours de 700 F mardi.

La dollar-titre se situe à 8,72/73 alors qu'il se situait à 8,64/67 F.

Par ailleurs, la société Viefrance, filiale de Compagnon Bernard, fait savoir qu'elle a acquis plus de 10 % de la société Sacer.

## NEW-YORK

**Reprise en fin de séance**

Pour la quatrième séance consécutive, les cours ont baissé mercredi à Wall Street. Cependant, une assez forte reprise s'est produite en fin de séance. Elle a permis au marché de réduire très sensiblement ses pertes et, au coup de cloche final, l'indice des industriels s'est établi à 1 113,48, soit à 6,66 points au-dessus de son niveau précédent. Au plus bas de la journée, il s'est redressé à 1 100 F.

Le bilan de la journée n'a pas manqué d'être négatif. Sur 1 942 valeurs traitées, 1 037 ont baissé, 530 seulement ont progressé, tandis que 375 ne variaient pas. L'activité a été modérée et 77,4 millions de titres ont changé de mains contre 76,81 millions la veille.

De façon générale, le redressement enregistré en fin de séance a révélé un caractère essentiellement technique. Les investisseurs n'ont, semble-t-il, tenu compte de la déception des résultats publiés par plusieurs groupes d'industries d'acier dans les heures précédentes. En outre, nombre d'opérations ont continué à prendre leurs distances avec le marché. Beaucoup perdent patience, et les projections de résultats restent décevantes pour le premier trimestre publié par plusieurs groupes d'industries d'acier dans les heures précédentes. En outre, nombre d'opérations ont continué à prendre leurs distances avec le marché. Beaucoup perdent patience, et les projections de résultats restent décevantes pour le premier trimestre publié par plusieurs groupes d'industries d'acier dans les heures précédentes.

VALEURS	Cours de clôture	Cours de mardi
Alcoa	33 1/2	32 7/8
Amstar	40 1/4	39 3/4
Boeing	40 1/4	39 3/4
Dow Chemical	33 1/2	32 7/8
Eastman Kodak	33 1/2	32 7/8
General Electric	33 1/2	32 7/8
IBM	33 1/2	32 7/8
Johnson & Johnson	33 1/2	32 7/8
McDonald's	33 1/2	32 7/8
Merck & Co.	33 1/2	32 7/8
Procter & Gamble	33 1/2	32 7/8
Union Carbide	33 1/2	32 7/8
Walt Disney	33 1/2	32 7/8
Weyerhaeuser	33 1/2	32 7/8
Yale	33 1/2	32 7/8

## LA VIE DES SOCIÉTÉS

**BOUYGUES.** - Le bénéfice net consolidé (part de groupe) a atteint 290 millions de francs (après 234 millions de francs d'amortissements) en 1982 contre 218,7 millions l'année précédente (après 192,1 millions de francs d'amortissements). Soit une hausse importante de 30 % d'une année à l'autre. Le bénéfice net de Bouygues S.A. durant la même période a atteint 228 millions de francs (contre 179,8 millions en 1981), après 135,8 millions de francs (contre 102,5 millions d'amortissements). Le conseil d'administration de la société propose à la prochaine assemblée générale des actionnaires la distribution d'un dividende net de 21 F, identique à celui de 1981.

**INDICES QUOTIDIENS**  
(NSSE, base 100 le 31 déc. 1982)  
Cote officielle : 1163,48  
Cote des agents de change : 1163,48  
Indice général : 1163,48

**TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE**  
Effets 90 jours : 12,5 %  
**COURS DU DOLLAR À TOKYO**  
1 dollar (en yen) : 237,25

**AMERICAN GENERAL CORP.** - Cette société, considérée comme une entreprise américaine d'assurance, a annoncé l'achat de la plus grande partie d'une autre compagnie américaine, la Gulf United Corp., pour 1,3 milliard de dollars.

**AMERICAN GENERAL** avait acquis en novembre dernier un groupe d'assurances, la Gulf United Corp., pour 1,3 milliard de dollars. A la suite de cette opération, les dirigeants d'American General Corp., qui s'est considérablement développée ces dernières années grâce à de telles acquisitions de sociétés, avaient annoncé qu'elle cesserait ses acquisitions jusqu'à ce que la compagnie ait réduit son endettement.

Mais, ont affirmé les dirigeants d'American General, l'achat de Gulf était une occasion pour eux de pouvoir faire passer à la pratique leur politique de réduction de leur endettement.

# BOURSE DE PARIS Comptant

VALEURS	Cours de clôture	Cours de mardi
Alcoa	33 1/2	32 7/8
Amstar	40 1/4	39 3/4
Boeing	40 1/4	39 3/4
Dow Chemical	33 1/2	32 7/8
Eastman Kodak	33 1/2	32 7/8
General Electric	33 1/2	32 7/8
IBM	33 1/2	32 7/8
Johnson & Johnson	33 1/2	32 7/8
McDonald's	33 1/2	32 7/8
Merck & Co.	33 1/2	32 7/8
Procter & Gamble	33 1/2	32 7/8
Union Carbide	33 1/2	32 7/8
Walt Disney	33 1/2	32 7/8
Weyerhaeuser	33 1/2	32 7/8
Yale	33 1/2	32 7/8

# 6 AVRIL

VALEURS	Cours de clôture	Cours de mardi
Alcoa	33 1/2	32 7/8
Amstar	40 1/4	39 3/4
Boeing	40 1/4	39 3/4
Dow Chemical	33 1/2	32 7/8
Eastman Kodak	33 1/2	32 7/8
General Electric	33 1/2	32 7/8
IBM	33 1/2	32 7/8
Johnson & Johnson	33 1/2	32 7/8
McDonald's	33 1/2	32 7/8
Merck & Co.	33 1/2	32 7/8
Procter & Gamble	33 1/2	32 7/8
Union Carbide	33 1/2	32 7/8
Walt Disney	33 1/2	32 7/8
Weyerhaeuser	33 1/2	32 7/8
Yale	33 1/2	32 7/8

# Marché à terme

VALEURS	Cours de clôture	Cours de mardi
Alcoa	33 1/2	32 7/8
Amstar	40 1/4	39 3/4
Boeing	40 1/4	39 3/4
Dow Chemical	33 1/2	32 7/8
Eastman Kodak	33 1/2	32 7/8
General Electric	33 1/2	32 7/8
IBM	33 1/2	32 7/8
Johnson & Johnson	33 1/2	32 7/8
McDonald's	33 1/2	32 7/8
Merck & Co.	33 1/2	32 7/8
Procter & Gamble	33 1/2	32 7/8
Union Carbide	33 1/2	32 7/8
Walt Disney	33 1/2	32 7/8
Weyerhaeuser	33 1/2	32 7/8
Yale	33 1/2	32 7/8

# COTE DES CHANGES

VALEURS	Cours de clôture	Cours de mardi
Alcoa	33 1/2	32 7/8
Amstar	40 1/4	39 3/4
Boeing	40 1/4	39 3/4
Dow Chemical	33 1/2	32 7/8
Eastman Kodak	33 1/2	32 7/8
General Electric	33 1/2	32 7/8
IBM	33 1/2	32 7/8
Johnson & Johnson	33 1/2	32 7/8
McDonald's	33 1/2	32 7/8
Merck & Co.	33 1/2	32 7/8
Procter & Gamble	33 1/2	32 7/8
Union Carbide	33 1/2	32 7/8
Walt Disney	33 1/2	32 7/8
Weyerhaeuser	33 1/2	32 7/8
Yale	33 1/2	32 7/8

# MARCHÉ LIBRE DE L'OR

VALEURS	Cours de clôture	Cours de mardi
Alcoa	33 1/2	32 7/8
Amstar	40 1/4	39 3/4
Boeing	40 1/4	39 3/4
Dow Chemical	33 1/2	32 7/8
Eastman Kodak	33 1/2	32 7/8
General Electric	33 1/2	32 7/8
IBM	33 1/2	32 7/8
Johnson & Johnson	33 1/2	32 7/8
McDonald's	33 1/2	32 7/8
Merck & Co.	33 1/2	32 7/8
Procter & Gamble	33 1/2	32 7/8
Union Carbide	33 1/2	32 7/8
Walt Disney	33 1/2	32 7/8
Weyerhaeuser	33 1/2	32 7/8
Yale	33 1/2	32 7/8

# Le Monde

## UN JOUR DANS LE MONDE

### IDÉES

2. JAPON : « Le prix du succès », par Philippe Pons ; « La chimère », par Augustin Berque ; « Une troisième manche ? », par Paul-Maurice Perrier-Monfion.

### ÉTRANGER

3. DIPLOMATIE
- Après l'expulsion des fonctionnaires soviétiques.
  - Le congrès de l'Internationale socialiste.
4. ASIE
- CAMBODGE : l'offensive vietnamite à la frontière thaïlandaise.
- 5-6. AMÉRIQUES
- PÉROU : la chasse aux guérilleros du Sentar lumineux dégénère en guerre civile.
6. PROCHE-ORIENT
- La France et l'Égypte attendent-elles la chance au plan Reagan.

### POLITIQUE

7 à 12. LE DÉBAT DE POLITIQUE GÉNÉRALE À L'ASSEMBLÉE NATIONALE.

### LE MONDE DES LIVRES

13. 16 et 17. STENDHAL AVEC PASSION. — Le feuilleton de Bertrand Poirot-Delpech : « Coups de pistolet dans un concert » ; « Le cher H.B. » ; « Sur la banquette » ; « En lisant De l'amour ».
14. La vie littéraire.
15. Au fil des lectures.

### SOCIÉTÉ

18. La modification de la loi « sécurité et liberté » au Sénat.
- DÉFENSE : le projet de réforme du code du service national.
  - RELIGION : pour la première fois depuis 1940, quatre évêques lituaniens sont autorisés à faire leur visite ad limina au pape.
  - ÉDUCATION.

### CULTURE

19. CINÉMA : rétrospective australienne à la Cinéma-thèque.
- EXPOSITIONS : André Masson.
  - COMMUNICATION.
  - LU : le Dénouement de 1940, de Claude Paillet.

### ÉCONOMIE

25. SOCIAL : une importante recherche du CERC.
- AFAIRES : les difficultés de Manu-france.
  - AGRICULTURE.
  - TRANSPORTS : augmentation des péages sur les autoroutes.

**RADIO-TÉLÉVISION (21) INFORMATIONS « SERVICES » (22) :**  
Rétromanie ; Météorologie ; Mots croisés ; Journal officiel.

**Annouces classées (23) ;**  
Carnet (24) ; Programme des spectacles (26) ; Marchés financiers (27).

## AU CONSEIL DES MINISTRES

### Le service national va être réformé en vue d'une meilleure insertion professionnelle des jeunes

Le conseil des ministres s'est réuni, mercredi matin 6 avril au palais de l'Élysée, sous la présidence de M. François Mitterrand. À l'issue des délibérations, le communiqué suivant a été diffusé :

#### Service national

Le ministre de la défense a présenté au conseil des ministres un projet de loi modifiant le code du service national. Dans le cadre de la politique conduite par le gouvernement pour améliorer l'organisation générale de la défense, ce projet vise à mieux définir les obligations et les droits des jeunes Français et des jeunes Françaises accomplissant leur service national et leur rôle au service du pays, selon les orientations suivantes :

1) Faciliter l'insertion professionnelle des jeunes :

— les jeunes gens qui le souhaitent pourront être appelés à accomplir leur

service national actif à partir de l'âge de dix-huit ans ;

— des dispositions favorables sont prévues pour les jeunes gens, chefs d'entreprise depuis deux ans au moins, dont l'incorporation pourrait porter un grave préjudice à l'activité de cette entreprise ;

2) Faciliter l'accès des femmes au service national : en complément des mesures déjà prises par le gouvernement pour améliorer la condition de la femme militaire, le projet de loi prévoit que les Françaises volontaires auront désormais accès à toutes les formes du service national. Elles pourront ainsi accomplir leur service militaire dans toutes les armes.

3) Contribuer à la sécurité et à la protection des populations : les appels

pourront accomplir le plus grand nombre de tâches militaires dans la garde-maison nationale en qualité de gardes armés auxiliaires, dans la limite de quinze pour cent des effectifs de cette arme.

4) Redéfinir le statut des objectifs de conscience : les jeunes gens qui, pour des motifs de conscience, se déclarent opposés à l'usage personnel des armes, pourront accomplir les obligations du service national soit dans un service civil relevant d'une administration de l'État ou d'une collectivité locale, soit dans un organisme à vocation sociale ou humanitaire assurant une mission d'intérêt général. La durée de leur service sera le double de la durée du service militaire. Les demandes formulées pour accomplir sous cette forme le service national devront être motivées et agréées par le ministre de la défense. En cas de refus d'agrément, un recours pourra être présenté devant le tribunal administratif qui statuera en premier et dernier ressort. Ce recours suspendra l'incorporation.

5) Renforcer les droits des appelés : le projet de loi prévoit une série de dispositions favorables aux droits des appelés, en matière notamment de reports d'incorporation, de dispenses et de libérations anticipées. Il améliore l'indemnisation des dommages corporels dont peuvent être victimes, dans le service ou à l'occasion du service, des jeunes gens accomplissant leur service militaire.

(Lire page 18.)

#### Situation au Cambodge

Le ministre des relations extérieures a rendu compte de son voyage officiel en Thaïlande, au Vietnam et au Pakistan.

Le gouvernement marque une nouvelle fois sa préoccupation de l'occupation prolongée et injustifiée du Cambodge par une armée étrangère et des souffrances du peuple cambodgien. Il appelle à une solution politique qui permette, comme cela a été justement recommandé par les Nations unies, de rendre au peuple khmer son droit imprescriptible à l'autodétermination, dans des conditions qui honorent la violence.

Le conseil réaffirme d'autre part l'intérêt que porte la France au développement des organisations régionales et note avec satisfaction la récente conférence qui a réuni à Bangkok les quinze ministres des relations extérieures de l'Association des nations du Sud-Est asiatiques (ANSEA) et de la Communauté européenne.

(Lire page 4.)

#### Ministres plénipotentiaires

Le ministre des relations extérieures a présenté au conseil des ministres un projet de loi concernant l'accès au corps des ministres plénipotentiaires. Ce texte permettra au ministre des relations extérieures de s'assurer le concours de personnes qui, n'appartenant pas à l'administration, ont acquis dans la fonction publique internationale, dans des organismes de coopération ou au sein d'organisations professionnelles, une solide expérience internationale.

#### Conventions internationales

Le conseil des ministres a délibéré de deux projets de loi autorisant l'approbation de conventions internationales : la convention des Nations unies sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, conclue à New-York le 1<sup>er</sup> mars 1980 ; l'accord franco-allemand du 6 décembre 1982 relatif à la construction d'un pont sur le Rhin entre Marcholsheim et Sasbach.

**CHARTERS ÉTÉ**

Vol A.R. - séjour hôtel 1/2 pension  
Sénégal 4.770 F  
Séjour supplémentaire 1.580 F  
Côte-d'Ivoire 6.050 F  
Séjour supplémentaire 1.880 F

**AIRCOM SETI**  
25, rue La Boétie  
75008 PARIS  
Tél. : 268-15-70

**25 ANNÉES DE SUCCÈS**  
CHEZ LES PROFESSIONNELS  
en remplacement du fumier  
LA FUMURE ORGANIQUE  
**COFUNA**  
COMPOST VEGETAL  
SANS ADJONCTION DE PRODUITS CHIMIQUES  
on obtient des engrais  
chez votre distributeur jardin

**VENEZ LÉZARDER**  
AU SOLEIL  
DE STROPEZ  
  
AU BYBLOS  
PHONE (094) 97.00.04 / TELEX 470.235

## EN GRÈVE DEPUIS LE 22 MARS

### Les médecins hospitaliers dénoncent l'« attitude irresponsable » du gouvernement

Les deux intersyndicats nationaux des internes et des chefs de clinique des C.H.U., en grève depuis le 22 mars, dénoncent dans un communiqué publié le 6 avril « l'attitude contradictoire et irresponsable du gouvernement ». Ils ont décidé de « durcir le mouvement de grève » et « rejettent sur le gouvernement la responsabilité de toutes les conséquences qui en résulteront pour la population ». Dans ce communiqué, les intersyndicats constatent que « la concertation engagée le 31 mars au ministère de la Santé n'a eu aucune suite malgré les promesses du secrétaire d'État ».

Une demande de discussion immédiate, faite auprès de M. Pierre Bérégovoy, ministre des affaires sociales et de la solidarité, a été refusée. Les intersyndicats nationaux des internes et chefs de clinique des C.H.U. sont « scandalisés par une telle attitude » et exigent la « reprise immédiate des négociations au plus haut niveau ». Un rendez-vous pourrait avoir lieu avec M. Edmond Hervé, secrétaire d'État à la Santé, le vendredi 8 avril dans la matinée.

D'autre part, après l'échec des récentes négociations (Le Monde du 7 avril) avec MM. Alain Savary et Edmond Hervé, les étudiants en médecine en grève ont décidé de

s'adresser à M. Bérégovoy pour reprendre, sur de nouvelles bases, un dialogue actuellement dans l'impasse. Ils ont de nouveau précisé ces revendications le 6 avril lors d'une réunion purement technique au ministère de l'éducation nationale, au cours de laquelle a été dressée la liste des points d'accord et de désaccord avec le gouvernement. Les étudiants restent notamment farouchement opposés à l'application de la loi dans son état actuel. Ils recensent dix points de désaccords majeurs, parmi lesquels figure d'abord l'examen « classant et validant » instauré après six années d'études.

Dans l'attente d'une éventuelle reprise du dialogue, les étudiants s'efforcent « d'empêcher le mouvement ». Ils pourraient décider maintenant de ne plus assurer du tout les gardes dans les hôpitaux.

Le premier ministre avait déclaré le 6 avril à l'Assemblée nationale : « Je souhaite que tous ceux qui se préparent aux professions sociales et notamment aux professions de santé aient une claire vision de ce champ d'avenir qu'ouvre pour eux le gouvernement. Ainsi pourraient-ils mesurer l'ampleur du dessein collectif dans lequel ils doivent prendre leur place par rapport à leurs revendications catégorielles de suppression d'un examen de fin d'année... ». La jeunesse, avait-il ajouté, n'a pas le droit de se tromper de mobilisation.

## LA SUITE DE LA MISSION CHALLENGER

### Trois cents spécialistes tentent de modifier l'orbite du satellite T.D.R.S.-1

Ce n'est plus une, mais deux missions spatiales que la NASA doit maintenant coordonner : d'une part celle effectuée par l'équipage de la navette Challenger qui, jusqu'à ce jour, s'est déroulée dans de bonnes conditions ; de l'autre, celle qui consiste à sauver à tout prix le satellite de télécommunications géostationnaire T.D.R.S.-1, que l'équipage de Challenger a lancé dans la journée du mardi 5 avril.

Actuellement, une équipe de trois cents personnes, réunies à la base, se penchent sur les moyens qui leur permettraient de placer le satellite T.D.R.S.-1 sur sa bonne orbite. Pour y parvenir, les spécialistes envisagent de mettre à feu quelques-uns des seize petits moteurs qui, en temps normal, assurent le contrôle d'altitude et de pointage du satellite. Une telle manœuvre, dont la NASA ne cache pas qu'elle va prendre des jours, revient en quelque sorte à faire avancer un gros bateau à la rame. On conçoit donc que les responsables du projet fassent preuve aujourd'hui d'une extrême prudence, tout en insistant sur la nécessité de tout tenter pour rendre opé-

rationnel ce satellite dont dépend le bon déroulement de missions spatiales à venir.

Dans le même temps, les deux astronautes de la navette, Story Musgrave et Donald Peterson, s'apprêtent à effectuer leur première sortie dans l'espace, programmée pour le jeudi 7 avril à 23 h 10 (heure française). Sortie attendue : c'est la première fois depuis neuf ans que les Américains effectuent une marche dans l'espace. Elle permettra aussi de tester enfin les coûteuses combinaisons spatiales — 2 millions de dollars pièce — que la NASA a fait fabriquer. Lors du précédent vol, à bord de Columbia, les astronautes Joseph Allen et William Lenoir s'étaient trouvés en butte à divers problèmes de fonctionnement et avaient dû annuler leur sortie.

Grâce à cette opération qui durera trois heures et demie, la NASA espère démontrer la fiabilité des combinaisons, mais surtout tirer des enseignements sur les outils et les techniques que les astronautes utiliseront pour, plus tard, être en mesure de réparer en orbite des satellites.

### Ancienne personnalité de la collaboration

#### M. GEORGES ALBERTINI EST DÉCÉDÉ

M. Georges Albertini, fondateur du bulletin d'information anticommuniste *Est-Ouest*, personnalité en vue de la collaboration avec l'Allemagne sous l'occupation, est décédé le 30 mars dernier, à 80 ans après le mardi 6 avril.

[Né en 1911 à Châlon-sur-Saône, Georges Albertini milita, d'abord, au parti socialiste S.F.I.O. et à la C.G.T. et adhéra au comité de vigilance des intellectuels antifascistes. En 1941, il rejoignit Marcel Déat, lui aussi ancien socialiste, au Rassemblement national populaire, dont il devint secrétaire général en 1942. Directeur du cabinet de Déat, ministre du travail et de la solidarité, de février à août 1944, son rôle dans la collaboration vint à Georges Albertini d'être condamné, en septembre de la même année, à vingt ans de travaux forcés.]

Grâce en 1948 par le président de la République, Vincent Auriol (S.F.I.O.), il devint conseiller politique de la Banque Worme et créa le Centre d'études et d'informations sur le communisme, qui édite le bulletin *Est-Ouest*.

Georges Albertini, même, à partir de cette époque, une activité occulte, dirigea le mouvement, dans les milieux politiques et syndicaux. Il se lia avec M. Edgar Faure comme avec Guy Mollet, secrétaire général de la S.F.I.O.

Le retour du général de Gaulle au pouvoir marque pour lui, à cet égard, une dérive, à laquelle met fin l'élection de Georges Pompidou à la présidence de la République, en juin 1969.

Proche de M. Pierre Juillet et de Mme Marie-France Garaud, conseillers de Pompidou, Georges Albertini participa à divers aspects de la campagne de M. Valéry Giscard d'Estaing en 1974. Il figure parmi les conseillers de Mme Garaud lors de la candidature de celle-ci à l'élection présidentielle de 1981.]

### Selon le « Financial Times »

#### UN EMPRUNT DE LA FRANCE AU F.M.I. SERAIT POLITIQUEMENT IMPOSSIBLE

Dans un long article consacré au ministre français de l'économie, le *Financial Times* du 7 avril considère que l'objectif de M. Delors « était de donner à l'électorat un électrochoc qui, bien qu'essentiellement symbolique pour ce qui concerne la limitation des dépenses des touristes à l'étranger, lui ferait réaliser la gravité de la situation ».

Le quotidien britannique voit M. Delors comme « un homme d'une droiture inhabituelle en politique, qui croit salutaire d'appeler à l'étranger et son tour ». Son langage est « une évidence pour le franc et fait un homme d'une grande valeur pour le président ».

Selon le *Financial Times*, M. Delors estime politiquement impossible un emprunt de la France au Fonds monétaire international (F.M.I.). « Le F.M.I. pourrait prêter à la France 14 milliards de dollars au maximum, dans le cadre d'un programme de stabilisation économique sur trois ans, soit assez pour mettre fin à tous les soucis de M. Delors. Mais la vexation de se soumettre à un carcan imposé de l'extérieur — comme la Grande-Bretagne et l'Italie l'ont fait dans les années 70 — serait insupportable pour l'électorat. M. Delors redoute que les foules massées devant le palais du Louvre ne lancent pas seulement des fleurons mais demandent sa tête », conclut le journal.

A B C D E F G

## Liste de mariage



**Pavillon Christofle**

12, rue Royale  
24, rue de la Paix 95, rue de Passy  
93, rue de Seine Centre Parly II

سكناحت الأمل